

Guerre d'Algérie

Témoignages d'appelés foréziens

Cahiers de Village de Forez

Introduction

Un colloque pour témoigner

En 1962, il y a 50 ans, le cessez-le-feu du 19 mars marquait la fin officielle de la guerre d'Algérie. Les affrontements durèrent encore plusieurs semaines dans une atmosphère d'apocalypse. Le 3 juillet suivant, après le référendum prévu par les accords d'Evian, la France reconnaissait l'indépendance de l'Algérie.

En 2002, le Centre social avait déjà proposé, sur une idée de Jacques Martinez, une soirée de témoignages et de réflexion consacrée à la guerre d'Algérie. La publication des souvenirs de Jean Baudou par *Village de Forez* avait eu un grand retentissement. A l'approche du cinquantenaire des accords d'Evian, *Village de Forez*, a organisé, sur l'initiative de Gérard Aventurier, le 10 décembre 2011, un colloque sur la guerre d'Algérie dont la préparation a été coordonnée par Maurice Damon, et qui a été consacré à des témoignages de soldats appelés en Algérie. Une centaine de personnes assistait à ce colloque.

Ce colloque s'inscrit dans les actions qui accompagnent, dans le Montbrisonnais, le cinquantenaire des accords d'Evian. Une conférence a été faite par Claude Latta, le janvier 2012, dans le cadre de l'Université pour tous, antenne de Boën, au château de Goutelas sur la guerre d'Algérie. Le texte vient d'en être publié par *Village de Forez* dans sa collection *Histoire et citoyenneté*. Une exposition de la FNACA a été présentée, en février 2012, à l'hôtel de ville de Montbrison et a reçu de nombreux scolaires. Une réunion est aussi prévue, à Goutelas, autour de maître Paul Bouchet, qui a été à l'origine de la rénovation du château, devenu Centre culturel, et qui fut un avocat engagé contre la guerre d'Algérie. L'un des intervenants de notre colloque, Paul Ollier, de Boën, publie, sous le titre *Algérie, mon amour*, les lettres envoyées pendant la guerre à sa fiancée

Il est, encore aujourd'hui, difficile de parler de cette guerre. Les mémoires restent à vif. Il nous a donc semblé que la recherche de la vérité passait aussi par la parole des soldats du contingent qui furent envoyés en Algérie faire leur service militaire (pendant 24, voire 27 ou même 30 mois) et qui ont participé à une guerre qui n'osait pas dire son nom (« les événements d'Algérie », les « opérations de maintien de l'ordre ») et dont les buts étaient mal définis. 27 000 soldats sont morts pour la France en Algérie.

Huit soldats foréziens qui ont servi en Algérie dans des périodes et des circonstances différentes, ont donné chacun leur témoignage : Gérard Aventurier, Jean Baudou, Jean-Claude Champain, René Commère, Robert Duclos, André Guillot, Daniel Pouget, Paul Ollier. Une discussion a suivi chacun de ces témoignages. Ce sont ces témoignages que *Village de Forez* publie aujourd'hui. Ils sont précédés d'une introduction historique de Pascal Chambon – qui vise à remettre les événements évoqués dans leur contexte – et d'une conclusion de Claude Latta. Joseph Barou a eu la lourde tâche de rassembler les différentes contributions des intervenants au colloque et de mettre en page l'ensemble de ce Cahier.

La guerre d'Algérie

Pascal Chambon

La guerre d'Algérie connaît une tragique répétition générale en 1945 à Sétif où, le 8 mai, le jour même de la victoire alliée sur le nazisme, de violentes émeutes éclatent.

Certains musulmans d'Algérie ont espéré que serait mis en application le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » prôné par la toute jeune Organisation des Nations unies ... et les deux Grands, soviétique et américain. Parmi eux, Messali Hadj, chef du Parti populaire algérien, interdit depuis 1939. Mais ce dernier est jeté en prison et 20 000 de ses partisans défilent en sa faveur le 1^{er} mai 1945 à Alger.

Le matin du 8 mai, une nouvelle manifestation survient à Sétif aux cris de *Indépendance, libérez Messali*. Les militants du PPA ont la consigne de ne pas porter d'armes ni d'arborer le drapeau algérien, mais un scout musulman n'en tient pas compte et brandit le drapeau au cœur des quartiers européens. La police se précipite. Le maire socialiste de la ville, un Européen, la supplie de ne pas tirer. Il est abattu de même que le scout. La foule, évaluée à 8 000 personnes se déchaîne et 27 Européens sont tués dans d'atroces conditions.

L'insurrection s'étend à des villes voisines, faisant en quelques jours 103 morts dans la population européenne. La répression est d'une extrême brutalité. L'aviation elle-même est requise pour bombarder les zones insurgées. Après la bataille, les tribunaux ordonnent 28 exécutions et une soixantaine de longues incarcérations. Officiellement, les autorités françaises estiment que le drame aura fait 103 morts chez les Européens et 1 500 chez les musulmans. Les autorités algériennes parlent aujourd'hui de 45 000. Les historiens évoquent 8 000 à 20 000 morts.

L'événement passe inaperçu de l'opinion métropolitaine qui a la tête ailleurs le même jour... Le quotidien communiste *L'Humanité* insinue que les émeutiers seraient des sympathisants nazis !

Les émeutes de Sétif consacrent la rupture définitive entre les musulmans et les colons d'Algérie et annoncent la guerre d'indépendance.

1 - LES ORIGINES DE LA GUERRE D'ALGERIE

L'Algérie est une colonie soumise à la métropole, la seule vraie colonie de peuplement qu'a créé la France... Conquise à partir de 1830, elle est formée de trois départements - Alger, Oran, Constantine - est rattachée au ministère de l'Intérieur et dirigée par un gouvernement général.

Le statut, voté en 1947, est inégalitaire. Il prévoit l'élection d'une Assemblée algérienne de 120 membres aux prérogatives restreintes : les 9 millions de musulmans, de statut "coranique", élisent le même nombre de députés que les 1 million de citoyens français. De surcroît, les élections de 1948 ont été truquées afin de faire élire des représentants de l'administration dans le « second collège », le collège musulman. Bref, la citoyenneté accordée à tous en 1944 est vidée de sa puissance électorale...

De plus, la France manque d'interlocuteurs représentatifs à cause de la crise du nationalisme algérien. Ce dernier est formé de trois courants. Le courant traditionaliste, celui des oulémas, résiste à l'intégration française en s'appuyant sur l'islam, Le courant des « modernistes bourgeois et intellectuels », dont le principal chef est le pharmacien Ferhat Abbas, qui entend procéder par la voie légale, le courant des révolutionnaires, dirigé par Messali Hadj, qui s'est doté en 1947 d'un groupe d'action directe, l'Organisation spéciale, dirigé par Ben Bella.

Tous ces mouvements sont soumis à une intense répression, privés de perspectives locales et connaissent déclin, crises et scissions.

Or, l'Algérie de 1945 connaît de très graves problèmes. Ils sont d'abord d'ordre économique. Il existe une agriculture moderne, qui exporte ses produits, et une industrie naissante, mais elles sont aux mains des Européens, alors que les musulmans pratiquent une agriculture archaïque et routinière, connaissent le chômage ou les emplois précaires. Les problèmes sont aussi sociaux, liés au caractère inégalitaire de la société.

Les Européens - dont 80 % sont nés en Algérie, les "Pieds noirs" - sont en grande partie des citoyens, ouvriers ou membres de la classe moyenne, au niveau de vie assez moyen, mais hostiles à toute réforme qui donnerait l'égalité aux musulmans. Ceux-ci sont 8 400 000 et connaissent une véritable explosion démographique. Si 2 millions d'entre eux ont un niveau de vie proche de celui des Européens, les autres connaissent la pauvreté, une scolarisation et un encadrement administratif insuffisant.

2 - LE DECLENCHEMENT DE LA GUERRE D'ALGERIE (1954 / 1955)

L'insurrection de la Toussaint 1954 donne le signal de la guerre. Dans le prolongement du retrait de la France d'Indochine, en juin 1954, et pour unir les fractions divisées du nationalisme algérien, un groupe de jeunes militants - souvent issus de l'OS - lance simultanément 70 actions sur le territoire algérien : attaques de bâtiments civils et militaires, bombes, attentats individuels... La faiblesse du mouvement rend dérisoire l'annonce de la création d'un *Front de libération nationale* (FLN) et d'une *Armée de libération nationale* (ALN) ainsi que la prétention de négocier avec la France la restauration d'un Etat algérien souverain. Mais le sang a coulé et il ne cessera plus de couler.

Les événements du Constantinois, en août 1955, radicalisent la guerre. Là, les massacres éclatent sur l'initiative du responsable du Nord-Constantinois du FLN pour relancer un mouvement qui s'essouffle et contrecarrer les avances faites par Jacques Soustelle, délégué général du gouvernement français en Algérie. Il s'agit de creuser un infranchissable fossé de sang entre les Algériens et les Français par des massacres aveugles. Les 20 et 21 août, le FLN organise un soulèvement qui attaque les quartiers européens des villes et massacre les habitants des fermes isolées, faisant une centaine de morts autour de Constantine. Il s'ensuit une dure répression, en partie menée par les civils européens qui réagissent par une "chasse à l'Arabe". On compte un millier de victimes.

Un fossé de sang sépare désormais les deux communautés : les Européens se dressent en bloc contre les musulmans et l'action du FLN, qui accroît ainsi son emprise sur la population. De son côté, le gouverneur Jacques Soustelle considère désormais comme sa tâche prioritaire de rétablir la paix en luttant contre le FLN. La guerre passe au premier plan.

C'est cette situation que doit affronter, en 1956, le gouvernement de gauche qui arrive au pouvoir, sous la présidence de Guy Mollet.

3 - LA FRANCE S'ENFONCE DANS LA GUERRE D'ALGERIE (1956 / 1958)

D'abord partisan d'une politique de négociations, le président du Conseil, Guy Mollet, donne la priorité à une victoire militaire sur le FLN après avoir été conspué lors la « Journée des tomates » par les Européens d'Alger, le 6 février 1956. Le ministre-résident en Algérie, Robert Lacoste, laisse l'armée conduire la guerre à sa guise. 400 000 hommes bouclent les frontières de l'Algérie, la soumettant à un quadrillage mêlant opérations militaires, actions d'assistance sociale (alphabétisation, soins médicaux) et action psychologique pour gagner la population (propagande, pressions...). A Alger, pour lutter contre le terrorisme urbain, le général Massu, chef de la 10^e division parachutiste, est chargé de la sécurité. Contrôles, fouilles, arrestations se succèdent, certains militaires utilisant la torture pour démanteler les réseaux du FLN qui, de son côté, multiplie

les attentats. Militairement, la France l'emporte : l'organisation du FLN est brisée par la "Bataille d'Alger" (1957) et sa force militaire est amoindrie. Mais l'armée ne peut empêcher la poursuite de la guérilla et du terrorisme, ni le ralliement de la population musulmane au FLN, par conviction ou par crainte des représailles.

La guerre d'Algérie mais aussi l'expédition de Suez détériorent la situation internationale de la France. En effet, en octobre 1956, décidée à frapper l'Égypte, tenue pour base arrière de la rébellion - elle abrite la délégation extérieure du FLN - la France organise, en accord avec le Royaume-Uni et Israël, une expédition contre le canal de Suez récemment nationalisé par Nasser. Militairement, l'opération est un succès, mais, condamnées par l'ONU, soumises à la pression des États-Unis et de l'URSS, la France et la Grande-Bretagne doivent évacuer la zone du canal. Désormais, la France est mise en accusation aux Nations Unies en raison de sa politique algérienne, elle est attaquée par les États du Tiers Monde et les pays communistes sans recevoir, sur ce point, l'appui des alliés américain et britannique.

À l'opposition extérieure s'ajoutent les faiblesses intérieures. La guerre d'Algérie fait éclater la majorité de gauche, victorieuse aux élections de 1956, et paralyse le pouvoir. Une partie de la majorité rejette en effet la politique du gouvernement de Guy Mollet. Les ministères qui se succèdent en 1957-1958 cherchent une solution politique à la crise algérienne, mais sans oser le dire, car ils manquent d'autorité pour l'imposer au Parlement, aux Européens d'Algérie et à l'armée. Le pouvoir est paralysé et la guerre débouche sur une crise de régime : la IV^e République est impuissante.

4 – UNE GUERRE QUI DIVISE FRANÇAIS ET ALGÉRIENS

Sur le plan intérieur, la guerre d'Algérie est un facteur de déstabilisation économique et sociale car elle est un gouffre financier qui relance l'inflation, creuse le déficit budgétaire, détériore la balance commerciale, épuise les ressources en devises. Dès 1957, il faut freiner l'expansion et renoncer aux dépenses sociales. Par ailleurs, le conflit algérien provoque une profonde crise morale : des intellectuels, des étudiants, des jeunes, des représentants des Églises réclament la fin d'une guerre conduite contre les aspirations nationales d'un peuple et protestent contre l'utilisation de la torture.

Mais l'Algérie française trouve aussi des défenseurs chez les intellectuels de gauche. Pour une partie des socialistes qui suivent leur secrétaire général Guy Mollet, pour des intellectuels comme l'ethnologue Albert Bayet, l'indépendance algérienne constituerait un renoncement à l'œuvre civilisatrice de la France qui a implanté en Algérie le progrès, la laïcité, les droits de l'homme et qui abandonnerait la population algérienne à un Islam réactionnaire, clérical, rétrograde. Certains intellectuels de droite se radicalisent à partir de 1960. On retrouve de nombreux professeurs et écrivains au colloque de Vincennes de juin 1960 qui rassemble les partisans de l'Algérie française ou parmi les signataires en octobre 1960, du *Manifeste des intellectuels français* qui dénoncent les "121" comme des "professeurs de trahison".

Enfin, quelques-uns appuieront l'OAS tout en réprouvant les attentats sanglants organisés par celle-ci.

Des partisans de l'Algérie française se rassemblent dans l'*Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française* autour du gaulliste Jacques Soustelle. Ils sont issus de tous les partis et craignent que le régime ne finisse par accepter de négocier avec le FLN. Mais c'est surtout l'extrême droite qui trouve une nouvelle audience, essentiellement en Algérie. Elle entend s'opposer à toute négociation en installant à Paris un pouvoir autoritaire qui laisserait les coudées franches aux militaires et ferait taire les intellectuels. Réduits en métropole à des groupuscules fascisants, ce courant est beaucoup plus puissant en Algérie, dans la population européenne et dans l'armée où certains officiers rêvent de remporter la victoire en employant contre le FLN des méthodes révolutionnaires qui ont vaincu les Français en Indochine.

De leur côté, des partisans du général de Gaulle attendent leur heure. Depuis 1953, le Général a mis en sommeil son parti, le RPF, et s'est retiré de la vie publique. Mais la crise du régime le confirme dans ses analyses et on commence à prononcer son nom comme celui d'un recours possible. Ses partisans suivent avec attention les multiples complots, bien décidés, le moment venu, à les canaliser pour obtenir le retour au pouvoir du général de Gaulle. Lui feint d'ignorer ces préparatifs bien qu'il soit tenu au courant...

5 - LA FIN DE LA GUERRE D'ALGERIE (1958 / 1962)

L'émeute algéroise du 13 mai 1958, entraîne la chute de la IV^e République. Appelé par les partisans de l'Algérie française, de Gaulle leur lance son fameux *Je vous ai compris !* Résolu à résoudre de manière pragmatique le problème algérien, le Général - devenu dernier président du Conseil de la IV^e puis premier président de la République de la V^e - doit tenir compte des circonstances qui vont le conduire progressivement à l'idée de l'indépendance algérienne. Ces éléments sont multiples. La détermination du FLN en est un, qui forme un gouvernement provisoire de la République algérienne. Le désaveu de l'opinion internationale n'est pas sans inquiéter le Général. La lassitude des Français devant ce conflit interminable est également capitale.

Une série de discours jalonne sa propre évolution et prépare progressivement l'opinion à l'indépendance algérienne. En septembre 1958, de Gaulle propose en vain au FLN une reddition honorable, la "Paix des braves". En septembre 1959, il franchit une étape décisive en reconnaissant aux Algériens le droit à l'autodétermination. Puis il évoquera successivement *L'Algérie algérienne*, un *Etat algérien souverain*.

Dès 1960, il entame avec le FLN des pourparlers qui aboutiront aux accords d'Evian en 1962. En Algérie, les Européens et l'armée, qui ont porté de Gaulle au pouvoir, ont le sentiment d'une trahison et rêvent d'un nouveau 13 Mai qui le chasserait. En janvier 1960, les activistes d'Alger déclenchent une semaine d'émeutes, la "semaine des barricades". En avril 1961, quatre généraux - Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, les deux premiers étant d'anciens commandants en chef d'Algérie - provoquent un putsch qui échoue devant le refus des soldats du contingent de suivre les officiers rebelles et devant la fermeté du chef de l'Etat.

Désormais, les activistes se retrouvent dans l'Organisation armée secrète : par une série d'attentats en métropole et en Algérie, celle-ci s'efforce de rendre impossible tout accord avec le FLN, puis une fois celui-ci acquis, d'en empêcher l'application. En effet, le 18 mars 1962, les accords d'Evian reconnaissent l'indépendance de l'Algérie qui devra être approuvée par référendum.

L'action de l'OAS rendant impossible la cohabitation des deux communautés européenne et musulmane, les Pieds noirs abandonnent une terre sur laquelle ils sont nés et laissent leurs biens, pour affronter un difficile reclassement en métropole. 700 000 Européens doivent quitter avec déchirement l'Algérie durant l'été 1962. Quant à l'OAS, elle tente à diverses reprises d'assassiner le général de Gaulle : le 22 août 1962, celui-ci n'échappe à la mort que de justesse lors de l'attentat du Petit-Clamart, près de Paris.

Le bilan humain de cette guerre est lourd. 250 000 à 400 000 Algériens sont morts (plus d'un million et demi selon l'État algérien). Pour la France, on décompte 28 500 morts du côté des militaires, 30 000 à 90 000 harkis, 4 000 à 6 000 chez les civils « européens » et environ 65 000 blessés. Surtout, les cicatrices psychologiques sont très longues à se refermer et sont multiples. Au déchirement des Pieds noirs s'ajoutent les sentiments ambivalents des « anciens d'Algérie », reconnus tardivement comme les combattants d'une vraie guerre. Les harkis réfugiés en France sont méconnus voire méprisés. Les Français issus de l'immigration algérienne - qui méconnaissent totalement cette histoire, « ces » histoires - en font les frais également : une part du racisme « anti-arabes » en France s'explique aussi par cette guerre. Enfin, l'utilisation politique qu'ont fait les dirigeants algériens de la « guerre d'indépendance » n'a pas toujours permis un regard apaisé sur la période.

Ma guerre d'Algérie

Robert Duclos

Né en 1933, faisant partie du contingent 54/1C, j'ai été appelé sous les drapeaux le 2 mai 1954, donc avant le début de ce qu'on a appelé « la guerre d'Algérie ».

Responsable, à l'époque, de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) du Montbrisonnais, j'avais la charge de l'organisation d'une grande fête de jeunes à la Bastie d'Urfé, qui a eu lieu deux jours après mon incorporation.

Affecté au Groupe de transport 507 à Sathonay, je me morfondais dans une ambiance déplorable, que je n'avais pas imaginée, alors que je manquais aux amis pour l'organisation de cette fête. Quel choc que cette arrivée à Sathonay ! Les travaux obligatoires et inutiles ! L'obéissance totale à des supérieurs bornés ! L'exécution d'ordres complètement absurdes ! L'impression de perdre son temps alors qu'il y a tant à faire à la maison ; et surtout le contenu des conversations de la chambrée...

Par contre, l'entraînement sportif intensif des « classes » puis du « peloton » pour devenir sous-officier me console des absurdités de la vie militaire. Avec quelques collègues, nous nous amusons, par plaisir, à battre les records du « parcours du combattant », nous préparons les « nuits de l'armée » et surtout je peux enfin me remettre à la course à pied que j'avais complètement abandonnée en raison de ma surcharge d'activités. Je suis même déchargé de certaines corvées pour faciliter cette préparation. Bref, c'était plutôt la « planque ».

Mais ça ne dure pas. La guerre d'Indochine bat son plein. Dien Bien Phu tombe. Les pires rumeurs courent sur notre éventuel départ là-bas.

Puis en septembre, on nous annonce notre départ pour la Tunisie où la rébellion est très violente. Deux jours plus tard, nous embarquons sur le site « Ville de Tunis ».

Sitôt arrivé à Tunis, je suis chargé de conduire un convoi de vingt camions à Tadjérouine pour transporter des légionnaires. La nuit suivante, sans préparation, nous voilà partis dans les djebels, avec des chauffeurs totalement inexpérimentés, pour déposer nos légionnaires, que nous récupérerons le lendemain après qu'ils auront ratissé la montagne. Les combats sont encore violents dans la région, mais nous nous sentons en sécurité avec nos légionnaires chevronnés, auxquels les rebelles n'osent pas s'attaquer. Nous couchons dans les remorques de nos camions, mais les légionnaires sont aux petits soins pour nous. Nous admirons leur professionnalisme et leur état d'esprit.

Quelques semaines plus tard, un accord est signé avec les rebelles et commence la « trêve Bourguiba ». Pendant cette période, la France réalise avec le matériel du génie des travaux d'aménagement considérables. Des routes sont tracées dans les montagnes. Nous descendons dans la région du Kef, où nous sommes chargés de transporter des ouvriers tunisiens sur des pistes réalisées par le génie. Nous sympathisons vite avec eux, et c'est une période assez agréable. Notre compagnie se base à Gafsa, alors que surviennent les vols de sauterelles. Ces criquets s'abattent par centaines de milliers sur une zone où ils dévorent tout ce qui pousse. Nous partons tous les matins vers trois heures en direction de la zone concernée, pour transporter des habitants de Gafsa qui ramassent les criquets encore engourdis par la rosée, les ébouillantent dans de grandes chaudières et les chargent dans des sacs pour les vendre le soir même sur le marché de Gafsa. C'est pour eux une manne appréciée.

Je reste peu à Gafsa car on m'envoie dans l'extrême-sud tunisien avec cinq camions pour transporter des supplétifs tunisiens. Nous resterons plus de deux mois à Sakket, petit village perdu dans les dunes, au sud du chott El Djerid, dans un petit fort en plein désert, avec une activité

réduite. Nous y passerons des jours tranquilles à lire, rêver dans le silence du désert ou boire le thé à la menthe avec les habitants. On a su, ensuite, que le village était un repaire de fellaghas avant la trêve ; heureusement nous ne savions pas ! Et les rapports furent très cordiaux.

Puis retour pénible au siège de la compagnie à Gafsa, où nous assurons quelques transports de troupes dans les oasis du sud (Tozeur, Tamerza et aussi Tataouine).

Pendant ce temps, un soulèvement a eu lieu en Algérie le 1^{er} novembre 1954, et la rébellion s'organise. Notre compagnie est envoyée en renfort pour une opération dans les monts du Nementcha (Sud-Est algérien), où nous sommes restés plusieurs semaines à rechercher d'invisibles fellaghas. Nous découvrons le début de la guerre et notre mission de « pacification », expliquée dans les rapports, mais qui se traduit souvent en expéditions punitives dans les villages.

Après trois semaines, retour à Gafsa, puis nouvelle opération en Algérie. Mais cette fois, nous n'en reviendrons pas, bien que tous nos paquetages soient restés à Gafsa.

Une lente remontée s'effectue vers les Aurès. Nous restons quelques jours à Edgard-Quinet, transportant toujours dans les djebels des sections de fantassins (goumiers marocains, supplétifs algériens, et de plus en plus d'appelés du contingent).

Pendant quelque temps, je suis détaché avec mon peloton au « prêt franc », c'est-à-dire qu'on me donne une certaine somme d'argent avec laquelle je dois me débrouiller pour nourrir les hommes. Difficile au début, les astuces se découvrent, et nous finissons avec des repas précédés d'un apéro !

Les choses se compliquent quand, avec deux camions, sans aucune escorte, je dois approvisionner en vivres, carburant et munitions des sections d'infanterie réparties dans les djebels. C'est très dangereux.

Poursuivant notre remontée, nous arrivons à Constantine, où notre compagnie est basée dans le Bois de la Légion d'honneur. La ville est magnifique et relativement calme. Nous en profitons pour faire un peu de tourisme, méprisant les règles de sécurité les plus élémentaires (visite des gorges du Rummel sans aucune arme). Nous faisons aussi du rodage de camions sur la route entre Constantine et Sétif. Nos GMC fatigués, datant de la guerre de 40, consommant près de 50 l d'essence aux 100 kilomètres, ont en effet reçu des moteurs neufs.

Nos dix-huit mois de service militaire étant accomplis, nous attendons notre libération. Mais l'ordre du maintien sous les drapeaux pour une durée indéterminée arrive, et nous sape le moral.

Au lieu de passer notre deuxième Noël en famille, nous le passerons à El Milia. Notre compagnie a en effet été envoyée dans cette zone très agitée du Nord-Est constantinois. Notre camp est établi dans une cuvette au milieu des montagnes où les « fellaghas » règnent en maîtres. Nous nous savons entourés de rebelles invisibles. Nous couchons sous des tentes et entendons souvent siffler des balles au-dessus de nos têtes. La peur s'installe. Nous prenons nos tours de garde avec une grande inquiétude. Nous avons l'impression que nous ne repartirons pas d'ici vivants.

Les sous-officiers de carrière, flairant le danger de la situation, en profitent pour prendre des permissions et je me retrouve à assurer les fonctions de vagemestre, comptable et même adjudant de compagnie. Suite à une petite blessure à une jambe, j'ai en effet été déchargé de la responsabilité d'une rame de camions, et affecté au siège. C'est pour moi plus sécurisant car les copains qui roulent affrontent souvent des embuscades. Nous avons néanmoins à effectuer quelques déplacements à Constantine pour approvisionner la compagnie, et cela sans escorte au début, sur une route sinueuse et dangereuse.

Au camp, mon vieil ami de la JAC, Edmond Desjardin, responsable du foyer, a fait de celui-ci, avec son ami Jean Granger, un véritable lieu de rassemblement de tous les militaires de la région d'El Milia, contribuant à bien maintenir le moral des troupes, et diffuser toutes les nouvelles.

Début février, El Milia se réveille avec dix centimètres de neige. C'est la première fois que les habitants voient la neige. Il en tombe cinquante centimètres à Constantine et nous apprenons que, en

France, les rivières sont gelées. Ces intempéries calment pour quelques jours l'activité de la guérilla.

Mais, un certain matin de fin février 56, nous entendons une grande fusillade à deux kilomètres du camp, suivie d'une explosion et d'un champignon de fumée. Je comprends vite ce qui se passe. La section d'infanterie basée à dix kilomètres dans la montagne vient de tomber dans une embuscade. Je venais de quitter tous ces gars venus avec moi chercher le courrier et faire des provisions au village. Je les connaissais presque tous : des appelés comme nous.

Le bilan est dramatique : vingt-cinq morts ; un seul survivant, qui a fait le mort ; des corps calcinés dans le camion brûlé. L'embuscade était parfaitement organisée, et à notre barbe. Nous sommes tous bouleversés en découvrant les corps de nos amis, et paniqués en pensant que notre tour est proche. Nous comprenons que la guerre d'Algérie vient de franchir un cap, qu'elle est sans issue.

Nous avons assisté à la détérioration progressive des relations avec la population. Les consignes de « pacification » ne sont plus de mise. Elles n'ont d'ailleurs jamais été appliquées par ce milieu des sous-officiers de carrière qui commandaient sur le terrain les opérations punitives. Après chaque opération de représailles sanglantes dans un village, tous les habitants plutôt favorables aux Français rejoignaient de suite les rangs des rebelles. Beaucoup d'amis appelés, plutôt pacifiques, devenaient souvent très violents, véritablement enragés après avoir vu tomber un de leurs amis. Plus question pour eux de pacification. Nous assistons, acteurs impuissants, à la naissance d'un drame national dont nous ne voyons pas l'issue. Notre seul objectif : atteindre la quille.



El-Milia (Constantinois), février 1956
(R. Duclos au premier rang, accroupi, 1^{er} à gauche)

Celle-ci se fait attendre. Elle est enfin annoncée pour le 15 mars. Nous vivons ces derniers jours en Algérie dans l'angoisse et la peur, tendus vers cet espoir de retour, mais peïnés d'avoir à nous séparer d'aussi bons amis pour qui la quille est encore loin. De telles épreuves resserrent les liens entre les hommes. Un soir d'escarmouche près du camp, nous faisons serment de nous retrouver

tous les ans pour un repas amical. Edmond Desjardin et moi sommes chargés d'organiser le premier rendez-vous. Celui-ci a lieu le 14 juillet de l'année suivante à Boën. Et, cinquante-quatre ans plus tard, nous nous retrouvons toujours une cinquantaine avec nos épouses, à nous remémorer nos souvenirs. C'est un vrai plaisir de se retrouver chaque année avec ce groupe affranchi des classes sociales. L'amitié née en Algérie est restée intacte.

Incapables, à l'époque, de nous forger un point de vue sur ce conflit dont nous avons été les acteurs impuissants, nous avons tous très peu parlé autour de nous, par la suite, de cette période de notre vie qui nous a pourtant beaucoup marqués. Nous sommes seulement convaincus que toute guerre est absurde. Incapable à l'époque de me forger un point de vue sur ce conflit, ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai réalisé combien le combat de nos « adversaires » était légitime.

Le 19 mars 1956, me voici de retour à Marcoux. Soulagé ! Mes parents sont radieux après autant d'angoisses ; la rumeur de ma mort avait couru dans le pays. La réadaptation est difficile. Mon arme qui ne me quittait pas depuis dix-huit mois me manque ; je ne me sens pas en sécurité le premier soir en revenant du village.

Je trouve le pays bien changé en deux ans : beaucoup de mes copains sont encore à l'armée ou sont mariés. Plusieurs filles que j'avais « repérées » avant mon départ sont aussi mariées. Les loisirs du dimanche ne sont plus les mêmes. La mobylette a fait son apparition et les jeunes ne sortent plus ensemble, en vélo. La plupart des copains plus âgés sont partis travailler à l'usine et étalent leur argent devant ceux qui sont encore à la ferme. La présidence de la fédération JAC est encore vacante et la multiplication des départs à l'armée a désorganisé le mouvement.

A la ferme, les choses se sont aussi dégradées, mon père attendant impatiemment mon retour. Le terrible hiver 1956, avec son mois de février glacial et sans neige, a fait des ravages. Les champs de céréales sont tous détruits et les semis de remplacement pas encore faits.

La réintégration est donc rapide. Il faut changer de rythme. Je retrouve, avec plaisir, mes chevaux pour les labours de printemps et me lance à corps perdu dans les travaux de la ferme.

Souvenirs d'Algérie

Service militaire (octobre 1956-décembre 1957)

puis professeur d'histoire et géographie à Batna (Aurès ; janvier 1958-juin 1961)

René Commère

Des cours d'université sur la géographie du Maghreb, et des lectures sur les nationalismes musulmans (*L'Afrique du Nord en marche* de Charles-André Julien, 1954) m'inclinaient à penser qu'en Algérie, comme au Maroc et en Tunisie en 1956, une évolution vers l'indépendance serait inéluctable ; mais pouvait-on l'espérer sereine et pacifique après des débuts dramatiques amorçant l'engrenage sans fin des violences entretenues de part et d'autre par la spirale terrorisme-représailles-répression ? En avril 1957, la brève phase orléanvilloise de mon service m'en a révélé l'horrible ampleur pour des villageois, trop souvent brutalement soumis, le jour aux contrôles suspicieux de l'armée, et la nuit aux exigences et exactions des rebelles.

A Batna, le 16 mai 1958, alors que naissait en Algérie l'euphorie d'une apparente "fraternisation", j'ai trouvé ma classe pavoisée de tricolore et de croix de Lorraine par les élèves non-musulmans. Le lendemain, pour dissiper leurs illusions sur de Gaulle (un pouvoir fort qui materait les Arabes et sauverait l'Algérie française), je leur ai lu des extraits du célèbre discours de Brazzaville (janvier 1944), afin qu'eux-mêmes et leurs camarades musulmans aient une plus juste idée de ses vues humanistes sur le devenir des colonies : "... Il n'y aurait aucun progrès si les hommes, sur leur terre natale, ... ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi" (*Mémoires*, documents du tome 2). J'ai perçu des réactions d'incrédulité...

Avant l'Algérie (novembre 1955 - septembre 1956)

J'étais sursitaire, appelé à 25 ans dans l'armée de l'air avec la classe 1955/2.

Des 5 mois (novembre 1955-mars 1956) passés sur une confortable base aérienne de l'OTAN en Allemagne, je retiens le peu d'envie des appelés d'aller se battre en Algérie, mais la résignation de la plupart. En mars, ce fut l'échec total d'un appel à volontaires pour départ immédiat, malgré l'insistance des sous-off recruteurs qui passaient dans les chambrées, proposant même aux candidats EOR d'aller encadrer immédiatement de petites unités sans passer par l'Ecole.

Six mois d'EOR ont suivi : avec trente autres "aviateurs" j'ai été détaché à l'Ecole de cavalerie de Saumur pour suivre une formation de chef de section d'infanterie en vue des opérations en Algérie. Notre officier instructeur, ancien d'Indochine, nous initiait aux tactiques d'une guérilla "offensive" ; "Je vous apprendrai comment ne pas se faire tuer, mais aussi comment ne pas tuer". Malgré cette bonne parole, il n'y avait aucune information sur les réalités humaines algériennes et leur nécessaire "pacification". Comme nous avions des tenues camouflées distinctes de celles des non-aviateurs, on nous faisait jouer en manœuvre le rôle de maquisards. Très instructif, presque ludique !

Six mois de base aérienne à Blida (début octobre 1956 - fin mars 57)

Nous voici quatre de Saumur affectés à la sécurité-défense d'une importante base : organiser les gardes, vérifier les armements, mais aussi administrer nos subordonnés, et instruire de nouvelles recrues, que l'on emmenait périodiquement au tir sur un terrain situé dans les redoutables gorges de

la Chiffa. Mais pas plus de notions qu'à l'EOR sur la société algérienne, le maintien de l'ordre et la pacification. Non codifiées par des règlements, ces notions restaient étrangères à l'esprit du militaire ordinaire, moins enclin à conquérir les cœurs des populations qu'à faire jouer les armes.

Pour voir du pays (curiosité de géographe !), j'ai été volontaire pour des convois routiers. Les plus lointains consistaient à escorter en GMC, avec dix hommes et une mitrailleuse, une citerne de kérosène à destination d'Orléansville, à 180 kilomètres. J'étais tantôt chef de convoi, tantôt radio pour contacter les pilotes des deux avions qui assuraient l'appui aérien dans la partie montagneuse de l'itinéraire. Nous sommes toujours passés sans incident.

Ancien pilote, notre capitaine s'ennuyait de façon débonnaire sur cette base. Il nous racontait ses campagnes aériennes, et déplorait l'insécurité qui l'empêcherait d'aller skier comme l'hiver précédent à Chréa (à 20 km). En fait, tombé malade début janvier, son départ en longue permission nous laissa assurer le fonctionnement du service. Revenu en mars, j'ai en mémoire son commentaire en apprenant nos mutations trois semaines plus tard : "Les bons s'en vont, les mauvais restent." C'était un "brave" capitaine.

Les apparences d'une vie civile normale

En rapport avec des circonstances dont on savait peu de choses au niveau local, nous étions souvent consignés c'est-à-dire privés de quartier libre.

Pourtant dès notre deuxième dimanche à Blida, nous avons pu risquer, avec deux anciens de Saumur, une escapade en auto-stop vers les plages de Sidi Ferruch et de la Madrague (à 50 km), mettant en œuvre de façon ludique les recommandations de l'instructeur de Saumur pour conjurer la peur : aller voir ce qui se passe dehors. Malgré les mises en garde des sous-off craintifs (plutôt des rappelés) qui préféraient faire des pétanques sur la base, d'autres nous racontaient qu'en uniforme, l'auto-stop vers les plages marchait bien, la précaution étant de ne pas être seuls. C'est au milieu de légumes, dans la camionnette d'un maraîcher, qu'a commencé l'escapade. Après Zéralda, le relais a été pris par un chauffeur de taxi venu de Bab-el-Oued, qui nous a cordialement invités à rejoindre un pique-nique familial sur une plage pleine de monde. Journée dont le récit m'a valu les recommandations inquiètes de ma famille et de ma fiancée, qui imaginaient des terroristes aux aguets à chaque coin de rue.

Blida était à une demi-heure à pied, quand il n'y avait pas l'autocar de la base ou que le stop ne rendait pas. On aimait retrouver une ville où la vie continuait, aussi "normale" que possible, nonobstant le couvre-feu et la forte présence militaire : les trains roulaient, on circulait sur les routes, il y avait des vitrines et des terrasses de cafés, des messes le dimanche, des spectacles, des enfants jouant dans les squares, etc. On s'habituaient aux voiles des femmes, aux silhouettes sans visages de celles qui regardaient le monde d'un seul œil (voir annexe 2 et 3). Pour le cinéma qui donnait le dimanche après-midi deux séances toujours combles, il était prudent de réserver. Un de mes camarades se trouva une fiancée.

Avril 1957- Trois semaines à Orléansville : les ambiguïtés des ralliements

Muté au Service psychologique (quai de l'Amirauté, avec vue directe sur le vieux port), on m'a immédiatement affecté sans explications à une petite équipe de trois capitaines et d'un commandant travaillant avec l'ethnologue Jean Servier, un "civil" que le Gouvernement général d'Algérie avait mis à disposition de l'armée en 1956 pour conseiller les opérations de ralliements tentées en milieu rural. J'ai appris plus tard que Servier s'était distingué le 1^{er} novembre 1954 à Arris où, spécialiste des langues et coutumes berbères, il enquêtait pour ses recherches ; dès l'assassinat de l'instituteur Monnerot, l'un des attentats qui donnèrent le signal d'appel à la rébellion généralisée, il avait

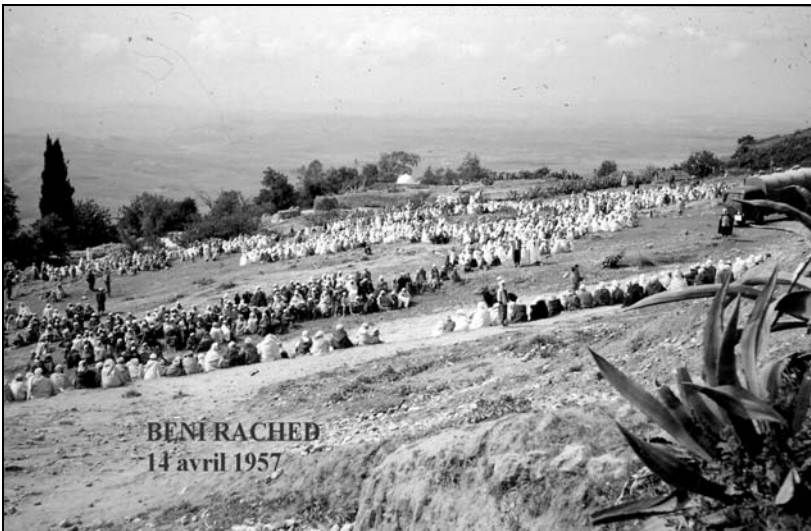
organisé avec des volontaires paysans et des anciens combattants (médailleurs) dont il parlait la langue, un groupe d'autodéfense de caractère tribal, qui a été la première harka de l'Aurès. Elle reçut les cinquante fusils dont disposait l'administrateur local (récit au début de son livre : *Dans l'Aurès sur les pas des rebelles*, éd. France-Empire, 1955).

Je me trouvai installé avec lui et ces officiers dans une petite villa d'Orléansville point trop délabrée par le séisme qui avait gravement ruiné la ville en septembre 1954. De là j'ai eu à accomplir diverses missions dont je ne comprenais pas toujours bien le sens ; l'une d'elles fut un aller-retour en hélicoptère pour emporter à Cherchell un paquet de faux numéros du journal clandestin du FLN *El Moudjaïd* (pour moi, une "promenade" inoubliable ; pour Servier, un moyen de repérer comment circulait l'information clandestine) ; une autre fois j'ai eu mission de ramener d'Alger deux 4 x 4 et des tenues de campagne, le tout destiné (je l'ai su plus tard) aux assistantes sociales volontaires pour des missions sanitaires dans les villages ralliés (cf. Servier, *Adieu djebels*, chap. 19). L'un des véhicules coula une bielle dès les premiers kilomètres : pas d'eau dans le radiateur, alors que j'avais vu un sous-officier vérifier le plein et les niveaux. J'ai toujours pensé, mais sans preuve, à un sabotage délibéré de l'intervention à caractère humanitaire de Servier. Est-ce parce qu'une opération analogue et très secrète en Kabylie avait échoué l'année précédente, les armes ayant très vite passé aux rebelles ? (cf. "L'opération oiseau bleu", sujet d'un livre 300 pages de Camille Lacoste-Dujardin, paru aux éditions La Découverte en 1997 ; Servier en critique aussi les acteurs sans beaucoup de précisions dans *Adieu Djebels*, éditions France-Empire, 1958).

C'est en cette seule période que j'ai pu voir des campagnes d'assez près, car nous allions quotidiennement, sous escorte, soit visiter un village rallié, soit assister à la renaissance d'un marché rural, soit participer à l'installation apparemment festive d'une djemaa de village. C'est là aussi que j'ai vu à l'œuvre des officiers SAS qui m'ont paru remarquables de dévouement et d'humanité, ... mais manquant souvent de moyens pour contrecarrer les actions nocturnes du FLN.

Ces campagnes semblaient en effet "pacifiées"... Mais j'ai appris dès l'automne suivant par un des officiers de l'opération rencontré à Alger, que le double jeu et les trahisons avaient là aussi mené à des échecs. En fait, le FLN avait bien compris qu'en laissant faire de telles opérations, il finirait par récupérer les armes, soit avec des complicités dans la population soit par l'intimidation violente. Ce ne fut pas toujours le cas, mais je n'ai pas compétence pour exposer ici les cas du Bachaga Boualem, ou de Bellounis rallié après le massacre de Mélouza (mai 1957), et qui contrôla un temps, avec le soutien de l'armée, de réelles entités territoriales hostiles au FLN, tout en se proclamant nationaliste.

Peu de littérature à ma connaissance sur les opérations dont j'ai été témoin dans les monts du Dahra et du Zaccar ; seulement quelques pages dans le livre de Servier : *Adieu Djebels*, où sont décrites non sans ironie les maladroites et erreurs de chefs et sous-chefs plus enclins à se faire valoir par des succès militaires qu'à comprendre les subtilités de l'action psychologique. Je ne le relis pas sans émotion, car je revois des scènes dont j'ai été témoin. Sa publication en 1958 fut interdite par l'Armée : sans doute parce que Servier stigmatise l'étroitesse d'esprit des militaires, qu'il accuse d'avoir contribué à étendre et aggraver la rébellion : "La guerre se prolonge parce qu'elle a été mal faite, menée par une administration et une armée également inadaptées, également incapables de s'adapter, parce qu'également alourdies de cadres sclérosés" (p. 11). Voir annexe 6



**Ralliement d'un douar
(Beni Rached, 14 avril 1957)**



Commentaire d'après Jean Servier (dans "Adieu Djebels", 1958) : le capitaine du camion-cinéma demande à l'ethnologue son avis sur les films projetés : "Lavez-vous les mains" et un dessin animé de Donald le canard (en anglais). "J'avais les larmes aux yeux, à force de me mordre la langue... J'imaginai : Sur l'écran, Donald et ses neveux cancanent avec l'accent Yankee ; les paysans s'interrogent : Merveille de Dieu, que nous veulent-ils ? Un vieillard s'exclame : "Par moments j'aperçois la tête d'un monstre ! Je me réfugie dans la religion de Dieu et le nom d'Allah"...

De mai à décembre 1957 au service d'action psychologique (Alger)

Une précision : en principe, l'action psy était à destination des troupes ; la guerre psy prétendait combattre l'influence du FLN sur les populations. A Alger, les deux partageaient les mêmes bureaux. (Voir annexe 6)

La permission obtenue fin avril pour mon mariage a mis fin à l'épisode d'Orléansville. Au retour, l'Action psychologique m'a confié des tâches variées, plutôt bureaucratiques (comme : rédiger une synthèse des "rapports sur le moral") ou orientées vers la communication : écrire des articles sur l'Algérie, généralement pour *BLED*, journal distribué dans les armées ; devenir expert autodidacte en magnétophone pour enregistrer - avec intermèdes musicaux - des annonces d'informations pratiques telles que distributions de semoule, d'huile, de sucre, horaires de marchés etc., à destination des haut-parleurs de la Casbah.

A partir du 1^{er} octobre, on m'a chargé de produire et enregistrer chaque matin pour "la voix du Bled" (émission radio destinée aux armées) un bref résumé des informations sur les opérations militaires de la veille ; pour cela j'assistais au briefing quotidien de Salan, dans le grand bureau où se faisait le point des opérations de la veille ; affichées sur un grand tableau, je les notais puis un officier m'indiquait celles dont il ne fallait pas parler ; quand il ne restait que des informations squelettiques, je faisais durer un peu plus la musique. Tâches banales, prétendument inspirées d'une consigne impérative du colonel Goussault, chef du Bureau psychologique : lire et méditer "la guerre révolutionnaire" de Mao Tse Tung, où il est dit que "l'armée doit être dans la population comme un poisson dans l'eau" (cherchez l'erreur !).

L'attentat du casino de la Corniche (9 juin 1957)

Invité avec quelques amis le dimanche 26 mai 1957 par mon commandant (un sympathique et dilettante rappelé), j'étais assis tout contre la scène de l'orchestre, sous laquelle devait exploser quinze jours plus tard la bombe à retardement qui a fait 10 morts et 85 blessés, déclenchant des ratonnades de colère aveugle dans les rues d'Alger : autant de semences fécondes pour de nouvelles haines ! Ce jour-là (dimanche de Pentecôte), le commandant et moi étions d'astreinte au bureau psychologique.

Un revolver embarrassant

Début juillet 1957, mon épouse a pu me rejoindre à Alger, où nous avons vécu en quelque sorte notre lune de miel. J'avais dû trouver un logement garni en ville, très proche à la fois de la Casbah (où l'on n'entrait qu'en mission) et du centre-ville. Hors service, j'étais en civil. Mais que faire alors de l'arme (un 7,65) dont j'étais responsable ? L'avoir dans une poche rendait impossible l'accès sans problème dans tout lieu où l'on était fouillé par des "palpeurs" : tramway, cinéma, grand magasin, etc. Il fallut donc trouver dans l'appartement une cachette sûre d'échapper à la vigilance de la logeuse. Maquilleuse à l'Opéra, son absence de plusieurs semaines nous a provisoirement épargné ce souci. Ensuite, l'arme restait dans un emballage d'aliments que nous avions la permission d'avoir pour nos petits déjeuners...

A Batna : encore du service dans les unités territoriales

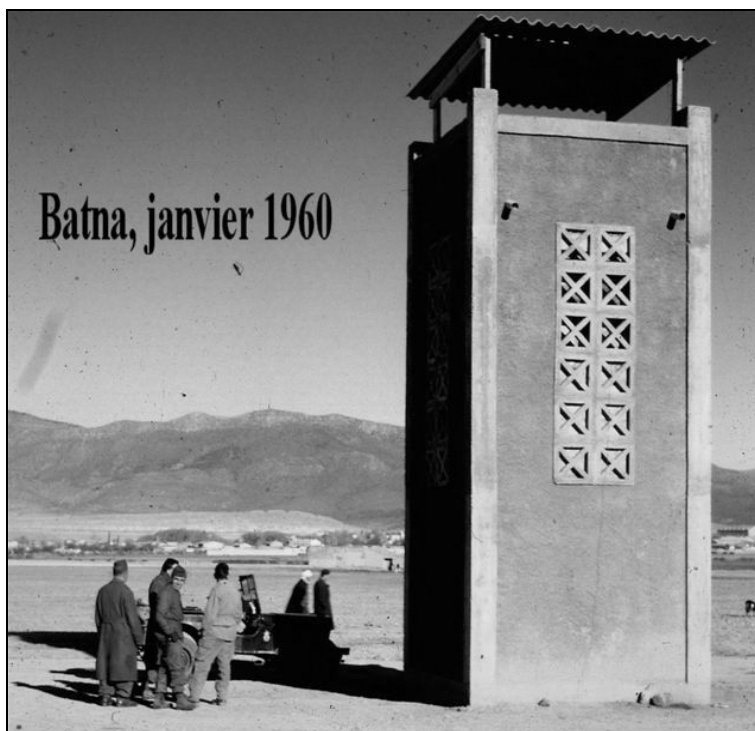
C'était pour les non-musulmans une obligation hebdomadaire de participation au maintien de l'ordre. Pour quelles missions nous redonnait-on durant 24 heures un uniforme et une arme ?

- Première période : la sécurité du "quartier réservé", dans un faubourg. On avait un dortoir dans une école. Etant généralement le plus gradé, j'avais l'impression de commander une troupe d'opérette. Il fallait organiser la garde et des patrouilles ; mais surtout veiller à ce qu'aucun "client" de ces dames ne vienne en uniforme. Et l'on avait à arbitrer occasionnellement leurs litiges.

- Deuxième période : installer trois veilleurs armés d'un fusil-mitrailleur et d'un projecteur dans chacune des tours qui jalonnaient la clôture de barbelés de la ville. Ce corps de garde logeait à 3,5 mètres au-dessus du sol, dans une salle accessible par une échelle extérieure amovible et fermée par une porte blindée. Les guetteurs se relayaient sur la terrasse. Mon rôle consistait à les installer le soir, et à les visiter le lendemain en vue du rapport. Je devais dormir en ville dans un local relié par téléphone à ces tours.

Un matin, le commandant de la place me convoque : "La sécurité a fait la tournée des tours dans la nuit. Elle a retiré les échelles qui n'avaient pas été rentrées. On sait bien que les hommes dorment dans les tours au lieu de veiller. Mais dites-leur au moins de tirer et rentrer l'échelle avant de dormir, s'ils ne veulent pas se faire couper les c..."

C'est que ces hommes, bonnes cibles civiles le reste de la semaine, ne voulaient pas prendre le risque de représailles s'ils s'avisait de surprendre des maquisards en train de tenter le passage et de leur tirer dessus. En échange de quoi, le matin, il arrivait que des chaouïas du voisinage leur apportent le café. Une étrange complicité dont aucun rapport ne rendit jamais compte. Une ambiguïté comme il y en avait tant d'autres dans ce conflit entre deux populations qui pouvaient s'estimer en détail et se détester en bloc...!



**Une tour de guet pour les civils des Unités territoriales : trois hommes équipés d'un projecteur et d'un fusil-mitrailleur. Sur l'efficacité nocturne, voir le texte.
En période de tension, on y plaçait des légionnaires.**



Autre visage de la pacification : l'armée soustrait les populations des territoires difficilement contrôlables à l'influence des maquis rebelles, en les réinstallant dans des villages d'*infortune*, près des routes fréquentées (ici, de Batna à Constantine).



Des enfants de ce village essayent de gagner quelques pièces en offrant des fleurs aux passants...

Annexes

1 - Dialogue avec un appelé algérien

Dans ma lettre du 17 juillet 1956, récit d'une conversation dans le train Lyon-Saumur avec un appelé algérien revenant comme moi de permission. Il est musulman, né en Algérie ; obligé d'arrêter ses études après avoir eu la première partie du bac technique, il a fait l'apprentissage du métier de tourneur-ajusteur, travaillé à Grenoble puis en Sarre et au Luxembourg. On parle de l'Algérie.

Ce garçon a sa famille à Alger ; son père a été assassiné par les fellaghas. Difficile de lui faire dire quelle destinée il souhaite pour l'Algérie. Il a passé six mois de son service dans les djebels avant de revenir en France pour raisons de santé. Il a vu l'armée des fellaghas se développer et s'équiper aux frais de l'Égypte et des Américains. A son avis, la lutte est sans issue pour la France, et la conduira à sa ruine ou à une révolution... Le destin de l'Afrique du Nord est de former un seul et même bloc, sous la tutelle de l'Égypte. Je lui dis mon scepticisme à cet égard : il y aura mésentente entre les trois États pour savoir qui commandera ; d'autre part, pense-t-il qu'une tutelle égyptienne soit conciliable avec l'idée de nation et d'indépendance ?

Il me sort alors une histoire invraisemblable, qu'il n'a pas pu inventer et qui doit provenir de discours pro-arabes : *L'exemple des Etats-Unis prouve bien que des peuples berbères différents peuvent s'unir et prospérer.* Je lui fais observer que les E-U ont une population d'origine essentiellement anglaise et européenne. *Non, me dit-il, il est bien connu que la population américaine est d'origine berbère.* Je lui fais répéter, pour m'assurer de bien comprendre. J'essaie de savoir où on lui a raconté cela, mais en vain. J'y vais alors de mon petit cours sur l'histoire abrégée des Etats-Unis. Je lui parle du racisme et des noirs aux E-U. Il ne paraît pas être au courant, mais veut conclure en reconnaissant que, *même en Algérie, les moins conciliants pour les musulmans sont ces étrangers, Italiens et Espagnols, à qui on a donné la nationalité française plus facilement qu'aux musulmans, écœurés de se voir distancés par des gens qui sont moins proches d'eux que la France.*

2 - Un samedi après-midi à Blida (lettre du dimanche 16 décembre 1956)

Comment imagine-t-on l'Algérie en France ? Il y a trois mois, je m'attendais à voir les gens avec un air terrorisé, rasant les murs. Les journaux favorisent cette façon de voir.

Hier, j'ai observé les gens à Blida. Le samedi après-midi, toute la population européenne est dans les rues, fait ses courses ; les militaires affluent, ça fait au total une belle animation. Et partout, dans les magasins, sur les trottoirs, les gens plaisantent et ont le sourire. Il y a une école professionnelle de filles à Blida. On voit tout l'après-midi ces jeunes demoiselles déambuler en pérorant, en attendant le train qui les ramènera chez elles, à Alger pour certaines. On n'imagine pas du tout cette ambiance en métropole.

Mais voilà le drame : un ou deux attentats, et l'on voit Blida plonger dans la terreur.

3 - Alarmes à Blida

(lettre du 23 décembre 1956) - Les choses se gâtent. Il y a eu depuis dimanche dernier des attentats et quelques opérations dans le secteur, qui n'a pas été des plus calmes cette semaine. On dit que les aviateurs, qui font en général des patrouilles en ville avec les gendarmes, sont particulièrement mal vus. D'où l'intérêt de renier ses origines et de se mettre en civil pour arpenter les rues.

(25 décembre 1956) - Depuis hier matin la base est consignée. Cela signifie que les cadres logeant en ville ne doivent pas s'absenter de leur domicile, et que ceux qui logent sur la base ne peuvent pas

en sortir. Cette consigne a été décidée à la suite de quatre attentats stupides et aveugles hier matin. Les fellaghas ne voulaient pas laisser passer la fête sans se signaler.

4 - Médéa, Chicago maghrébin ?

(Lettre du 27 janvier 1957, au lendemain d'une mission de 48 heures à Médéa) - C'est une bourgade qui serait gentille mais où l'on a la détente plus facile qu'à Blida. C'est comme une ambiance à la Chicago au temps des gangsters. Les chasses à l'homme n'y sont pas rares... D'ailleurs aucun militaire ne peut sortir de caserne sans son casque et son arme, même pour aller acheter des cartes postales ou des cigarettes à la boutique la plus proche... Pas un magasin n'est ouvert à partir du moment où s'est produit l'attentat quotidien. C'est alors mauvais de porter le burnous si l'on est pressé...

5 - Répression de la grève des commerces lancée par le FLN en janvier 1957

(lettre du 29 janvier) - Nous sommes toujours consignés, mais il n'y a guère d'intérêt à sortir en ville. On y verrait les méthodes "XX^e siècle" pour ouvrir de force les magasins : deux trous dans le rideau de fer, un crochet, un câble, un camion ou un half-track, et on tire. Plusieurs de nos soldats ont vu cela. Il y en a dans la bande qui auraient sans doute aimé prendre part au pillage qui, hélas, suit souvent cette ouverture forcée. Il faut dire que beaucoup de commerçants prévoyants avaient mis leurs marchandises à l'abri ou n'avaient pas renouvelé leur stock...

6 - Le service psychologique d'après Jean Servier (dans *Adieu Djebels*, chap. 18)

(A Orléansville) Les officiers que m'avait affectés le service psychologique étaient très profondément marqués par la guerre d'Indochine et par leur captivité dans les camps viets. Ils avaient été "traités" au lavage de cerveaux. Le commandement en avait mystérieusement conclu qu'ils étaient psychologues, un peu comme s'il suffisait d'avoir des amibes plein le ventre pour devenir biologiste. Ils croyaient à leur mission, aussi imprécise, et incomprise des commandements locaux, qu'elle fût.

Aux échelons supérieurs de cet étrange service régnait une confusion parfaite avec un désir évident d'imiter la compétence... Il eût été plus simple et sans doute moins coûteux de confier la guerre psychologique à une entreprise de publicité privée.

Laborieusement, par cent biais coûteux, l'Armée redécouvrait ce que voici longtemps Lyautey avait appelé le rôle social de l'Officier. Si tous les officiers avaient eu conscience de ce rôle social, l'aspect de la guerre d'Algérie en eût certainement été changé. Mais celui-là rêvait de canons, cet autre de charge à la baïonnette, d'autres d'action psychologique, qui n'était au mieux qu'une médiocre campagne de publicité...

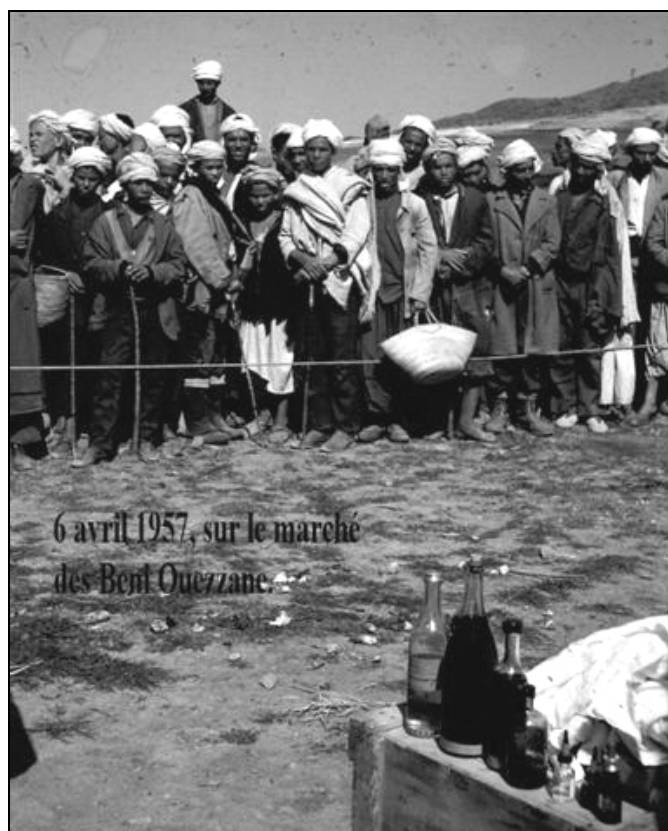
Pendant quelque temps, une fièvre étrange s'empara des unités : opération "tract", opération "pinceau", lâchages de tracts par hélicoptère...

Les paysans ont examiné, perplexes, ces écrits tombés du ciel ; ils les apportaient à l'école coranique. Le Taleb : "C'est un talisman apporté par les anges qui gardent La Mecque." Et il simulait d'ânonner le Coran : "Bientôt les Infidèles quitteront la terre donnée par Dieu aux croyants, ou ils seront égorgés. Louange à Dieu seul. Ceux qui s'appuient sur les Infidèles seront traités comme eux..."

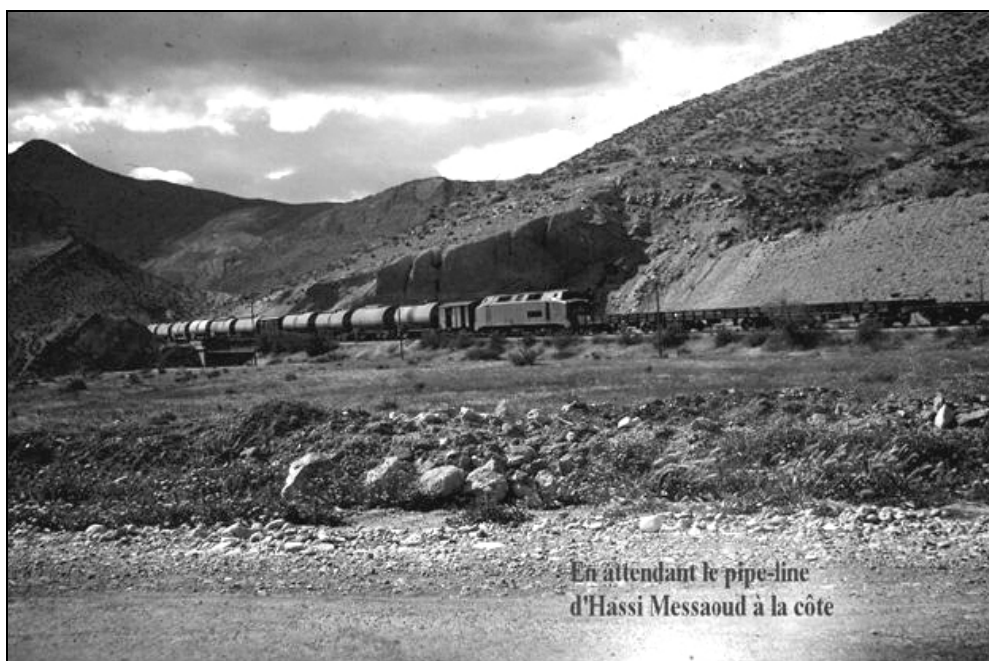
Voilà ce que n'avait ni voulu ni su prévoir le Service psychologique de l'Armée. Des chefs locaux plus réalistes demandèrent des tracts tricolores "avec rien d'écrit, pour éviter toute interprétation tendancieuse"...



Rétablissement d'un marché rural par l'armée, dans une zone apparemment pacifiée.



Un public pour les soins donnés aux enfants par les infirmières-assistantes sociales



Le train quotidien du pétrole, en avril 1959 dans les gorges en amont d'El Kantara. Les wagons vides en avant de la locomotive servent à déjouer les risques de mines ou de sabotage. L'or noir a jailli le 26 juin 1956 à Hassi Messaoud ; il était symboliquement urgent de l'évacuer en prolongeant la ligne Philippeville-Biskra vers le sud, soit un parcours total de près de 700 kilomètres ; solution d'autant plus coûteuse que la sécurité s'achetait par un impôt au FLN ; ce qui n'a pas empêché quelques attentats ou sabotages, comme celui du 17 juillet 1956.



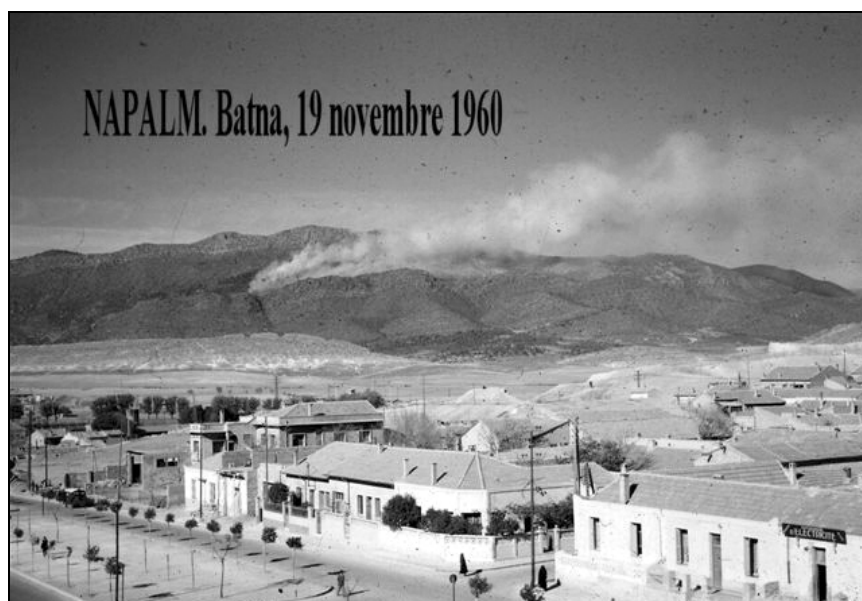
Nouba : BATNA, 19 mai 1958

Un mai 58 "festif" dans les rues de Batna. Avec le classique bélier...



13 mai 1959 à Batna.
Femmes et enfants participent au cortège...
Fraternisation spontanée ? Ou parce qu'on
a promis sucre et semoule aux participantes ?

Batna, 13 mai 1959



NAPALM. Batna, 19 novembre 1960

Algérie

Jean Baudou

Il y a déjà plus d'un demi-siècle que j'ai reçu ma feuille de route pour faire mon service militaire. Je suis affecté au 7^e régiment de tirailleurs marocains (RTM) en Allemagne. C'est un régiment disciplinaire. On en a eu la preuve dès que l'on a commencé à y vivre, commandés par des gradés qui prenaient un malin plaisir à en faire baver aux bleus, jusqu'à l'ignominie : les marches de nuit dans la neige par -15° ou -20° ; ramper dans une trentaine de centimètres de boue liquide et glacée ; dormir à la belle étoile par -15° ; payer 400 francs de l'époque pour celui qui désirait partir en permission pour Noël... J'en resterai là, car la liste serait trop longue.

Tout ça pour vous dire que je suis parti en Algérie en me disant : « Ca ne pouvait pas être pire ! »

L'Algérie ! Parlons-en. Maintien de l'ordre ? Pacification ? Ou guerre entre une colonie et sa métropole ? Il a fallu des années pour que ce conflit prenne le nom de « guerre d'Algérie ».

J'arrive à Tlemcen avec trois cents autres soldats le 30 mars 1957. Nous sommes affectés dans divers bataillons du 7^e régiment d'infanterie, puis éparpillés dans les compagnies. En ce qui me concerne, je me retrouve à la 7^e compagnie du 2^e bataillon. C'est la compagnie opérationnelle du bataillon. Elle ne fera que des opérations (au mois de mai, nous avons fait vingt-trois opérations dont trois de deux jours). Autrement dit, j'ai passé plus de temps dans les djebels à crapahuter qu'au camp.

La route Tlemcen-Sebdou passe par le col Tal Terny, et c'est sur le col que le camp de la 7^e compagnie a été construit, à 1 440 m d'altitude. La route traverse le camp. Ici, à part la route, rien n'est plat. Pénétrer dans le camp autrement qu'à pied est impossible. C'est le désert rocheux, ce n'est que cailloux, rochers d'où émergent de loin en loin les piaules de la troupe construites pour les « rappelés ». A part ça, il n'y a pas le moindre confort, pas d'eau, pas d'électricité, pas de réfectoire, pas de foyer du soldat, pas de table, pas de chaise ni de lavabo, ni douche, pas même une pointe pour mettre pendre la glace pour se raser. Les WC sont un trou creusé dans le sol et quatre planches, ni paravent ni toiture. Lorsque nous sommes arrivés dans ce camp, la paille qui devait garnir nos paillasses n'était pas arrivée ; il a fallu dormir sur les cailloux pendant plusieurs jours.

Seule la sécurité a été prise en compte : le camp est entouré d'une triple rangée de barbelés, avec des mines à l'intérieur et des pancartes : « Attention mines ». La route qui traverse le camp est barrée par des chevaux de frise, il y a des murs et des murettes partout, en long, en large et en travers. De plus, à l'entrée du camp, il y a une grande pancarte avec l'inscription en français et en arabe : « Ici, 7^e compagnie, qui s'y frotte s'y pique », sans parler des centaines de cartouches grillées chaque nuit par les sentinelles pour faire « peur aux fellagas ».

Ici, bien malin qui peut garder le moral. On a besoin de toute l'amitié des copains et de la bière pour pouvoir tenir le coup. Ici, à l'autre bout du monde, malheur à celui qui croit pouvoir vivre séparé du reste de la troupe. Il y a des soldats qui croyaient pouvoir vivre isolés sans rien demander à personne, ni partager la bière. Ces deux gars sont morts, ils se sont suicidés.

Parlons « opérations ». Bien sûr, il y a des opérations sans accrochage, sans tirer un coup de fusil, et il y a les autres où il y a des fellagas dans chaque buisson, derrière chaque rocher, où les accrochages sont nombreux. Et si on veut rester en vie, il faut se jeter à plat ventre en une fraction de seconde, repérer l'ennemi et faire feu à notre tour, même si les balles ennemies viennent s'aplatir sur les rochers autour de nous. Au cours de ces nombreux accrochages, nous avons eu trois morts à la compagnie. Le danger est partout sitôt que l'on sort du camp ; à chaque instant tout peut arriver, et nous en sommes conscients. Que de fois je me suis dit : « C'est peut-être pour aujourd'hui... »



**Le camp de Tal Terny :
le mirador
à droite un poste de garde
au premier plan une "piaule"**



**Blockhaus de Tal Terny
construit par les rappelés**

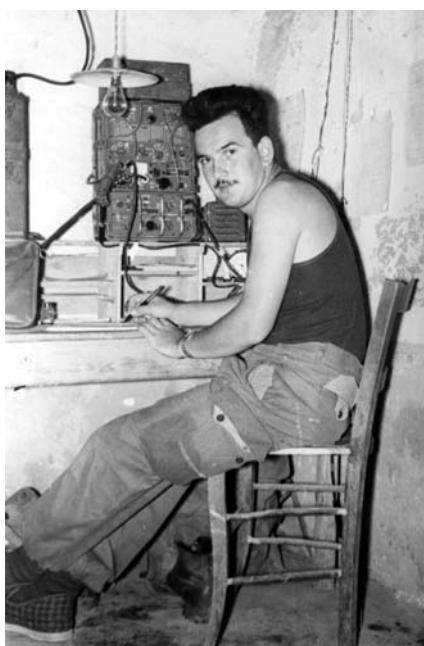


**L'artillerie à Tal Terny
Au premier plan le réseau de
barbelés protégeant le camp**

Les mines sur les pistes sont les plus sournoises, nous n'avons pas de moyens de défense, et nous avons eu cinq morts victimes des mines.

Une embuscade a eu lieu à deux ou trois kilomètres du camp, deux mois avant notre arrivée : vingt-six rappelés ont été tués dans des conditions horribles que je ne vais pas décrire car elles sont d'une sauvagerie incroyable. En opération, il faut être vigilant à chaque instant, prêt à réagir aux tirs ennemis, mais il faut aussi maîtriser le stress qui nous envahit, et garder sa lucidité face au danger. Qui n'a pas eu peur un jour ou l'autre lorsque les balles ricochent sur les rochers alentour ? Un soldat de la compagnie est mort d'une crise cardiaque au cours d'un accrochage en opération ; nos infirmiers n'ont rien pu faire pour lui sinon constater le décès.

On nous a tellement lavé le cerveau en Allemagne ou en arrivant en Algérie, que l'on n'a aucun scrupule à appuyer sur la gâchette lorsque l'on a un ennemi en face. Cette situation m'est arrivée le 1^{er} mai 1957. J'ai tiré pour la première fois sur un fellaga ; il a pu tout de même s'enfuir, mais le soir j'ai su que la Légion avait récupéré un fellaga dans un buisson, blessé d'une balle dans la cuisse. Peut-être que j'en étais à l'origine.



**Le poste radio Téléfunken
ANGRC 9 : 23 kg**

Lorsque je suis arrivé en Algérie, on m'a demandé si je voulais suivre un stage d'opérateur-radio en morse. J'ai refusé, cela ne m'intéressait pas. Mais, quelques semaines plus tard, on ne m'a pas demandé mon avis, on m'a dit : « Tu pars pour Tlemcen en stage radio. » Il a fallu travailler dur, mais j'ai eu mes brevets, quelques stagiaires n'ont pas réussi.

Si, en stage, la semaine est consacrée uniquement à apprendre, le week-end, il faut donner un coup de main à la compagnie qui organise le stage. Et, un dimanche, je me trouve chef de patrouille dans Tlemcen avec d'autres stagiaires lorsque, du toit en terrasse d'un immeuble, un fellaga nous a jeté une grenade qui est tombée une dizaine de mètres derrière moi. Personne de la patrouille n'a été touché, mais deux jeunes filles qui partaient se promener ont reçu la grenade devant leurs pieds, laquelle, en explosant, les a criblées d'éclats. C'était horrible, on les a emmenées sur le carrelage d'un bistrot en attendant l'ambulance. Elles étaient inconscientes mais en vie. Pour combien de temps ? Je ne sais pas. Nous sommes repartis patrouiller dans les rues pour rassurer la population.

Le stage terminé, je suis revenu au camp de Tal Terny. Et j'ai vécu la vie du radio, soit de permanence, soit en opération où il faut être suffisamment robuste car les postes radio sont lourds, 17 et 23 kilos selon le poste et ses performances.

Mais le boulot est plus intéressant. On sait mieux ce qui se passe car le soldat qui est en section est rarement mis au courant des faits et gestes de la compagnie et, envers nous, les officiers sont assez sympathiques, ce qui ne gêne rien.



Un poste radio SCR 300 : 17 kg)



Les radios en opération dans le djebel Kémis



GMC blindé et une équipe de fusil mitrailleur



**Fellagha avec son drapeau
(photo récupérée dans une grotte dans le djebel Nador)**

Les embuscades

A la base de l'embuscade, il y a le renseignement donné, soit par des indicateurs, soit par l'interrogatoire des prisonniers. Elle est faite pour tuer, et celui qui tombe dans une embuscade a très peu de chance de s'en sortir vivant.

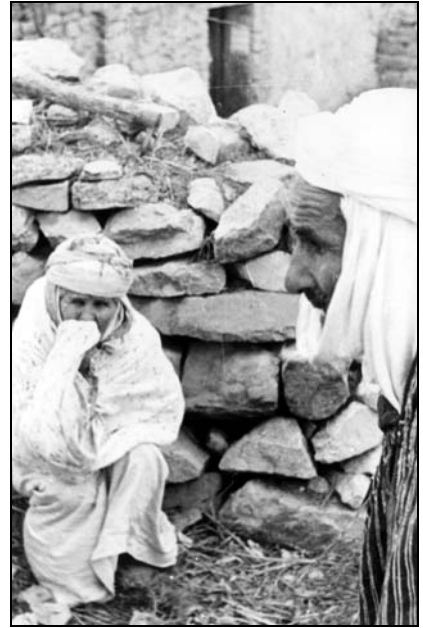
Aïn Fezza. C'est un dimanche matin. On vient nous réveiller : « Debout les gars, départ 9 heures. » « On va où ? », « Je ne sais pas », répond l'officier. C'était ma nuit de repos. Je n'arriverai donc jamais à dormir une nuit complète. 9 heures, c'est le départ. Personne ne sait où on va, le capitaine a gardé le silence sur la destination. On prend la route de Tlemcen. Arrivé à deux ou trois kilomètres de la ville, notre convoi se gare, tout le monde descend, le capitaine appelle ses officiers et, cartes déployées sur le capot de la Jeep, j'apprends en même temps que les officiers qu'il faut monter une embuscade dans le djebel au-dessus de Tlemcen, des fellagas doivent passer par-là. Tout le monde se met en place discrètement, sans se faire voir, en se faufilant à travers la broussaille et se planque selon les directives du capitaine. Et l'attente commence, fouillant des yeux le djebel qui nous sépare de la ville. Les heures passent mais la vigilance ne faiblit pas. Il va être midi. Je repère quelques mouvements de tête qui en disent long ils ont vu quelque chose. Moi aussi, je cherche à voir, et la chance me sourit. Je vois une femme, habillée à l'européenne, qui monte vers nous avec des cabas. Le dénouement est proche. Quelques minutes s'écoulent et des rafales se font entendre. Le capitaine me dit : « Allons voir. » Lorsque l'on arrive sur les lieux, des soldats entourent le corps sans vie de la femme que j'ai aperçue quelques instants plus tôt. Les cabas contenaient des grenades qu'elle livrait aux fellagas. Elle gît, face contre terre. Les soldats la retournent pour la fouiller et là, oh stupeur ! ce visage connu de tous, c'est celui de l'institutrice d'Aïn Fezza. Elle passait quatre fois par jour devant le camp. On a été trahi par une Française. Elle devait avoir des complices qui nous surveillaient, ce qui explique le silence du capitaine ce matin-là.



Un douar au-dessus d'Aïn Fezza dans le djebel Nador

Aïn Fezza. Il fait une chaleur torride. Nous sommes trois copains à l'ombre du seul arbre qui existe dans le camp. Le foyer est fermé. Impossible de boire une bière. On décide d'aller en boire une au bistrot situé à une centaine de mètres. Sitôt dit, sitôt fait, et on se retrouve une bière à la main. On se dit que l'on aurait dû venir à quatre, on aurait fait une belote.

Un Arabe sirote son thé à la menthe. On le connaît bien car c'est le garde-barrière du passage à niveau. Il nous dit : « Si vous voulez, je peux faire le quatrième, je sais jouer à la belote. On s'installe et on se met à jouer. Le temps passe plus vite et l'heure de la soupe arrive. On prend congé de tout le monde et on s'en va. Dès que je rentre dans la cour du camp, je vois un lieutenant qui semble m'attendre. Il vient vers moi et me dit : « Cette nuit, il y a une embuscade, il me faut un radio pour 11 h du soir. » C'est à mon tour de sortir. Le lieutenant me dit : « Va dormir. Après la soupe, j'irai te réveiller pour 11 h. » Nous sommes cinq à partir, le lieutenant, trois voltigeurs et moi-même. Après une heure de marche dans le djebel, nous arrivons sur une ligne de crête. Le lieutenant nous dit : « C'est ici. » Chacun aménage un coin de terre en enlevant cailloux ou branchages pour avoir un peu de confort lorsque l'on sera à plat ventre. J'envoie un message au camp : « Nous sommes en place. RAS. Ne quitte pas l'écoute, rappellerai plus tard. »



Les habitants de la région



Un paysan sur les hauts plateaux de Tlemcen

Jeune femme revenant de la corvée d'eau



L'embuscade commence : on a armé les mitraillettes, on repère les lieux visuellement ; l'attente commence. Pour combien de temps ? Une heure ? Jusqu'au matin ? Il faut s'armer de patience et être vigilant et observateur. Il y a un petit clair de lune qui rend l'observation plus facile. Le temps a passé, les heures aussi, il est entre 3 h et 3 h ½ du matin. Je vois bouger en dessous de nous, à une vingtaine de mètres, mais il fait sombre. Il faut attendre, mais on se prépare, le doigt quitte le pontet de l'arme pour venir sur la gâchette. Je regarde aux alentours s'il n'y a pas de choses suspectes. Je reprends l'observation de la chose qui bouge : maintenant, elle a pris une forme arrondie, elle monte vers nous, légèrement sur notre gauche ; elle ne nous a pas repérés. Le fellaga porte des cabas et un sac tyrolien, ce qui lui donne la forme arrondie. Il ne se doute pas de notre présence. Maintenant, le fellaga est à une dizaine de mètres de nous. Le lieutenant a fait feu, et nos rafales transpercent, déchirent le rebelle. Il est arrêté net dans sa progression, il s'écroule sur le sol, il est mort. On attend quelques instants avant d'aller le fouiller et récupérer les cabas et le sac tyrolien. J'ai envoyé un message au camp : « Mission accomplie, nous rentrons. »

Un gars qui a participé à la fouille s'approche de moi et il me dit à l'oreille : « C'est le garde-barrière. » Je viens de recevoir un coup de massue. Je ne le crois pas, je vais vérifier moi-même : le gars ne s'est pas trompé, c'est bien mon joueur de belote qui est à terre. J'ai joué à la belote avec un fellaga, je n'arrive pas à y croire. Le lieutenant me tire par la manche : « Allez, on s'en va. » Le lendemain, on a fouillé le sac et les cabas, mais on n'y a trouvé que de la nourriture.

J'aimerais parler de ce que j'ai ressenti durant ces deux années passées dans le djebel. Tout d'abord beaucoup d'hostilité autour de nous, bien sûr de la part de notre ennemi déclaré que sont les fellagas, mais aussi de la population. Est-elle pour ou contre nous ? Il doit y avoir des deux, mais, par peur des représailles, elle est très distante envers nous. Quant aux pieds noirs, qui sont habitués à faire la pluie et le beau temps, ils n'aiment pas recevoir des ordres de l'armée et se conduisent souvent en supérieurs. Autrement dit, nous sommes seuls dans nos camps et nous ne comptons que sur nous-mêmes. Pour pouvoir vivre, si possible comme tout le monde, il faut que l'amitié entre nous soit très forte pour garder le moral face à cette ambiance hostile qui nous entoure. Mais, pour tout dire, la bière a largement contribué à maintenir l'ambiance amicale du camp.

Je voudrais aussi parler de la souffrance physique. Dans certaines opérations, il a fallu aller au-delà de nos forces. Un jour, à bout de forces, au bout du rouleau, avachi sur le sol, incapable d'aller plus loin c'est le commandant du bataillon qui s'est fait hélicopter vers nous pour nous remonter le moral et nous stimuler. C'est lui qui nous a ramenés aux camions en faisant notre éclaireur de pointe. Un autre jour en montant à l'assaut d'un piton, je me suis évanoui de fatigue. J'avais été retardé par un changement d'antenne. J'ai voulu rattraper la troupe malgré les difficultés, et j'ai payé mes efforts en roulant dans la poussière. L'infirmier m'a fait des piqûres pour que je reprenne conscience, mais il m'a dopé pour que je puisse continuer l'opération, car je suis le seul radio de la compagnie. Je ne vais pas m'étendre sur une nuit où nous nous sommes perdus dans le brouillard et la nuit d'encre. Nous avons retrouvé notre chemin à 8 h du matin malgré une marche de toute la nuit.

Parlons des conditions météo, le soleil, la pluie, le brouillard ou la neige. Nous sommes fin octobre 1957, la neige tombe depuis plusieurs jours sur le camp, elle atteint les 60 centimètres. Au camp, la vie s'est arrêtée, la route n'existe plus, plus de ravitaillement, plus d'eau, plus de bière. C'est le blocus. Les températures sont négatives, -3° ou -4°. Ici, à Tal Terny, il n'y a ni cheminée, ni poêle, ni combustible. Il n'y a pas de chasse-neige en Algérie, pas de pelle non plus pour débayer. On va rester isolé pendant cinq semaines, c'est long... C'est le bataillon qui vient à notre secours pour acheminer la nourriture, l'eau ou la bière par hélicoptère. Si la nourriture est presque normale, il n'en est pas de même pour l'eau. Elle est réservée aux cuisines. Une ou deux fois par semaine, on va mendier un quart d'eau pour faire mousser le savon à barbe et se laver. Pas question de faire la lessive. Cette galère va durer jusqu'au début décembre où le sirocco va se mettre à souffler et faire fondre la neige.

Voici quelques récits de ce que j'ai vécu et aussi quelques réflexions sur ce que j'ai ressenti au cours de ces deux années passées à courir le djebel. Il y aurait tellement à dire, mais chacun de nous

ne voit pas cette guerre avec le même œil, selon que le soldat est planqué ou baroudeur, qu'il a des godasses bien cirées ou qu'il n'a pas d'eau pour se laver. Mais il y a une question qui se pose toujours :

Pourquoi cette guerre ?

*
* *



Visite des popotes du général de Gaulle en 1959 aux postes des Zariftes



Une raïma (tente de nomades) dans le djebel

Guerre d'Algérie

(janvier 1958 - février 1960)

Rencontres berbères

Daniel Pouget

8 h du matin ce 1^{er} septembre 1957, un train nous a chargés à Lyon pour nous débarquer en gare de Grenoble. "Nous", ce sont les appelés de la 57/2/A destinés à faire les classes militaires au 93^e RAM (régiment d'artillerie de montagne).

Quelques moments après, les jeunes appelés que nous sommes, nous nous retrouvons face à la caserne, j'ai ressenti là beaucoup d'émotion, car mon père des années auparavant avait fait ses classes dans la même caserne.

Les ordres secs de l'adjudant de service rompent ce petit moment de rêverie.

Je viens d'être arraché à d'autres pensées : les derniers temps avant mon intégration je me trouvais à Paris dans le cadre somptueux, et historique, du musée du Louvre où je poursuivais mes études. Je suivais également une formation au musée de l'Homme en tant que jeune élève en anthropologie. Là, je côtoyais les célébrités de cet établissement, Paul-Emile Victor, Robert Gessain alors directeur, Dominique Champault et Jean Servier qui donnaient des cours sur les civilisations berbères, mais également Jean Rouch qui enseignait le cinéma d'ethnologie.

Je comptais bien, après "ma récréation" militaire, les retrouver pour poursuivre ma formation d'ethnologue. Mais à compter de ce 1^{er} septembre il fallait subir....

La période des classes représentant la formation aux pratiques militaires, j'ai été très vite incorporé au peloton des élèves officiers de réserve. J'ai eu beaucoup de mal à accepter la discipline, mes refus ont insupporté mes supérieurs qui n'ont pas hésité à se débarrasser de moi me ramenant au rang de simple bidasse, avec l'obligation d'en suivre l'instruction.

Depuis cette période, la forêt de Chambarran, à proximité de Grenoble, ce champ d'exercices n'a désormais plus de secrets pour moi. J'étais à ce moment plus apte à admirer la flore et la faune qu'à être attentif aux leçons de l'utilisation de l'obusier de 75 et de 105, canons chers à l'artillerie de montagne.

Par chance, le supplice fut de courte durée. Ayant acquis peu de temps avant ma période parisienne quelques talents de dessinateur à l'école des Beaux-Arts de Saint-Etienne, j'appris alors que la région militaire Rhône-Alpes recherchait un dessinateur, j'ai postulé, et à ma grande surprise, c'est moi qui fut sélectionné et engagé dans un service appelé l'"action psychologique" basé à l'état-major place Carnot à Lyon. Une planque de rêve pour un jeune appelé !

Je comptais bien y rester le plus longtemps possible mais il est bien connu qu'un simple dessin exécuté en quelques minutes est le fruit de plusieurs jours de réflexion. Je vais user et abuser de cette situation. J'avais trouvé le moyen de m'autoriser de longues permissions en imitant, de manière effrontée la signature du colonel et son tampon tout ceci gravé sur une demi-pomme de terre. Cet ingénieux tampon reflétait mes talents de graveur. La maîtrise de cet art je l'avais acquise à l'école des Beaux-Arts et je m'en félicitais !

La supercherie ne durera, hélas, qu'un temps assez court. Le colonel en question, pour honorer mes talents de copiste, m'a fait muter dans le régiment disciplinaire d'Albertville en Savoie, régiment qui, par tradition, rééduquait les fortes têtes de la région.

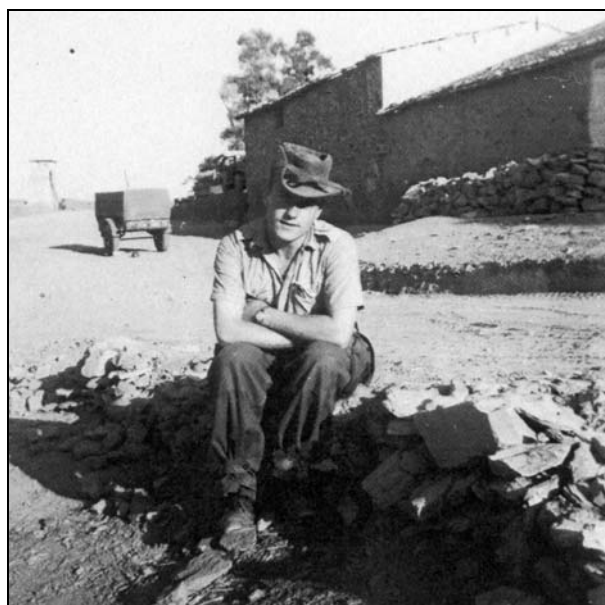
Je n'ai fait qu'un court séjour dans cette caserne, car bien vite j'ai été envoyé en Algérie rejoindre le 2/30 régiment d'artillerie agissant en opération dans la région militaire de Blida.

Au départ de Marseille, le bateau mit 36 h pour regagner Alger. Durant cette longue traversée j'ai eu le temps de méditer sur ma bêtise, celle de n'avoir pu conserver ma planque en or. Désormais j'allais être confronté à une toute autre vie.

En arrivant en vue du port d'Alger, j'ai été frappé par la blancheur de la ville d'autant que j'arrivais de Saint-Etienne ville noire. C'était magnifique. Mais là, pas question de s'attendrir sur des visions esthétiques ; un train effectuant la liaison entre Alger et Oran embarqua tout notre groupe.

Train étonnant, aux allures futuristes, gainé d'aluminium laissant déjà imaginer les formes du TGV, seule la vitesse était très différente car, pour parcourir les 200 km qui nous séparaient de la ville de Duperré, près de deux jours furent nécessaires ! (le déminage des voies ralentissait beaucoup l'avancée du convoi).

C'est sous un beau soleil en fin de journée que nous avons atteint la petite ville de Duperré. De là nous avons été transportés sur un site de proximité appelé Fort Lamothe, ancienne fortification transformée en batterie de commandement et de service du 2/30 RA (dans l'artillerie les compagnies s'appellent des batteries).



Daniel Pouget : postures de soldat en Algérie

Après quelques jours d'acclimatation avec d'autres soldats j'ai été désigné pour faire partie du groupe du piton d'El Aneb, c'est ainsi que je me suis retrouvé avec des amis de la région comme Richet, pâtissier à Montbrison, Jean Vilvert de Moingt, Bordel, garagiste à Ambert, Briat, pâtissier à Pélussin. Compagnons merveilleux avec lesquels il faisait bon évoquer nos régions du Forez et de l'Auvergne.

Je n'étais pas vraiment joyeux de rejoindre le "piton d'El Aneb" car, d'après ceux qui y avaient déjà séjourné, là régnait une réelle insécurité. Ce point sans cesse attaqué par les fellagas portait le surnom de "batterie mortelle", mais pour le jeune soldat que j'étais que faire sinon SUBIR !

La découverte de la petite ville de Duperré est sympathique. Le salut amical des commerçants pieds-noirs, qui voyaient en nous de futurs clients, est chaleureux. Ensuite nous poursuivons en traversant l'impétueux oued Cheliff, à partir de là la route se transformait en une piste difficile qui s'enfonce dans le djebel de ces montagnes, zones que les habitants de la région désignent sous le nom de "Petit Atlas".

Après des heures, bien inconfortables, passées à avaler de la poussière, sans encombre nous sommes enfin arrivés sur le fameux piton qui en réalité n'est qu'un simple campement entouré d'un mur en pierres sèches dressées par nos anciens. En observant par-dessus cette modeste muraille nous avons pu constater la position dominante du piton. A perte de vue la région s'étendait, cette vue expliquait pourquoi le site était si convoité.

Le service s'est imposé à nous assez rapidement, les journées étaient ponctuées par les quatre obligations quotidiennes : les tours de garde, les patrouilles, le déminage de la piste d'accès, l'entretien du matériel.

Ces rituels étaient bien rôdés, et les attaques de nuit étaient fréquentes. Durant les gardes il était indispensable d'être vigilant car il fallait éviter de se faire tuer et de mettre en danger la vie des compagnons plongés dans le sommeil.

Le capitaine commandant la batterie, bien informé de nos états de service, savait que j'avais appartenu au service de l'action psychologique, aussi dès mon arrivée sur le piton il m'a délégué ce service avec pour mission d'établir et d'entretenir avec les douars - les villages voisins du piton - les bons rapports que l'armée française devait avoir avec les civils.

Une mission particulière dans cette guerre. Périlleuse puisque l'action consistait à recevoir ces populations dans le campement mais aussi à me rendre en patrouille dans leurs villages, au risque de rencontrer les fellagas. Mes modestes connaissances sur les coutumes berbères acquises au musée de l'Homme vont m'aider alors. Seul le barrage de la langue posera un réel problème, mais dans chacun des villages accrochés aux flancs de la montagne, par chance, il y avait toujours un ancien qui savait plus ou moins bien s'exprimer dans notre langue.

Un jour d'ailleurs, dans ces conditions, j'ai rencontré un ancien instituteur local. Il maîtrisait parfaitement bien le français et en plus cet homme cultivait à merveille la connaissance de son ethnie les "Bani Hawa" d'origine berbère. Les Bani Hawa sont un groupe qui, aux origines, ont vécu en bordure de mer et au fil des siècles, sous la force des invasions arabes, ils se sont réfugiés dans ces montagnes. J'ai eu avec cet homme de longues conversations. Il m'a appris beaucoup de choses sur son peuple et sur l'histoire du piton que nous occupions.

Ce site d'El Aneb était l'un des plus anciens lieux de culte de toute l'Afrique du Nord. Avant l'arrivée de l'armée française, tout au long de l'année, se déroulaient là d'importants pèlerinages pour le culte des semailles, des moissons, des fiançailles, des mariages, des morts, des bons ou mauvais génies. Ces rituels se passaient là à cause de la présence du tombeau de Sidi Abderamam, un important saint protecteur. Le vieil homme me parla si bien de ce lieu que subitement une honte profonde m'a envahi.

Le tombeau du saint homme avait été transformé en poste d'observation sans aucun respect pour les lieux de culte détruits pour les besoins militaires. Les offrandes qui s'y trouvaient avaient, elles aussi, été piétinées, détruites. A cet instant je n'étais plus en accord avec moi-même.



Et sous prétexte de défendre la patrie comme l'avait fait mon grand-père mort en 1917 dans la Somme, comme l'avait fait mon père engagé contre les armées allemandes en 39-40 sur la ligne Maginot moi j'étais engagé dans ce conflit algérien auquel je ne comprenais rien et auquel, comme bon nombre des jeunes combattants, je n'adhérais pas. Quel triste héros je faisais alors ! Mon Dieu qu'il est difficile à l'âge de 20 ans de vivre ces choses.

Marabout, tombe d'un saint homme profanée

A partir de cette rencontre mon trouble a été constant ; d'ailleurs j'en ai fait part à mes camarades et certains, plus patriotiques que d'autres, se sont alors éloignés de moi, d'autres riaient de mes sentiments, de mes réactions. Nos débats, parfois très animés, finirent par arriver aux oreilles du capitaine qui sur-le-champ me convoqua. Une dure et cruelle leçon me fut infligée, j'ai été traité de "mouton noir", de traître. Malgré ces réprimandes je suis resté ancré dans mes convictions ; et dès lors j'ai été considéré par mes supérieurs comme un rebelle, je reconnais que je m'étais mis dans une bien mauvaise posture.

Le piton d'El Aneb



Le piton d'El Aneb



Poste de garde sur le piton

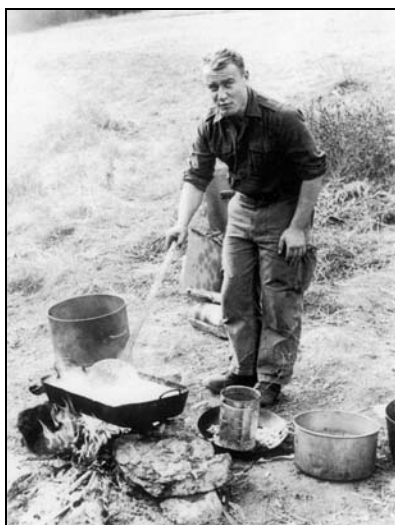


Le général Massu à El Aneb

Vie quotidienne et rencontres à El Aneb



Campement sur le piton



Préparation du repas du jour



Rencontres

Un événement est venu éclaircir ma situation. Un jour, tandis que notre patrouille visitait un douar dominé par un petit lac (ces lieux dans ces régions sont par excellence propices à l'établissement d'un lieu de culte) au bord duquel se trouvait une pierre dressée, j'avais repéré des offrandes qui n'étaient autres que des ossements humains.

J'étais là, pratiquement à quatre pattes, tentant de dénicher encore plus d'offrandes lorsqu'une violente fusillade éclata. Quatre d'entre nous ont été touchés par les balles des fellagas. Me concernant une balle avait miraculeusement circulée à l'intérieur de mon casque, tout l'arrière de mon cuir chevelu était découpé, une autre balle m'avait atteint entrant par les fesses elle ressortit par l'avant. Je saignais, j'avais mal, mais j'étais vivant ! A mes côtés Briat, le pâtissier de Pélussin, était couvert de sang, du sien et du mien. Il ne cessait de crier "je suis mort, je suis mort !" Ces cris répétés ajoutaient à l'intensité du moment.

Le principe d'attaque des fellagas était l'attaque surprise, et le décrochage immédiat. Au terme de l'attaque, certains de nos compagnons indemnes partirent à la recherche de secours, donnant ainsi l'alerte. Un hélico vint à notre rescousse nous transportant vers un hôpital de la plaine du Chelif appelé les "Attafs".



Entrée de l'hôpital des Attafs

Les blessures soignées, nous avons été jugés aptes au service, mes compagnons et moi nous étions un peu déçus, car nous avions espéré un rapatriement sanitaire sur la France. Par bonheur pour moi tandis que j'étais aux Attafs une nouvelle aventure vint éclaircir mon horizon dans cette guerre.

Juste à côté de l'hôpital se trouvaient un petit bâtiment et une chapelle occupée par un père blanc, homme que tous appelaient "le Père Pie", il donnait la messe du dimanche et s'occupait d'actions sociales menées auprès des malades.

Au cours de mon hospitalisation, à diverses reprises, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le Père Pie et évoquer avec lui la civilisation berbère. Grand était son savoir dans ce domaine ! Il m'a beaucoup appris.

Un matin, un peu désespéré, il m'a raconté que son serviteur d'église voulant nettoyer les plâtres du Chemin de Croix en avait ôté toutes les couleurs ! Le Père avait consulté les services à Alger mais les sommes demandées pour la restauration étaient trop importantes, aussi il était totalement dépité...

Cet homme était sympathique, j'ai voulu l'aider en mettant en avant mes connaissances dans ce domaine, je l'ai simplement prévenu que cela prendrait du temps. Le Père Pie s'est alors arrangé avec mon capitaine qui a fermé les yeux sur la (longue) durée de mon hospitalisation. Six mois après, le travail terminé a donné lieu à une belle inauguration à laquelle le colonel de notre régiment assista.

Les compliments du Père Pie n'ont eu que le mérite de me faire repérer ! Peu de temps après j'ai eu la mauvaise surprise de recevoir l'ordre de regagner le fort Lamothe. Le bon temps était terminé !

Par bonheur je n'ai pas été réaffecté à l'unité combattante mais à la gestion du foyer central de la batterie. Un poste plus tranquille, c'est là que, quelque temps après, j'ai appris que le Père Pie avait été assassiné par un groupe de fellagas, un peu comme l'histoire des moines de Tiberine.

Les derniers jours avant la libération, j'ai été convoqué par le colonel qui me signifia qu'au vu de ma mauvaise conduite je devais faire une punition de 40 jours supplémentaires. Une nouvelle fois mon caractère rebelle me jouait un mauvais tour.

La quille tant attendue se faisait donc attendre et lorsque j'ai enfin embarqué sur le bateau qui me ramenait à Marseille, par dépit contre l'armée, j'ai jeté à la mer le paquetage que je devais rendre à la caserne Rullière à Saint-Etienne.

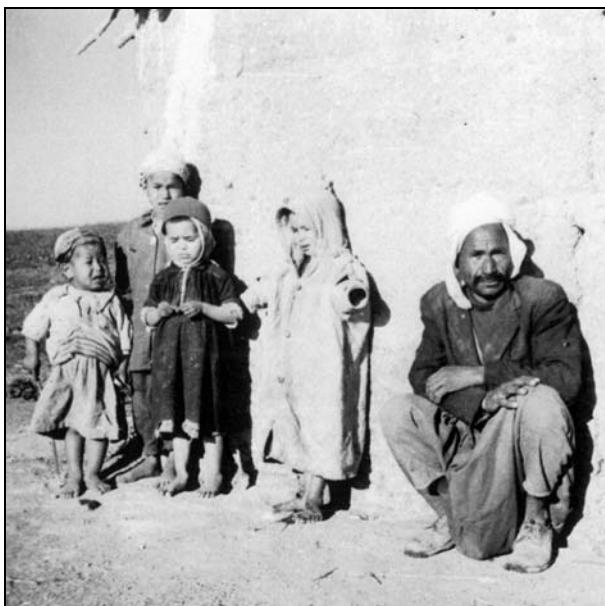
Quand les gendarmes sont venus me réclamer ce que je devais à l'armée, n'ayant rien à rendre, j'ai dû m'acquitter d'une belle somme pour, en quelque sorte, payer ma dernière bêtise militaire.

Heureusement, pour mes blessures, l'armée m'avait accordé une petite pension, cela m'a permis de récupérer ma mise !

Depuis cette époque je me pose toujours la même question : qu'est-ce qu'un soldat intelligent ? Sans doute un brave garçon dont le grand-père et le père ont fait la guerre pour que leur fils, lui, ne la fasse pas.

*

* *



El Aneb (le village)



Action psychologique



Prisonniers à Fort Lamothe

Des bribes de souvenirs et d'analyses comme "appelé" de la guerre d'Algérie

L'impact de photographies hors de ma documentation personnelle

Gérard Aventurier

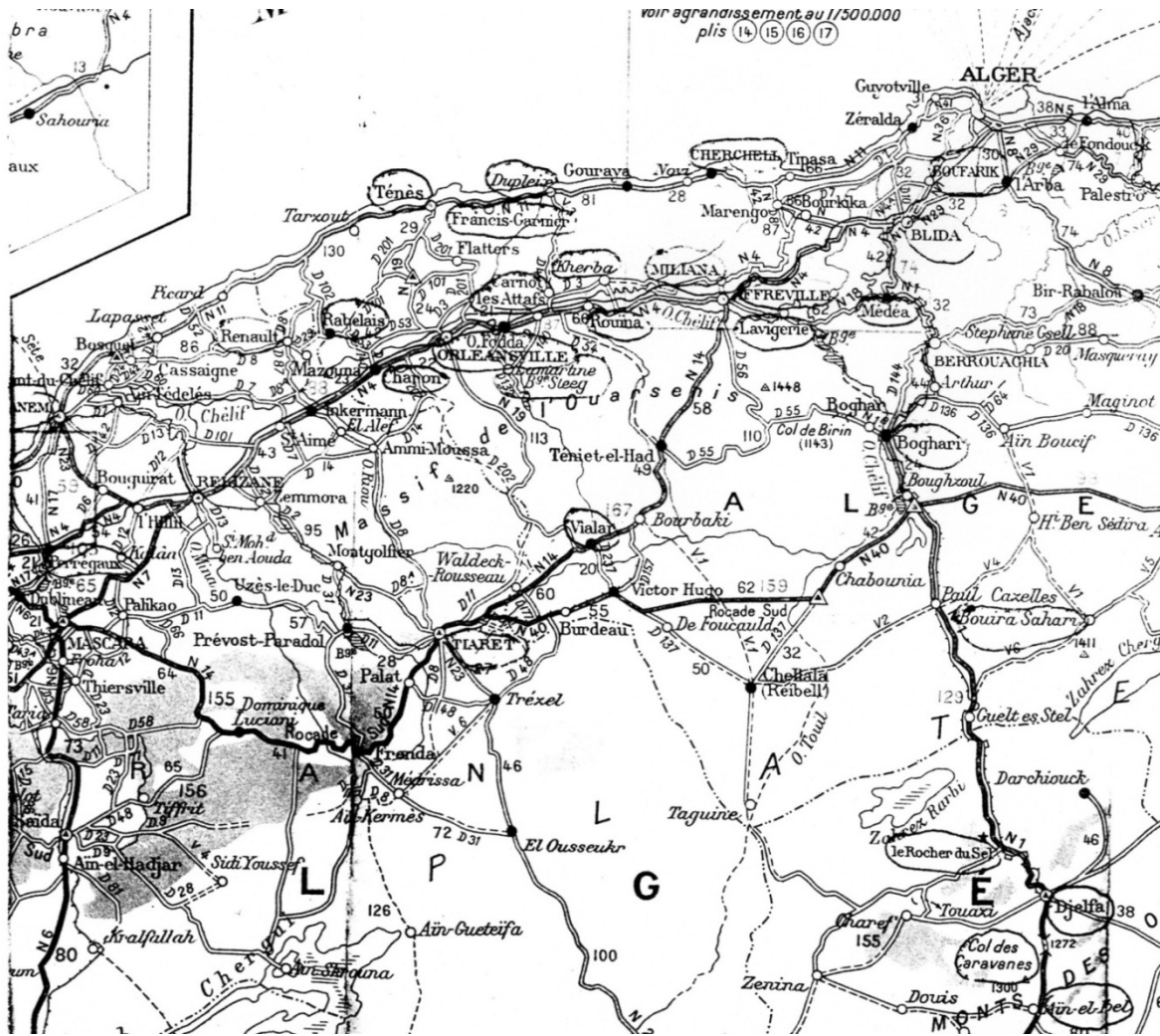
Ce sont d'abord des relations entre « appelés » de la guerre d'Algérie qui m'ont incité en mars 2011 à solliciter le Centre social de Montbrison pour la communication de leurs témoignages dans un colloque. A ma première année de retraite professionnelle, en 1992, Daniel Pouget, un appelé comme moi au II/30^e régiment d'artillerie, ne voyait pas d'intérêt à préfacier une étude personnelle, mon journal de bord. Notre évocation de ces services en 2010 m'avait convaincu de sa disponibilité nouvelle à s'exprimer sur notre expérience militaire. D'autres voies proches des « appelés » en Algérie m'avaient motivé, la présentation en 1997 des mémoires de Jean Baudou, fourmillant d'événements qui se déployaient, comme disait La Fontaine « en cent actes divers ». Le soutien oral de mon témoignage m'avait également influencé, la tenue à la fin de 2000 d'une émission de radio régionale (RCF) sur mes souvenirs avec Julien Fargettas de la direction départementale de l'ONAC (Office national des anciens combattants). Plus encore, le colloque organisé au Centre social par son président Jacques Martinez en 2002 recueillait déjà les mémoires de Paul Ollier, Jean Baudou, André Guillot. J'avais été alors amené, comme auditeur, à parler du triptyque des oppositions dans cette guerre, franco-algérienne, franco-française et algéro-algérienne. Enfin, la consultation de mon album d'images à la retraite et le film de Bertrand Tavernier, *La guerre d'Algérie sans nom*, m'avaient dicté la projection d'images clés devant un public que je pensais devoir être le 10 décembre celui d'un colloque consacré à une guerre de la France dans sa dernière colonie, controversée.

L'iconographie sur cette guerre occupe actuellement une primauté pour plusieurs raisons. Elle a constitué la documentation essentielle fournie par les appelés, souvent acquéreurs d'un appareil photographique dans un pays inconnu d'eux. Elle l'a nettement emporté sur les rares journaux de bord et cahiers d'Algérie. Elle s'est inscrite dans la persistance des souvenirs par rapport au monde du silence¹. Elle règne encore dans les démarches officielles, publiques, comme l'exposition au musée d'Histoire du XX^e siècle, à Estivareilles, en 2000, ou celle prévue à la mairie de Montbrison. Cette prédominance des images s'explique aussi par une recherche historique encore limitée en raison de la reconnaissance parlementaire récente « des opérations armées en Algérie entre 1954 et 1962 » sous le titre de guerre (7 octobre 1999).

En une vingtaine de minutes, mes trente-deux photos rigoureusement enregistrées par Joseph Barou, m'ont permis d'évoquer brièvement le contexte géographique, événementiel, politique, social de ces prises de vue. L'image était première et inductrice d'observations, de choix en accord avec la perception que j'ai eue pendant deux ans des appelés et des supplétifs algériens, des opérations, des finalités d'une guerre sans ascendance réconciliatrice. J'utilise dans ce compte rendu de mon intervention un double en miroir des photos montrées le 10 décembre, reflétant mes impressions dans un pays passionnant.

¹ Deux des huit "appelés" que j'avais contactés pour le colloque, s'y sont refusés, l'un Français d'Algérie, l'autre officier éprouvé très durement, partisan d'un silence des plus respectables.

1 - Le cheminement dans un pays à découvrir comme combattant :



Zone ouest d'Alger (Willaya 5)

Poser un pied en Algérie suscitait l'éveil du regard en prospection et en surveillance face à des reliefs prononcés, surplombant quelques plaines, y compris celle où j'étais affecté, située en bordure du Chélif, le plus long fleuve du pays. Les déplacements en camion sur des pistes présentaient un autre caractère que ceux effectués sur des routes en général moins embusquées. La 1^{re} batterie du II/30^e RA était principalement installée à Kherba, dans le village même de cette commune étendue sur une vingtaine de kilomètres de longueur. Les gradés de carrière avaient pris place dans des constructions en bois bien aménagées. Les appelés et les forces supplétives, les FSNA (Français de souche nord-africaine) logeaient dans d'anciens docks d'agriculteurs, l'artillerie dans l'un et l'infanterie dans un second, sans autres équipements que des rangées de lits et des tables métalliques de repas.



Logements des gradés à Kherba



Le dock de la section d'infanterie

L'on sait que cette guerre a conservé pendant un demi-siècle l'appellation de « maintien de l'ordre » à cause en partie des faits plus fréquents de guérilla (embuscades, harcèlements, accrochages) par rapport aux opérations de secteur et de région. L'expérience majeure que j'ai connue de ce second type a eu lieu lors de notre participation, seulement en bouclage, à l'opération Cigale en juillet 1960 dans l'Ouarsenis, la dernière de celles qui avaient été conçues par le général Challe. Nos sorties de nuit comme de jour, en moyenne deux ou trois par semaine, nous ont appris ce que c'était que devenir « crapahuteur du djebel ».

En été, les marches de plusieurs dizaines de kilomètres, dans les talwegs ou autour de pitons de la 3^e batterie (El-Aneb, Sidi-Youssef), nous assoiffaient sous une température de 45° et nous marquaient physiquement. L'automne et l'hiver, les pluies grossissaient le Chélif de deux ou trois mètres et nous surprenaient dans sa traversée.

Nous nous estimions favorisés par rapport au camp de Berchouch, placé dans une ancienne maison de campagne à la toiture détruite. Dans notre batterie, la moins exposée par rapport à celle des pitons, les combattants n'ont compté que des blessés en 1960-1962. Les pertes subies ont résulté d'erreurs de vérification des armes. Mais toutes les batteries redoutaient les explosifs enterrés par les hors-la-loi, bilan et technique que nous avons différés dans une étude plus développée.



**Opération « Cigale » dans l'Ouarsenis
le 25 juillet 1960**



Mon groupe en contrôle du djebel



La cuisine de Berchouch



**La traversée du Chélif
en février 1961**

2 - Une commune aux deux populations... étrangères l'une à l'autre

Notre fréquentation du chef-lieu de canton, Duperré, nous a initiés au style de l'art arabe. Dans le village de Kherba, de 1 500 habitants environ, les maisons des Français d'Algérie n'avaient presque rien de commun avec celles des Arabes, en ciment tout de même. Le plan de Constantine en 1958, lancé par de Gaulle, avait élaboré la construction de maisonnettes pour les Arabes, à un seul étage et toutes en longueur. Les vues du douar « Le communal » dominant notre installation et celle de Lavigerie l'illustrent ². La misère extrême caractérisait les mechtas de certains douars, faites de torchis, voire de branchages.

² Nous avons remplacé les deux premières semaines de mai 1961 un escadron du 27^e dragons, envoyé à Zéralda après l'insurrection du « quarteron des généraux en retraite » du 22 au 25 avril 1961 à Alger. Le 1^{er} REP à Zéralda avait suivi cette insubordination.



Le minaret de l'hôtel de ville de Duperré



La maison du maire de Kherba



Fête de l'Aïd-el-Seghir : le marabout



Douar « Le communal » au fond

Nous ne pouvions qu'être frappés par les écarts révoltants des niveaux de vie entre les Européens et les Arabes. Les Français étaient propriétaires de champs de blé, au total de cinquante à cent

hectares, sur les terres fertilisées par le Chélif ; nous rendons compte des incendies allumés par les rebelles et de notre protection dans un article plus explicatif. Les moissonneurs arabes, sous-payés par leurs patrons, nous attristaient par leur vie dégradée beaucoup moins que les enfants de certains douars, souffrant de manque alimentaire et d'infections. Les efforts de l'armée française, d'assistantes sociales et de SAS (officiers de la section administrative spécialisée) pour atténuer ces états des malheureux ont représenté une sorte d'initiative sociale soutenue.



Le plan de Constantine à Lavignerie



Une mechta de douar

3 - Une coexistence d'ennui et de solidarité entre les appelés français et les supplétifs arabes :

Pendant deux années de guerre sans but partagé, unanime, ont alterné des relations de conflits, de rassemblements divers, de séparations, d'appuis lors des dangers dans les opérations. La vie quotidienne réunissait les FSNA entre eux, parlant leur langue que je n'ai pu apprendre, pas plus que d'autres appelés, malgré l'étude de mon petit livre *L'arabe sans maître*³. Nous nous rapprochions d'eux au cours de leurs méchouis.

Les Français se distraient des cérémonies officielles en organisant parallèlement des fêtes. Les musulmans ne se liaient pas alors à nous et étaient exclus des matchs de football le dimanche contre les pieds-noirs de Kherba. Nos distractions portaient sur les jeux de cartes, pour certains sur la consommation abusive au foyer du soldat. Je me suis investi quatre après-midi par semaine, pendant un an, à la formation des FSNA en lecture et en écriture de notre langue. Tous les appelés étaient dans l'attente du courrier de la métropole.

³ L. Machuel, inspecteur général honoraire de l'université, *L'arabe sans maître*, Armand Colin, 1960.



Préparation de méchoui



Enfants de Louroud

L'élimination de ma mémoire m'a fait taire sur certaines déviances décrites dans mon journal de bord et commises par les deux camps. Lorsque j'ai pris le poste de comptable à la batterie de commandement des services, j'ai ressenti comme une privation ces rapports avec les civils et les militaires à Kherba, même avec les pieds-noirs persuadés de favoriser l'expansion de « leur » pays.



Le 8 mai 1960 à Kherba



Les appelés le 13 juillet 1960 à Kherba



Equipe de football



La batterie commandement et services

4 - Un stage à Oran ou l'annonce d'une fin de guerre fratricide

A Lavigerie et à Oran, les rapprochements avec les pieds-noirs se sont affirmés plus accueillants et plus confiants. Les quartiers d'Oran ne présentaient pas les mêmes isolements qu'à Alger, à El-Biar en particulier. Sur cette hauteur, le quartier résidentiel de personnalités militaires et civiles, le chef de l'armée, le général Ailleret, et la fille de Massu, était caché par son verdoisement aux HLM populaires. Les affrontements entre les deux peuples à Oran, en décembre 1960, préconisaient une fin de guerre meurtrière comme je l'avais présumé dans ma correspondance familiale. Du côté de l'ennemi, la figure la plus marquante a été pour moi celle de Moussa, un enfant capturé, un djounoun inadaptable à la vie colonisatrice de Kherba et retourné dans son maquis.

Ces témoignages, réorganisés en liens avec mes écrits sur place, le journal de bord et la correspondance, impliquent d'autres traitements tendus quelque peu vers le questionnement historique.



Le quartier d'El-Biar à Alger



La Maison du Colon à Oran

Appelé en Algérie

8 mars 1960 - 21 février 1962

Paul Ollier

Incorporation au 92^e RI à Clermont-Ferrand

Mon service militaire se déroula sous quatre millésimes, ce qui d'emblée donne une idée de ce que nous pouvions éprouver en face de la durée qui nous était imposée : appelé en 1959, je ne serai libéré qu'en 1962. Incorporé en tant que sursitaire avec la classe 59 2/B, je fus appelé le 1^{er} novembre 1959 au Centre d'instruction du 92^e régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand, comme beaucoup de jeunes gens originaires de la région. Il s'agissait ici de « faire ses classes », c'est-à-dire d'y subir la période d'instruction de quatre mois. Spécificité du lieu et premier souvenir marquant, la fameuse marche jusqu'au camp militaire de la Fontaine du Berger : 28 km aller-retour avec manœuvres dans la neige au pied du puy de Pariou. Brève permission de détente à l'issue des quatre mois avant le départ pour l'Algérie. M'étant fixé pour ligne de conduite de ne pas infléchir mon destin dans un sens ou dans un autre, ce ne sera pas, à une place et un désistement près, Cherchell et les EOR⁴, mais la zone de Constantine, secteur de Souk-Ahras.

Partis de Clermont le 7 mars 1960 d'un quai de gare à l'écart et désert, mais avec un petit coup de fanfare tout de même, nous embarquerons le 9 pour Bône.

Affectation au 60^e RI en Algérie

Affectation au 60^e régiment d'infanterie dont le PC⁵ se trouve à Laverdure sur la route venant de Tébessa au sud et qui relie Souk-Ahras à Bône sur la côte au nord, puis au 3^e bataillon stationné à Aïn Embarka, village minuscule non répertorié sur les cartes, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Souk-Ahras. De cette modeste sous-préfecture, on y accède par une route secondaire qui traverse les bourgs de Fauvelle et de Villars. Nous sommes là dans une région au relief tourmenté, à l'est des monts de Constantine, non loin de la Tunisie. Ce village et son camp militaire se trouvent au centre d'une vaste cuvette bornée à l'ouest par l'oued Ranem et sa forêt, au sud par des sommets arides qui culminent à plus de 1 000 mètres.



⁴ Elèves officiers de réserve.

⁵ Poste de commandement.

Bien que méritant plus l'appellation de hameau que de village, Aïn Embarka dispose d'une école et d'une mairie. Arrivant à bord de nuit, je ne distingue, à côté de ces constructions, que de nombreuses meules de foin à l'ancienne, telle qu'on les voyait à l'époque dans les campagnes françaises. Quelle ne fut pas ma surprise le lendemain matin, au grand jour, de voir de la fumée sortir de ces meules : ce sont les gourbis de paille et de terre battue des villageois, groupés en deux ou trois mechtas ⁶, agrandies au gré des regroupements de populations que l'on a déplacées des zones devenues interdites. L'armée occupe la mairie et l'école, avec son camp disposé tout autour, au bord de la route : constructions légères, abris de tôle démontables, tentes de toile, le tout entouré de quelques rangs de barbelés.



C'est là qu'il me faudra vivre de longs mois, au PC du bataillon jumelé avec la CCAS (Compagnie de commandement, d'appui et des services). Les autres compagnies sont cantonnées dans les environs plus ou moins proches pour assurer le fameux « quadrillage » du territoire selon la stratégie militaire. Ces compagnies sont au nombre de quatre et numérotées 9^e, 10^e, 11^e et 12^e ; s'y ajoute un commando de chasse qui se déplace dans toute l'Algérie selon les besoins, le commando 44. Au-delà d'Aïn Embarka, la route qui conduit à Hammam'n Bails et Nador n'est plus sécurisée et une escorte blindée est nécessaire.

Souk-Ahras à la frontière tunisienne

Ce secteur frontalier est réputé dangereux : au déclenchement de la rébellion, lors de la Toussaint Rouge de 1954, il fut le plus touché par la révolte ; depuis, l'Armée de libération nationale, estimée à 90 000 combattants en 1958, s'abrite et s'entraîne en Tunisie et de là franchit la frontière pour gagner les maquis de l'intérieur algérien. Le danger a été atténué toutefois depuis la construction de la ligne Morice en juillet 1957 et son renforcement après la « Bataille des frontières » de 1958 qui opposa, de janvier à mai, 4 000 combattants de l'ALN qui avaient pour objectif de prendre Souk-Ahras aux régiments d'appelés. Cette tentative ayant échoué, la tactique est désormais de passer par petits groupes moins repérables. Certains points névralgiques subsistent comme le « bec de canard », excroissance tunisienne en territoire algérien au nord de Souk-Ahras qui permet une pénétration au cœur des monts de la Medjerda.

⁶ Groupe de gourbis, c'est-à-dire de ces maisons sommaires.

Le barrage électrifié : la ligne Morice

Le barrage, réseau à haute tension de 5 000 volts, champs de mines et barbelés, est déployé sur 400 km du nord au sud. Il est constitué en fait de trois réseaux distants de quelques dizaines de mètres ou de plusieurs kilomètres selon les endroits et la topographie. L'ensemble ne suit pas la frontière : les deux premiers réseaux bordent parfois route et voie ferrée pour les protéger, le troisième laisse jusqu'à la frontière une zone déclarée interdite de 10, 20 ou 30 km, vidée de ses habitants. Ce no man's land permet la traque des soldats de l'ALN et on y tire généralement à vue sur tout ce qui bouge. Chaque barrage – avant, arrière et médian – est suivi d'une piste où s'effectue « la herse », c'est-à-dire le passage régulier d'engins blindés qui assurent la surveillance de la tombée de la nuit à l'aube. De plus, les automitrailleuses peuvent circuler derrière un bandeau de lumière intense qui leur permet de progresser tous feux éteints et leur évite d'être la cible des bazookas. Tout un appareillage ultrasophistiqué et hypersensible complète le dispositif et signale immédiatement aux postes de contrôle toute tentative de franchissement en le localisant à 100 mètres près. Alors des projecteurs superpuissants se braquent et les commandos blindés entrent en action. Franchir le barrage est souvent pour les combattants de l'ALN synonyme de suicide, mais ils vont mettre au point des parades : tunnels, échelles, embuscades...

Le 3/60 RI auquel j'appartiens est classé unité d'intervention sur le barrage et participe à ce dispositif de défense. Souvent en alerte, il intervient fréquemment lors des tentatives de franchissement.

Sakiet Sidi Youssef : poste frontière

De plus, il est en charge du poste frontière de Sakiet Sidi Youssef à la frontière même, à partir du 12 décembre 1960, en remplacement d'un élément de la Légion qui avait lui-même relevé une compagnie d'appelés, après un assaut au bilan très lourd qui faillit emporter le fort. Le 3/60 relève la Légion en raison des désertions qui ont eu lieu : 6 ou 7 déserteurs en l'espace de quinze jours.



Il faudra s'y rendre souvent pour la maintenance et l'approvisionnement de la 12^e compagnie envoyée là-bas, et je ferai partie des expéditions pour la mise en place et le suivi du « chiffre » : 45 km à l'est de Souk-Ahras, au bout d'une route déminée à chaque liaison.

Sakiet est un point stratégique important pour le contrôle de la frontière et fut l'objet de nombreux enjeux.

Il fit parler de lui notamment le 8 février 1958, lors du bombardement par l'aviation française des cantonnements de l'ALN qui fit 70 morts et 80 blessés dans la population civile du village tunisien. En représailles au harcèlement depuis la Tunisie, les chefs militaires, les généraux Challe et Jouhaud, avaient appliqué le « droit de suite » sans en référer au gouvernement qui se trouva affronté à un grave incident diplomatique avec Bourguiba.

Celui-ci rappela son ambassadeur en France ; les conséquences politiques intérieures et internationales furent nombreuses : autorité de la IV^e République contestée par cette prise

d'autonomie de l'armée, arguments pour les pays qui dans le monde estiment que la France doit quitter l'Afrique du Nord.

Régulateur chiffreur au PC du 3/60

Je suis affecté au poste de régulateur-chiffreur au PC du bataillon : cette fonction nécessite une formation et une « habilitation chiffre », précédée sans doute d'une enquête de moralité en métropole. Il s'agit pour moi, avec toute une équipe de radiotélégraphistes et de régulateurs, d'assurer la transmission des communications radio ainsi que la réception et l'envoi des messages, au camp et sur le terrain, donc de suivre les opérations à petite ou grande échelle. En opération, l'urgence l'emporte sur le secret et la plupart des messages se passent en clair avec seulement un codage des procédures, des autorités et des unités. Le chiffrement et le déchiffrement des messages qui requièrent l'emploi d'une machine, se font uniquement au camp dans le bureau sécurisé du chiffre : c'est un exercice souvent délicat et dont je vais découvrir toutes les arcanes par apprentissage d'abord, par des stages de perfectionnement ensuite. Devenu au fil des mois responsable de ce bureau, je me trouverai placé au cœur des informations les plus secrètes, assurant également le secrétariat du service des transmissions.

Ce poste à l'échelon du bataillon et la participation à des opérations d'envergure me feront découvrir un aspect de la guerre d'Algérie que je ne soupçonnais pas. Croyant débarquer dans une guérilla faite d'embuscades, de guets-apens et d'accrochages, je découvrais en plus l'emploi des grands moyens : aviation avec largage, bombardement et hélicoptage, artillerie, blindés. Je découvrais également que les fellaghas n'étaient pas des bandes hétéroclites dispersées dans le maquis, mais les soldats d'une armée véritable, structurée et organisée à l'image de la nôtre.

Elève sous-officier à Bougie

Le stage d'élève sous-officier à Bougie, que l'officier des transmissions tenait à me faire suivre au plus tôt, me fit renouer avec l'instruction du fantassin et exercer en situation réelle tous les aspects et les risques du « crapahut ⁷ » sur le terrain, des embuscades et des gardes de nuit.

C'était également la découverte d'une autre région d'Algérie avec la côte et la Corniche kabyle : les montagnes de Kabylie venaient mourir en bord de mer, austères et menaçantes avec la présence tangible de l'ennemi aux portes de la ville.

Enfin plusieurs stages et de nombreuses missions à Bône et Souk-Ahras me mirent également en contact avec la réalité des villes : leur calme trompeur avec le risque permanent d'attentats et de manifestations.



Ainsi mon rattachement au PC du 3/60 RI et à son point fixe fut jalonné de nombreuses interruptions et sorties qui m'ouvrirent d'autres horizons et me mirent en contact avec quantité de situations différentes. En résumer les principales revient à évoquer bon nombre des expériences et des sentiments éprouvés par tous les appelés en Algérie. Retenons les points les plus importants.

⁷ Marche et progression en terrain difficile.

Tout d'abord le barrage et Sakiet jouèrent un grand rôle dans mon temps de service.

Interventions sur le barrage

Concernant le barrage, les alertes étaient fréquentes et le plus souvent de nuit pour les interventions. Nous étions prévenus par messages chiffrés lorsque le délai d'intervention le permettait, en clair quand l'urgence s'imposait. J'allais réveiller, papier à l'appui, l'officier de garde et le convoi se mettait en route dans le quart d'heure qui suivait : jeep du commandant et du capitaine opérationnel en tête, puis celle des transmissions, puis la troupe dans les camions. En route se joignaient à nous les compagnies qui avaient été prévenues. Il fallait se mettre en place sur le terrain dès la nuit, pour que l'action débute au lever du jour : on roulait alors tous feux éteints à la lueur de la lune, recroquevillés dans les jeeps et les camions sur des pistes infernales, en espérant seulement que le convoi ne sera pas pris en embuscade et que les véhicules de tête ne sautent pas sur une mine.



Parfois, l'opération s'effectuait dans un point particulier de la zone interdite et pour la journée seulement ; le plus souvent on rejoignait d'autres unités et le dispositif se déployait sur un territoire étendu : un bouclage se mettait en place pour prendre dans la nasse les rebelles et les compagnies procédaient au ratissage du terrain avec l'appui ou non d'un avion d'observation. Dans ces cas-là on mesurait tout le poids des responsabilités dans notre rôle de transmission des ordres et informations entre tous les acteurs : sections sur le terrain, commandement, autres unités et aviation. Dès qu'un accrochage avait lieu, l'aviation ou l'artillerie entraient en action, même si un petit groupe de fellaghas seulement avait été débusqué : on appréciait le souci de préserver la vie des hommes, mais quand le danger était moindre, l'énormité des moyens employés paraissait hors de proportion avec l'enjeu. Si l'on était sûr que l'ennemi était dans la nasse, alors le bouclage restait en place toute la nuit et le ratissage reprenait au petit matin : tant pis si les rations n'avaient pas été prévues pour plusieurs jours !

Prise en charge du poste de Sakiet

La prise en charge du poste de Sakiet, à la frontière même, créait d'autres obligations et servitudes pour notre bataillon, avec des dangers bien plus grands à la clé. Cette prise en charge débuta le 11 décembre 1960 jusqu'à l'évacuation du poste le 5 octobre 1961. Pour nous, aux transmissions, il fallut dans l'urgence mettre en place opérateurs radio, régulateurs et chiffreurs, la 12^e compagnie envoyée là-bas ne pouvant seule assumer ces charges, et pendant les dix mois que dura cette

situation en assurer le suivi lors des liaisons hebdomadaires. N'oublions pas qu'une quarantaine de kilomètres sépare Souk-Ahras de Sakiét et que nous sommes là en zone de haute insécurité, l'armée de l'ALN ayant le champ libre en avant du barrage : la route nécessitait donc une ouverture à la « poêle à frire⁸ » à chaque liaison. Malgré cela un camion sauta sur une mine devant mes yeux : 4 blessés seulement, ce qui était un miracle.

L'installation du chiffre en particulier et son suivi permanent exigèrent souvent ma présence : jusqu'à notre venue, il apparaît que la transmission des messages n'avait pas recours au chiffrement. Qu'on imagine les conséquences : facilité pour les postes d'écoute de l'ALN basée en Tunisie de capter nos informations, donc d'ajuster ses actions en matière d'attaques et d'embuscades. Détenant seul « l'habilitation chiffre », je devais rester attaché au PC du bataillon et dus donc former dans l'urgence deux chiffreurs qu'il fallait dépanner fréquemment sur place. La vie là-bas était une vie de reclus : on ne sortait du poste que pour les embuscades et les liaisons obligatoires.



Simple bordj à l'origine, c'est-à-dire ferme fortifiée par une enceinte de murs, le poste devint peu à peu, grâce à l'action d'une compagnie du génie basée avec la nôtre, un véritable fort : on s'enterra sous des tonnes de béton et de rondins, on tendit devant les murs des kilomètres de grillage pour que les roquettes explosent avant de les perforer, on s'entoura de champs de mines, on disposa des sortes d'orgues de Staline braquées dans les directions les plus dangereuses. Je pouvais constater l'avancement des travaux à chaque liaison.

Mais la faveur de la nuit pour l'ALN ramenait son lot d'angoisse et de peur pour les nôtres. Parfois c'était l'enfer, comme cette nuit du 28 novembre 1960 où une attaque en règle des postes avancés eut lieu. Appelés à 2 h du matin, nous arrivâmes pour découvrir le bilan : à Mraou – base d'artillerie et de blindés destinée à protéger Sakiét – une pluie d'un millier d'obus s'était abattue sur le camp : un mort, une quinzaine de blessés et quatre disparus, les fells ayant réussi à pénétrer dans un fortin. A Sakiét même, un camarade, tout mâchuré et blême de la nuit de cauchemar qu'il venait de vivre, me raconta en me montrant les dégâts : une heure durant les obus avaient pilonné le fort, par deux fois les fells étaient derrière les barbelés et avaient tenté de donner l'assaut, 18 de ses camarades étaient blessés dont plusieurs gravement, l'un était mort tué derrière sa mitrailleuse à son poste de tir. C'est à la suite de cet assaut que, deux semaines plus tard, nous prenions la relève.

⁸ Détecteur de mines : plateau rond au bout d'un long manche.

Sans être aussi sauvages, les attaques étaient fréquentes et les harcèlements de la nuit quasi systématiques. Pendant mon unique permission, en avril 61, deux camarades avaient été tués par les obus de mortier tombant dans la cour du fort alors qu'ils allaient se mettre à l'abri. Un peu après, ce sont deux autres qui ont été tués en sautant sur une mine.

Et puis, bien des mois plus tard, cette routine meurtrière prit fin subitement. Le 5 octobre 1961, après des mouvements mystérieux au PC, on apprit sur les ondes publiques et non par le canal militaire où le secret avait été gardé encore plus féroce que par le chiffrement, que *le poste français de Sakiet situé à 300 mètres de la frontière tunisienne [était replié] sur M'Zaret distant de 15 km.* Le cauchemar de la 9^e compagnie qui avait relevé la 12^e prenait fin et l'on vit arriver les camions ramenant les camarades chantant et hurlant de joie.

Pourquoi ce repli ou plutôt cet abandon après un investissement de plusieurs années en hommes et en matériel ? De tels revirements dans la stratégie sont pour le moins énigmatiques : voir dynamiter et pilonner par notre aviation une position si chèrement défendue pose problème et l'on se perd en conjectures. Ce point stratégique était-il jugé trop coûteux en vies humaines et en matériel, alors que l'opinion publique était lasse de cette guerre qui durait depuis sept ans ? La destruction de ce poste était certainement programmée par le haut commandement, avec accord des politiques, car on savait bien en haut lieu la fin inéluctable du conflit avec l'avance des négociations ? Au moins le point noir de notre bataillon était-il supprimé !

Le Putsch : prises de position et revirements

Mais nous venions de vivre une autre épreuve en cette année 1961. A mon retour de permission, le 12 avril, j'allais comme tous les appelés me trouver affronté au putsch des généraux. Ayant repris les rênes du bureau du chiffre je fus vite au cœur des informations secrètes les plus contradictoires et les messages chiffrés crépitaient : nous passions les nuits à les décrypter.

En ce matin du 22 avril, alors que nous étions prêts à partir en opération, un contrordre de l'échelon supérieur nous apprenait que tout était annulé. Bien vite un transistor nous révéla les événements de la nuit à Alger : la prise de pouvoir insurrectionnel des quatre généraux Challe, Jouhaud, Salan, Zeller. Suspendus à l'écoute des postes civils, nous tâchions de capter les brefs communiqués diffusés au milieu d'un flot ininterrompu de musique militaire : nous vivions « la bataille des transistors ».

D'abord ce fut au PC du bataillon le grand silence : on ne vit pas les officiers de toute la semaine jusqu'à la clarification des événements. Les débats devaient être animés et souvent venaient prendre part à nos propres discussions les trois sous-lieutenants appelés envoyés sans doute aux nouvelles pour prendre la température du contingent.

Pendant ce temps, ordres et contrordres se succédaient au fil des messages reçus en rafales. Trois attitudes se manifestèrent tout de suite à tous les échelons du commandement : les partisans du putsch, les fidèles à la République et les attentistes qui voulaient voir comment le vent allait tourner. Pour nous, dans cet empilement de la hiérarchie militaire, c'était l'imbroglio le plus total : à notre échelon, celui du bataillon, bien que sans nouvelles de nos officiers, c'était la fidélité au gouvernement. A la tête du régiment on était pour les putschistes d'Alger, à la tête du secteur de Souk-Ahras pour l'obéissance au gouvernement, à la tête de la zone le général Ailleret après inspection de ses unités (ce qui était rare, les autres engageant tous leurs subordonnés sans leur demander leur avis) affirmait haut et fort son loyalisme à la République. C'était d'autant plus courageux de sa part que le général Gouraud, commandant la région et le corps d'armée et dont il dépendait, s'était rangé aux ordres de Challe. Ce fut le revirement le plus spectaculaire : quarante-huit heures après il revenait sur sa décision, alléguant qu'il avait été contraint par la situation d'obéir à Alger. En fait, il avait reçu un coup de semonce de de Gaulle le sommant de se ranger aux ordres du général Olié nommé commandant en Algérie.



Mais pour nous l'important était la déclaration de de Gaulle, ordonnant « que tous les moyens soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là [les putschistes] » et interdisant « à tout Français et, d'abord, à tout soldat d'exécuter aucun de leurs ordres ». Désormais tous ces officiers supérieurs savaient qu'ils n'avaient plus à nous prendre pour des marionnettes qu'on manipule à son gré : nous devions obéir directement aux ordres du chef de l'Etat. L'illustration la plus frappante fut celle de nos camarades du PC de la ZNEC⁹ à Bône qui avaient carrément mis aux arrêts les officiers dissidents.

Sanctions : épuration, dissolution, arrestations et désertions...

Les jours suivants le flot des messages se poursuivit aux fins de sanctions, énonçant des listes de généraux et de colonels en fuite qu'il fallait arrêter par tous les moyens.

L'épuration se poursuivait par la dissolution des unités putschistes comme notre commando 44 qui avait offert ses services à Challe dès le début. Le corollaire de cette mesure fut la dispersion dans les unités loyales de toutes celles qui avaient trahi et ce ne fut pas sans problèmes. Ainsi débarqua chez nous une soixantaine de parachutistes du 18^e RCP¹⁰ qui bien sûr n'étaient pas sur la même longueur d'ondes que nous : le nouveau capitaine arrivé avant le putsch avait déjà entrepris de nous remettre au pas, de rectifier nos tenues, de nous réapprendre garde-à-vous et claquements de talons, mais il fut secondé au-delà de ses désirs par un adjudant muté du commando 44 dissous et qui entendait montrer à ces bidasses ramollis de quel bois on se chauffe quand on est un « vrai militaire » ! Alors on retrouva la vie de caserne en plein bled et les jours de prison pour les hommes de troupe, d'arrêt pour les officiers et sous-officiers se mirent à pleuvoir.

L'atmosphère devenait irrespirable. Les altercations éclataient à la popote entre les gens de carrière eux-mêmes, selon les positions qu'ils avaient prises, et bientôt – ce qui était infiniment plus grave – on vit apparaître les désertions. Il fallut enchaîner les armes à la ceinture le jour, au râtelier la nuit et se méfier de tout le monde. Il fallut aussi ajouter aux opérations un autre type de maintien de l'ordre, cette fois en ville. A tout instant, pour un ou plusieurs jours, il nous fallait filer sur Bône pour patrouiller dans les rues et la plupart du temps, c'était nous, les sous-officiers appelés, qui

⁹ Zone nord-est constantinoise.

¹⁰ Régiment de chasseurs parachutistes.

devions conduire ces détachements, au risque d'être victimes d'une grenade tombée d'un toit, d'une désertion ou d'un vol d'armes par un commando de l'OAS, comme ce fut le cas pour l'un d'entre nous. Il me fallut aussi aller relever la garde du général par un nouveau détachement.

Aux désertions des militaires putschistes qui avaient trahi et qui n'admettaient pas la dissolution de leurs unités « d'élite », s'ajouta de plus en plus celle des harkis. Ceux-ci subissaient la pression du FLN qui, en ce début d'année 1962, savait l'avance des négociations et la fin des combats proche et leur mettait le marché en main : ou ils ralliaient les maquis et l'ALN, ou ils savaient ce qui les attendait dès la fin de la guerre. Et bien sûr le FLN leur recommandait de désertir avec leurs armes. Déjà ce mouvement des harkis avait commencé fin 1961 et j'avais eu à déchiffrer entre autres un message secret signalant l'enlèvement d'un poste français sur la frontière grâce à la trahison de FSNA¹¹ : 7 tués, 2 blessés et 14 déserteurs, sans parler d'un butin énorme en armes emportées par les fellas¹². Ici même une de nos harkas avait eu une désertion : aussitôt interrogatoire des proches du harki et torture de sa femme pour monter une opération de recherche.

Ainsi le contingent était pris entre plusieurs feux : les fellaghas toujours, mais en plus l'OAS, les harkis (ce qui gâtait beaucoup nos relations avec eux) et les appelés d'origine algérienne incorporés à nos unités. Le danger et la méfiance étaient partout, jusque dans nos rangs avec la présence des éléments des unités dissoutes. Cette situation allait durer jusqu'à la fin, c'est-à-dire février 62 pour mes camarades de la 59 2/B et moi, et l'angoisse était grande, l'OAS faisant en plus sauter les bateaux pour que le contingent ne puisse rentrer en métropole.

Contradictions et incohérences de cette guerre

Je n'ai pas évoqué les thèmes majeurs qui nous ont tous concernés, ces sentiments éprouvés qui étaient notre pain quotidien : la longueur du temps, l'ennui, le sentiment d'abandon et d'incompréhension de la métropole, la peur pendant les gardes de nuit ou le « crapahut » l'appréhension sur des routes non sécurisées, sans parler des conditions matérielles, de la mesquinerie de la vie militaire, de la chaleur écrasante, du froid aussi. Et puis surtout le sentiment de plus en plus évident de l'inutilité et de l'absurdité de cette guerre.

Comment en effet ne pas être déboussolé, démotivé, indigné par l'abîme entre le discours officiel et la réalité sur le terrain, par les contradictions et les incohérences entre politique et action militaire ?

Pacification d'un côté avec écoles, soins et assistance aux populations par les SAS¹³, guerre à outrance de l'autre avec déplacement des villageois et mechtas incendiées.

Hospitalisation de certains prisonniers rebelles (j'ai eu à monter la garde arme au poing dans une cour de l'hôpital de Bougie sur laquelle donnaient les chambres des prisonniers soignés) et torture dans mon unité même où un DOP¹⁴ avait été instauré.

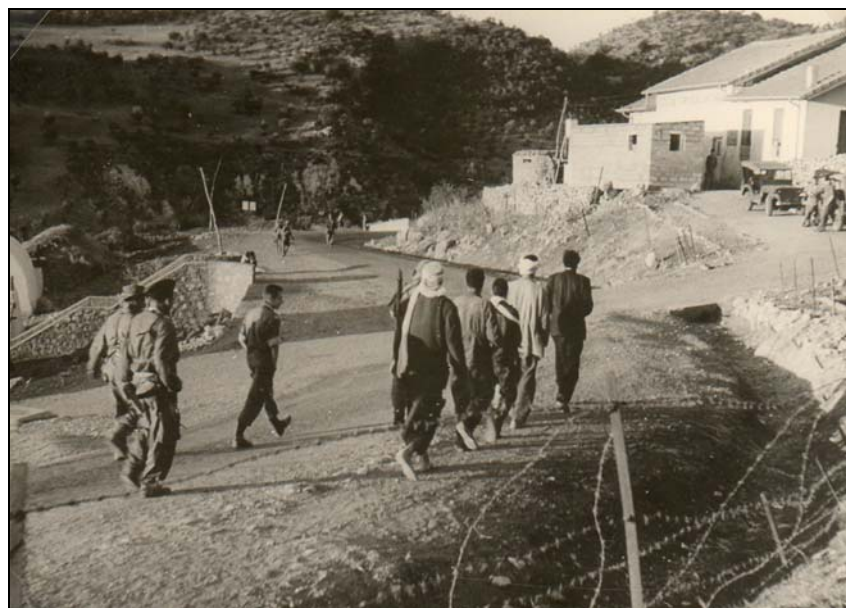
Exécutions sommaires sur le terrain où on remmenait les suspects après leur interrogatoire (c'était la « corvée de bois ») et comptes rendus militaires portant la mention « tentative de fuite ».

¹¹ Français de souche nord-africaine.

¹² Les fellaghas.

¹³ Sections administratives spécialisées chargées de fonctions administratives, d'assistance médicale et économique.

¹⁴ Détachement opérationnel de protection. Créés en 1956 ils étaient chargés du renseignement et pratiquaient systématiquement la torture.



Incendies de forêt par « bidons spéciaux » largués par avion (on ne parlait surtout pas de napalm) pour rendre les bandes de rebelles plus facilement repérables et quelques kilomètres plus loin chantiers de reboisement.

Douars vidés de leurs habitants et détruits au-delà du barrage pour priver l'ALN de ses sources d'approvisionnement et construction d'un nouveau village ¹⁵ inauguré par le sous-préfet de Souk-Ahras et nos officiers.

Bordel militaire contrôlé ¹⁶ par les médecins militaires (mais l'armée sanctionnait ceux qui rapportaient une maladie vénérienne) et aumôniers militaires distribuant la bonne parole, les messes et l'extrême onction.

Censure de la presse, de l'information et de la correspondance (nous recevions des lettres avec le tampon de la censure) et diligence de la poste aux armées dans l'acheminement du courrier (en général 48 heures entre la métropole et l'Algérie, parfois même 24 heures).

On pourrait continuer la liste...

*

* *

Ce ne sont que quelques exemples vécus de cette incohérence et de cette absurdité omniprésentes qui confirmaient l'aberration et l'inutilité de cette guerre et rendaient notre existence dénuée de toute motivation en sapant notre moral.

Seuls ressorts dans cette vie : la camaraderie, la nécessaire entraide et le sens des responsabilités, et puis par-dessus tout, le cordon ombilical que constituait la correspondance avec la famille et la fiancée.

¹⁵ Dans le cadre du plan de Constantine annoncé par de Gaulle.

¹⁶ BMC : il en existait un à Souk-Ahras et à Bône, où les candidats étaient emmenés en camions.

Appelé en Algérie

classe 60/2A

Jean-Claude Champain

Août 1960 : convocation aux « trois jours » à Guingamp, qui met fin au sursis accordé en 1959.

Premier septembre : « L'artillerie de marine, voilà mes amours », chantent les anciens, qui fêtent Bazeille (septembre 1870). Bleus, nous sommes cantonnés sur la lande de Dinan, près d'une base ALAT¹⁷. Classes et peloton EOR¹⁸ : sur les 24 candidats, trois partiront à Chalons.

Mais « j'ai fait du grec », et le capitaine m'envoie suivre la formation de chiffrer à Saint-Malo.

Avril 1961 : retour à Dinan, quelques jours avant le putsch. Je me retrouve au bureau de la Place à décoder des messages qui montrent surtout la panique d'un état-major qui voit parachutistes et putschistes débarquer sur la lande bretonne. Naïvement, j'ajoute mes commentaires : début mai, je suis désigné pour le plan Montpensier. Mi-mai, on débarque à Oran ; les quais portent l'inscription : « Ici, la France »... ça rassure. Si le rail métropolitain ne filait pas encore à l'allure TGV, on découvre un peu plus rapide que le bourricot avec la « Rafale ».

Sur les hauts plateaux de Tiaret, nos yeux de métropole cherchent une caserne, un camp... Entre le bourg européen de Trumelet - groupé autour de son église - et la médina (quelques maisons en dur et des gourbis hébergeant les familles chassées de la zone interdite), un terrain planté de mechtas (les chambrées) et de deux marmites en aluminium (pour les sous-off).



Trumelet : la corvée de lessive au point d'eau ; au fond, nos "mechtas"

Le PC du 4/12^e RA occupe une maison avec caves sur la place de l'Église. Le capitaine de la BCS¹⁹ (les services) qui nous accueille nous offre de découvrir rapidement le terrain dans une « section opérationnelle ». Le surlendemain, le GMS²⁰ nous embarque dans l'oued Tiguiguest, un affluent du Chéelif. On encercle un douar, survolé par hélico ; deux fellaghas ont été descendus au fusil lance-grenades. Un adjudant m'ordonne d'aller les brancarder (ce qui en reste).

Les jours passent avec patrouilles de nuit, escortes de jour, peu de sommeil et beaucoup de soleil. Puis la section doit assurer la protection de chantier d'un village de regroupement, le djebel Ouarsenis en toile de fond. Les tringlots²¹ de Tiaret nous déposent ; ils « doivent revenir » nous

¹⁷ Aviation légère de l'armée de terre (hélicoptères, pipers).

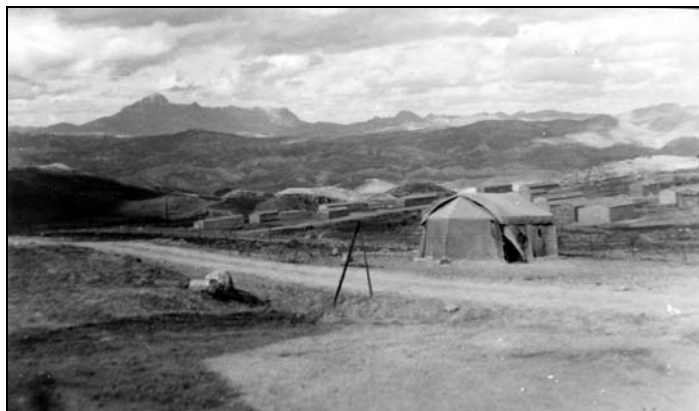
¹⁸ EOR : élèves officiers de réserve.

¹⁹ BCS : Batterie de commandement et services).

²⁰ GMS : groupe mobile de sécurité formé de supplétifs musulmans.

²¹ Tringlots : chauffeurs dans l'arme du train.

ravitailer. Avec notre boîte de ration et une gourde d'eau, on tiendra trois jours en mangeant les figes de Barbarie et l'eau boueuse de l'oued. Sur les vingt, tous se paieront des dysenteries et une déshydratation qui laissent des traces.



Protection d'un village de regroupement (qui ne sera jamais habité) ; au fond le djebel Ouarsenis

Septembre 1961 (un an sous l'uniforme)

Le commandant veut développer l'action psychologique (!), car les regroupements ont rassemblé pas mal de jeunes « désœuvrés » ; il n'y a pas de « moniteur jeunes » (formé à Issoire) à Trumelet. Il veut ouvrir un centre où les jeunes pourraient s'initier à divers métiers. En attendant, je dois surveiller la construction du foyer. Reste à trouver - parmi les appelés - des professionnels du bois et du BTP. Il y a bien un atelier auto, mais l'adjudant-chef n'a aucun gars ni aucun moteur disponible pour de « futurs maquisards ». Le quotidien est désormais sans surprise, le jour : « Hall d'information » pour accueillir les demandes de laissez-passer ; affichage de panneaux de *France-Panorama* montrant les réalisations de la métropole ; recensement sur le terrain des arrivants dans le regroupement de la médina. Le tout, épluché - la nuit - par l'officier de renseignement (2^e bureau) pour vérifier les déplacements ! La confiance règne.

Le foyer-jeunes



L'atelier bois pour les garçons et l'ouvrier des filles. Le 1^{er} novembre 1961, elles fabriqueront un drapeau du FLN : un "mauvais point" pour le bidasse qui avait lancé l'idée du foyer

Pour permettre le contact, et la traduction, je peux compter sur un sergent harki (Drimi) pour vérifier les identités des AEK ²² et beaucoup de SNP (« sans nom patronymique », selon l'administration).



Accompagnement de l'assistance médicale dans un douar

La nuit, continuent les gardes, les patrouilles motorisées (mais souvent j'hérite de la surveillance nocturne de la cité harki. En descendant du mirador m'attendent kawa et galettes chez Drimi.

L'hiver amènera beaucoup de neige sur les hauts plateaux. Gourbis et mechtas s'effondrent. Pour distribuer semoule et farine, il faudrait des camions (chauffeurs favorables, mais pas l'adjutant-chef).



La chambrée (je suis de dos)

Mars 1962. En Afrique du Nord depuis plus de dix mois, j'attends une « perm » pour « revoir ma Normandie ». Mais deux appelés FSNA ²³ disparaissent avec leurs armes. Je suis le chef de chambrée, donc responsable. Ils seront repérés et abattus par les GMS puis promenés sur un dodge...

²² AEK : Abd-El-Kader (prénom courant).

²³ FSNA : Français de souche nord-africaine

La permission est donc repoussée après le 19 mars. Au transit d'Oran, la situation s'est compliquée avec les actions de l'OAS. En attendant le bateau, on plaisante on a effectué les dix-huit mois de la durée légale, on n'aura peut-être pas à reprendre le bateau du retour. En France, tout le monde est convaincu que, avec le cessez-le-feu, tous les appelés vont rentrer. Mais la guerre civile s'installe (un flash TV montre la fusillade de la rue d'Isly : les amis qui m'ont fait « partager » les infos s'étonnent : ils croyaient les villes tranquilles...).

Retour sur les hauts plateaux : on apprend que le 4/12 va être regroupé sur la côte. Plus d'action psychologique, je suis chargé du ravito des harkis qui nous « suivront ». Deux mois pour rejoindre Mostaganem : quand on jette l'ancre à Pélissier, les harkis ont disparu. Le village est déserté par les Européens... Toutes les nuits, des détonations accompagnent les tirs d'armes automatiques la « guerre civile » s'installe).



1^{er} juillet 1962, indépendance. Vers Mostaganem : liesse des uns (camion surchargé et drapeau du FLN), action de l'OAS pour d'autres (sur le mur : "Vive l'armée", "Vive Salan" et l'effigie du général de Gaulle en pendu).

Septembre 1962. On annonce la libération de la 60/2A pour la fin du mois. Les libérables sont regroupés près d'Oran. On attend... en craignant d'être touchés par les tirs qui déferlent de la colline de Santa-Cruz. On ne pourra embarquer à Oran, les réservoirs incendiés et les dynamitages ont rendu le port inutilisable. En convoi escorté par les blindés, on rejoint Mers-El-Kebir... Le golfe du Lion est mauvais, des paras ont arrosé la Saint-Michel. Le service d'accueil des CRS ne nous laisse débarquer qu'après le nettoyage des cales et des ponts...

Des questions sur le moral...

On parle des tués (et encore on mégote sur le chiffre officiel), mais on oublie les gars qui se sont bousillé le moral (R. a écopé de deux mois de « rab » : il avait visé les jambes de l'officier de permanence qui, ivre, ne répondait pas au mot de passe. J., après une nuit de patrouille et une journée d'escorte, qui entre dans la mechta et mitraille les tôles avant qu'on puisse le ceinturer : « épilepsie », conclura le médecin).

Témoignage d'un appelé, officier en Algérie

(juillet 1961 – septembre 1962)

André Guillot

Je suis né en 1938 ; j'ai eu 73 ans le 8 décembre dernier. J'étais sursitaire et je suis parti au service militaire en septembre 1960. J'ai été incorporé dans le peloton des tireurs sur chars, à La Valbonne, près de Lyon, au 8^e régiment de cuirassiers. Comme j'avais été dans les trois premiers du peloton, j'ai rejoint, avec les deux autres, l'école de l'Arme blindée cavalerie de Saumur qui est une jolie ville des bords de Loire. Dans cette école, qui forme les officiers de la cavalerie, une place particulière est attribuée au Cadre noir, les cavaliers d'élite, qui entretiennent la tradition de l'équitation française.

Après six mois de formation à Saumur, étant aspirant, ensuite sous-lieutenant, j'avais droit à un certain choix. J'ai choisi le 6^e régiment de spahis marocains, qui était basé à Bordj-Bou-Argeridj en Petite Kabylie entre Alger et Sétif. Arrivé dans cette ville, base du régiment, un lieutenant est venu me chercher pour m'emmener sur le poste d'Aïn-Tagrout à mi-chemin sur la route entre Bordj-Bou-Argeridj et Sétif.

I. Officier en Algérie : récit et images de la vie quotidienne

Un poste en Petite Kabylie

Aïn-Tagrout

C'était au mois de juillet 1961. Ma première découverte de l'Algérie fut celle des plateaux de la Petite Kabylie. Ici c'est le climat continental, il faisait alors une chaleur épouvantable. J'ai découvert des immenses plateaux, des montagnes à l'horizon, peu de végétation.

Aïn-Tagrout était le siège du 3^e escadron du régiment. Dans un premier temps je fus affecté à diverses tâches : adjoint du capitaine, entre autres... Au bout d'un certain temps, on m'a donné le commandement d'un poste, J'ai été chargé de commander le 4^e peloton de l'escadron basé sur un piton complètement perdu au nord d'Aïn-Tagrout, le poste 1 117, appelé ainsi à cause de son altitude (1 117 m).

A côté du poste, un peu en contrebas, il y avait un douar, correspondant pour nous à un village. Encore en dessous, il y avait une petite école française : l'instituteur avait une soixantaine d'élèves au total, trente qui venaient le matin et trente le soir. Nous entretenions de bonnes relations avec les habitants du village. Ils nous avaient prêté des ânes. J'ai eu droit aussi, quelquefois, à monter le cheval du chef de village. J'étais souvent invité à manger le couscous. Nous rencontrions les hommes le jour, mais la nuit, que se passait-il ? Le village n'était-il pas contrôlé par le FLN ? Nous ne le savions pas.

Dans le poste 1 117. Une bonne ambiance.

Une anecdote pour expliquer la bonne ambiance qui régnait dans ce poste : une nouvelle recrue était venue dans le poste et on l'a accueillie le soir, on s'est tous déguisés. Moi, je suis devenu un simple soldat, un soldat a pris ma place comme sous-lieutenant qui commandait le poste. On l'a emmené au foyer, il a bu, j'ai critiqué le sous-lieutenant qui commandait le poste... Alors les autres rigolaient. Et le lendemain, au lever des couleurs, si vous aviez vu la tête du soldat, quand je suis arrivé, galonné, montant les couleurs... On s'amusait, comme ça...



L'école de Saumur



Les plateaux de la Petite Kabylie



Les tentes des nomades

**Un paysan typique avec ses bourricots,
sa petite charrette, traînant un tonneau d'eau**



Autre exemple : alors que j'avais passé Noël 1960 à La Valbonne, dans un mirador en train de surveiller le camp, pour Noël 1961, j'étais ici. On a fait une fête entre nous... il y a eu des petits cadeaux... Je ne sais pas comment se débrouillait le capitaine Houdet. Il avait une certaine somme à sa disposition, on en a profité pour se faire des petits cadeaux. Pour ma part, on m'a offert une pipe, elle n'est pas très belle, mais je la garde en souvenir avec une certaine émotion. Je suis parti en permission pour le jour de l'An.

Le commandement du poste 1 117

Dans le poste 1 117, je commandais une trentaine d'hommes. Nous avons tous les jours des contacts radio avec le PC de l'escadron. Nous participions à des opérations de l'escadron ou du régiment. C'était la fin de la guerre d'Algérie, nous le savions : les opérations étaient relativement peu nombreuses et nous occupions le terrain, avec le souci, finalement, de « sauver notre peau ». Nous n'avons jamais vraiment eu d'accrochages sérieux. Au poste proprement dit, nous faisons régulièrement des sorties de nuit pour surveiller d'éventuelles actions des « fells ». La moindre lumière aperçue paraissait suspecte puisque c'était le régime du couvre-feu. D'ailleurs, lorsque je suis revenu à la vie civile, la moindre lumière dans la campagne me faisait un drôle d'effet.

Etant l'un des seuls officiers appelés du régiment, j'entretenais plus facilement des bonnes relations avec les appelés du contingent. J'étais bien secondé par les sous-officiers.

Récits de la vie quotidienne

L'hiver 1961-1962 ou la garde du half-track

Hiver 1961-1962, le poste était sous la neige, tombée en abondance sur les montagnes à l'entour. Nous avons été bloqués. Les half-tracks avaient été bâchés. Dans le camp, il y avait un mirador dans chaque coin. Pour aller à l'escadron ou en revenir, il fallait descendre dans la vallée, il y avait un oued à franchir. Ce jour-là, à cause de la neige, le half-track est resté bloqué au fond de l'oued, on n'a pas pu le sortir tout de suite. Il a fallu monter la garde jour et nuit pendant au moins une semaine pour qu'on ne nous pique pas l'armement ou qu'on ne détériore pas le half-track.

La chasse... au sanglier

Nous faisons des opérations, des sorties de nuit bien sûr, avec l'escadron, quelquefois avec le régiment, aussi, pour des opérations un peu plus grandes. Et là, comme on était bloqués, on a décidé, une nuit, de monter une embuscade contre... un sanglier : on savait où il passait. Il y avait un beau clair de lune. Nous sommes partis en patrouille avec deux half-tracks et, au petit matin, on a tiré notre sanglier, une belle bête. Cet animal était une bonne aubaine, on l'a ramené au poste et notre cuisinier, qui était un boucher (le capitaine tenait à ce que, dans chaque poste, il y ait comme cuisinier un boucher), parce que disait-il : « La viande n'est pas bonne, mais, quand elle est bien coupée, elle devient meilleure ! » Donc, on a mangé de la viande fraîche pendant quelque temps...

L'aviation légère de l'armée de terre ou comment je n'ai pas été malade

Le poste 1 117 ayant été abandonné, je suis revenu à Aïn-Tagrout. J'ai eu alors comme adjoint un maréchal des logis-chef qui s'appelait Guinot. Et Guinot faisait partie de l'ALAT, (aviation légère de l'armée de terre). Il avait son brevet de pilote. Un jour, il m'a emmené à Bordj Bou-Argeridj. On a pris un petit piper-cub. Il m'a emmené faire un petit tour en avion. Bien sûr, il a voulu faire le mariolle, pour me montrer qu'il savait bien piloter ; il en a été pour ses frais, je n'ai pas été malade.

Le transistor et l'appareil photo, les journaux et le courrier

Deux objets ont souvent accompagné les soldats en Algérie : le transistor et l'appareil photo qui étaient souvent achetés grâce à des publicités parues dans le journal *Le Bled*.

Le transistor ou plutôt l'appareil radio à transistors : il était une nouveauté et nous reliait au monde. On sait qu'il avait joué un rôle très important dans l'échec du « putsch des généraux ». J'en avais un, mais il n'était pas de très bonne qualité. Je l'ai vendu puis j'ai racheté, à Aïn-Tagrout, celui d'un opérateur radio de l'escadron qui avait, me semblait-il, une meilleure sonorité. Mais quand je l'ai eu dans ma « piaule » de sous-lieutenant, il était moins bon : son propriétaire précédent le branchait sur une antenne de la station radio. Nous avons ainsi des nouvelles de France, en particulier par Europe n° 1.



Voilà donc votre serviteur en jeune sous-lieutenant, commandant le 4^e peloton du 6^e régiment de spahis

Ce peloton était dans le poste 1 117, au nord d'Aïn-Tagrout. Je suis contre la porte, un béret sur la tête, dans une tenue décontractée.



Je suis pris en photo avec un de mes sous-offs, un sergent. Je ne sais pas si c'est celui qui commandait les harkis.



Un petit chien que j'avais adopté, je ne sais pas d'où il venait, je crois du douar voisin. Alors, c'était mon compagnon. On se raccroche toujours à quelque chose. Moi, je n'avais pas de fiancée, rien. Mais donc, voilà, j'avais un petit chien.

Comme beaucoup de soldats, j'ai fait aussi de nombreuses photos – on faisait alors beaucoup de diapositives, c'était l'époque. Je m'étais acheté un Rétinette 1A Kodak remplacé plus tard par une Rétinette 1B plus performant que j'ai toujours. Ils ont fait les photos qui, numérisées, illustrent ce texte. Personne ne s'opposait à la prise de photos.

Nous lisions *Le Bled* qui était en somme le Journal de l'armée en Algérie. Mais il n'y avait pas vraiment de censure. J'étais abonné à *L'Express*. Eh bien ! j'avais toujours reçu, chaque semaine, *L'Express* à l'école de Saumur, mais je ne me souviens pas si je le recevais en Algérie. Comme j'ai toujours été passionné de sport, je recevais aussi *Le Miroir des sports*.

II. Les officiers

Le capitaine Houdet et le colonel Crémère

En Algérie, deux officiers m'ont particulièrement marqué. Le premier, le capitaine Houdet, très sévère, mais très juste. Par exemple, le matin lors de la présentation des couleurs, il tenait à ce que les hommes soient impeccables, avec des pantalons « pli fait ». Il savait les galvaniser et disait : « Vous êtes une armée d'élite ; vous n'êtes pas comme ces biffins, qui sont très débraillés. » C'était à l'époque où, dans le civil, on avait des pantalons fuseaux, alors que les pantalons de l'armée étaient larges. Le capitaine payait alors un tailleur arabe, et les hommes avaient la possibilité d'aller gratuitement faire retailer leur pantalon. Il avait aussi repéré dans les nouvelles recrues un coiffeur qui ne savait que coiffer les dames, pas les hommes. Il lui a payé un stage chez un coiffeur musulman d'Aïn-Tagrout. Et puis, avec une jeep et une petite escorte, ce coiffeur faisait le tour dans les pelotons pour bien coiffer les hommes. Il avait le souci de la dignité des soldats et - de l'organisation de leur vie : j'avais ainsi remarqué que les hommes de troupe étaient servis à table par des soldats affectés à ce service qui étaient en veste blanche et nœud papillon noir. Tout cela faisait partie du « moral des troupes ».

Plus tard, ce capitaine Houdet fera son chemin. Lorsque Giscard d'Estaing était président de la République, il l'a accueilli à Saint-Maixent où il était général commandant l'école.

Le deuxième officier était le colonel Crémère, qui commandait le 6^e régiment de spahis. Il était très proche du capitaine Houdet. En 1968, j'ai fait une période à Saumur ; je voulais voir l'état de l'armée après mai 68. Je suis tombé sur le général Crémère qui commandait l'école de Saumur. Il m'a reconnu, et un soir, il a offert un pot à tous les officiers de l'école et m'a présenté comme étant son ancien officier en Algérie. J'étais dans mes petits souliers...

Autre exemple : notre capitaine nous a offert deux ou trois jours de détente au bord de la mer. Nous étions sous la tente, la mer n'était pas loin. Nous sommes aussi allés - nous étions deux pelotons - au sud, jusqu'au Sahara : le désert, le désert, le désert, et puis l'oasis avec l'exubérance de la végétation. Vous voyez, sur la photo, il y a des palmiers, ça ne ressemble pas du tout à la Petite Kabylie.

Les commandants de peloton

Il y avait quatre pelotons. Le premier était commandé par l'adjudant-chef Panorani, un Corse, un dur, qui avait un peloton d'autos-mitrailleuses. Le deuxième peloton était commandé par quelqu'un que vous connaissez peut-être, Michel Pinton, polytechnicien, qui, par la suite, est devenu l'un des fondateurs de l'UDF, président des maires de France, et qui a soutenu Giscard d'Estaing pendant ses campagnes électorales. Il était de la Creuse et a été longtemps maire de Felletin. Le troisième peloton, c'était le lieutenant Brant ; je commandais le quatrième peloton.

Les officiers et le souvenir de la guerre d'Indochine

Les officiers que j'ai connus comme capitaines, puis aussi un lieutenant, parlaient sans arrêt de l'Indochine, ils en avaient la nostalgie. Pour eux, l'Indochine, même si on l'avait perdue, ça, c'était la guerre. Et les Viets, c'étaient de vrais soldats, pas les « Fells ».



Hiver 1961-62, le poste est sous la neige
Le half-track est resté bloqué au fond de l'oued. Je suis pris en photo au pied du half-track, avec mon chien.



Les montagnes qu'on voyait des abords du poste



De vrais cavaliers



Couscous à Aïn-Tagrout

Et puis, en Indochine, il y avait, disaient-ils, les filles, qui étaient beaucoup plus avenantes que les Arabes, etc. Ces officiers, n'étaient pas gaullistes, parce qu'ils considéraient que de Gaulle avait bradé l'Algérie. Moi, j'étais un peu à l'écart. Comme j'étais officier appelé, je n'étais pas dans leurs confidences, mais, à mon avis, ils n'étaient pas pour l'OAS.

Mon peloton

Les photos illustrent bien notre situation militaire, notre matériel et notre combat. Voilà donc ici une partie de mon peloton avec la jeep du commandement, le half-track. Il y en avait trois au total, ça dépendait des missions qu'on avait à faire.

Cette photo est celle de ma jeep, et puis, derrière, il y a une ambulance. C'est à Aïn-Tagrout aussi. Là ce sont des GMC.

III. Partir d'Algérie

Une grande souffrance : le sort des harkis

J'avais dans ce poste un certain nombre de harkis. Vers la fin, certains fichaient le camp avec les armes, d'autres se rebellaient, et essayaient de se dédouaner vis-à-vis du FLN en changeant de camp en tirant sur des appelés.

Un jour, en 1962, avant le cessez-le-feu, le capitaine me fait appeler à l'escadron et me dit : « Demain, vous êtes le seul au courant, vous avertissez seulement les sentinelles : l'escadron va monter désarmer les harkis. »

Le lendemain matin, il faisait encore nuit, à 5 heures du matin, ils sont montés, ils ont pris les harkis, les ont désarmés, et hop ! dehors, dans la nature... Que sont-ils devenus ?

Cela a été ma plus grande souffrance pendant mon service en Algérie.

Préparatifs de départ

Nous nous sommes repliés de poste en poste. On a quitté le poste 1 117. On a quitté Aïn-Tagrout, nous nous sommes tous rassemblés à Bordj-Bou-Arreridj. Là, nous étions dans une ancienne ferme. Quand il a fallu la quitter, le capitaine a voulu laisser sa marque : de rage, il a fait peindre les murs en bleu, blanc, rouge ainsi que les arbres, comme pour bien signifier que la France était là ! Le 19 mars 1962, j'étais à Bordj-Bou-Arreridj pour le cessez-le-feu. Les drapeaux verts sont sortis de partout, vous auriez dit vraiment... un champ de verdure. Et des « fells », il y en avait partout. On passait en half-tracks, ils nous faisaient des bras d'honneur... Les « you-you » des femmes, c'était quelque chose ! C'était le cessez-le-feu... On avait une drôle d'impression.

Nous sommes restés dans ce secteur jusqu'à l'indépendance et même au-delà. En septembre 1962, on est partis de l'Algérie en bateau. Je suis revenu sur le « Sidi-Bel-Abbès » le 18 septembre 1962. On avait construit des caisses en bois d'à peu près un mètre cube et chacun y mettait ses affaires. Arrivé à Saint-Etienne, j'ai demandé à débarquer. J'aurais dû aller chercher ma caisse huit jours plus tard et recevoir ma solde de sous-lieutenant. Mais il fallait que je remette la tenue et que j'aille à Mailly-le-Camp (le régiment venait d'être dissous) pour récupérer ma caisse en bois, la ramener à Montbrison et toucher ma paye. J'en avais assez de l'uniforme, je n'ai pas voulu le reprendre. J'ai téléphoné : on m'a renvoyé ma caisse, mais on n'a pas renvoyé ma solde...

Retour à la vie civile

En tant que sous-lieutenant, je pouvais intégrer la gendarmerie. Je n'avais qu'une signature à donner, il fallait simplement aller à l'école de gendarmerie de Melun et six mois après j'étais lieutenant de gendarmerie. Mais j'en avais assez de l'uniforme...

Avant de partir, j'avais été deux ans instituteur à l'école Saint-Aubrin de Montbrison. Au début, j'ai eu un peu de mal à enseigner. Là-bas, surtout sur la fin, j'étais dans le poste à Aïn-Tagrout, j'avais du temps libre. Je me suis un peu remis à potasser le manuel de psycho-pédagogie pratique, que

j'avais récupéré lors de ma permission. Cela m'a remotivé, si bien qu'en octobre 1962, j'ai réintégré l'école Saint-Aubrin.

Chose positive, pourtant : le fait d'avoir à commander en Algérie, pour moi qui étais extrêmement timide, m'a renforcé et donné de l'assurance. J'ai fait plus tard une période militaire et je suis capitaine de réserve. Et puis, c'est vrai, il y a l'amitié des gens rencontrés, tous si différents. De temps en temps je revois Pierrot Chazal, mon compatriote de Saint-Bonnet-le-Courreau, que j'avais rencontré par hasard à Ain-Tagrout alors qu'il me saluait à l'entrée du poste. Quand je le rencontre, il me salue d'un retentissant « mon lieutenant »...

Nous gardons une certaine nostalgie de ce pays magnifique. J'ai parfois eu l'envie de retourner en Algérie mais ne cela ne s'est pas fait.

Voilà mon expérience : vingt-cinq mois d'armée dont quinze en Algérie. Je pense souvent, sans amertume, à cette période qui a marqué une étape dans ma vie.



Le half-track du 4^e peloton



**Une partie de mon peloton avec la jeep du commandement, le half-track.
Il y en avait trois au total. Leur nombre dépendait des missions qu'on avait à faire**



Le petit piper-cub qui faisait partie de l'ALAT, (aviation légère de l'armée de terre)



Les montagnes de Kabylie que nous allons quitter



Avant de partir, les arbres avaient été peints en bleu-blanc-rouge

Postface

Lorsque les appelés ont la parole...

Claude Latta

La négation de la guerre

Nous avons, lors du colloque du 10 décembre 2011, volontairement donné la parole aux appelés du contingent : leur témoignage appartient à l'histoire et c'était le moment de le leur demander. Beaucoup ont déjà témoigné - plus qu'on ne croit parfois : il n'est, pour s'en convaincre, que de consulter les bibliographies publiées par Benjamin Stora dans ses différents ouvrages. Mais beaucoup ont l'impression qu'on ne leur a pas ou pas assez demandé leur témoignage et que leurs combats, leurs angoisses et leurs souffrances - le mal-être d'avoir mené une « guerre sans nom » - ont été occultés. Ils avaient, disait-on officiellement, participé à des « opérations de maintien de l'ordre », non à une guerre. On ne donnait pas aux plus valeureux la croix de guerre des TOE²⁴ mais la Croix de la Valeur militaire, créée spécialement pour cette guerre.

On comprend bien les raisons de cette attitude qui consistait, pour le pouvoir, à nier l'existence même de la guerre : on ne fait la guerre que contre une puissance étrangère. Or l'Algérie, « c'était la France ». Ce qui est moins compréhensible et acceptable, c'est qu'il ait fallu attendre 1974 pour que la carte de combattant fût donnée aux soldats d'Algérie - alors que 27 000 d'entre eux avaient été tués - et surtout qu'il ait fallu attendre 1999 pour que l'expression « opérations du maintien de l'ordre » fût officiellement remplacée par celle de « guerre d'Algérie » : à cette date, les hommes en charge de l'Etat et des grandes institutions de la République, avaient connu cette guerre ; le président de la République, était Jacques Chirac, ancien d'Algérie, qui avait commandé sur un piton en Algérie et le Premier ministre était Lionel Jospin qui avait pris conscience de la politique en militant, au sein de l'UNEF, contre la guerre d'Algérie. Quant à Pierre Joxe²⁵, alors président de la Cour des comptes, il avait été sous-lieutenant en Algérie et, auparavant, militant de l'UNEF, opposé à la guerre : devenu ministre de l'Intérieur en 1984, il avait inauguré une plaque honorant le souvenir des morts du métro Charonne.

L'expérience et l'occultation de la guerre

De retour d'Algérie, beaucoup de soldats n'avaient pas eu envie de parler parce que leur expérience était, pensaient-ils, intransmissible dans un pays qui avait décidé de « tourner la page », happé par la société de consommation, le règne de la TV et de l'automobile. Après toutes les guerres, ce sentiment du caractère intransmissible du vécu des combattants a été éprouvé par les soldats : on le note souvent chez les poilus de 14-18 qui ont fait la guerre de tranchées et chez les déportés de la seconde guerre mondiale. Le pays se sentait, en outre, vaguement coupable de cette guerre et de sa propre indifférence : beaucoup de Français n'avaient pas voulu savoir ce qui se passait en Algérie : pourtant, il suffisait, à l'époque, je peux en témoigner, de lire *Le Monde*, *L'Express*, *Témoignage chrétien*, *France-Observateur* ou la revue *Esprit* ou acheter les ouvrages des éditions de Minuit et des éditions Maspero pour savoir ce qui se passait en Algérie. Certes de temps en temps, ces journaux et ces livres étaient saisis - ce qui était, d'une certaine manière, une validation de leurs informations. Mais la censure est difficile à établir tout le temps et dans tous les domaines, elle attise au contraire la curiosité. André Guillot, appelé et sous-lieutenant en Algérie a raconté dans son témoignage qu'à l'Ecole de cavalerie blindée de Saumur il avait toujours pu recevoir *L'Express*, auquel il était abonné. Paul Ollier a toujours pu prendre toutes les photos qu'il souhaitait faire, sans

²⁴ TOE : Théâtres d'opérations extérieures.

²⁵ Fils de Louis Joxe, négociateur des accords d'Evian.

aucune remarque de ses supérieurs. Aujourd'hui, on s'offusque parfois de ce que l'on découvre, « on ne savait pas ». Mais si, on savait et quand meurent 27 000 soldats français, c'est une guerre !

La double fonction du récit

Dans les pages qui précèdent, le lecteur aura découvert de nombreux aspects de la vie des « appelés en Algérie ». Ceux-ci sont des Foréziens, d'origine ou d'adoption. On les connaît. Vous les avez eus comme professeurs, comme collègues, comme voisins, ils ont pris leur place dans la Cité. Ils ont été directeur d'école, professeur, directeur de musée, technicien, ont siégé dans nos conseils municipaux. Les uns étaient des soldats du rang, d'autres sont devenus officiers ou sous-officiers. Certains ont pu se référer à leur journal ou aux lettres envoyées : témoignages précieux de l'époque, non déformés par le prisme de la mémoire. Les soldats ont aussi parfois tellement été marqués par les événements qu'ils se souvenaient de tout : l'exemple le plus extraordinaire est celui de Jean Baudou qui, une fois à la retraite, s'est mis à écrire, sans l'aide d'aucune note, ses souvenirs. Les faits et les dates étaient incrustés dans sa mémoire.

Aujourd'hui, ces anciens d'Algérie sont à la retraite et repensent à leur vie. Ils parlent de l'Algérie. Nous les avons sollicités et ils nous racontent ce qu'ils ont vécu. Leurs récits ont ici une double fonction : témoignages historiques, ils sont des matériaux pour l'historien et permettent la construction d'un récit historique pour que les Français comprennent l'événement. Ils ont aussi une vertu de *catharsis* - l'épuration des passions par le moyen de la représentation dramatique. La parole des intervenants au colloque a été ainsi libérée, mais aussi celle des assistants. Plusieurs ont aussi donné leurs témoignages, parfois difficiles à dire, marqués de douleur et de sang. « C'est la première fois que je dis », a reconnu l'un d'eux. Un ancien gendarme mobile a parlé des camarades tués par l'OAS. D'autres ont évoqué la guerre le long des barrages des frontières marocaine et tunisienne. Un autre a parlé, lors d'une conférence sur l'Algérie à Goutelas, de l'association des anciens d'Algérie « contre la guerre » dont les membres versent leur retraite d'anciens combattants pour des actions d'aide à tel ou tel village algérien.

Ces soldats, il faut le rappeler aussi, étaient des soldats du contingent, faisant leur service militaire ; ils étaient envoyés au nom du peuple français, en notre nom, par le gouvernement légal du pays.

La voix des appelés

Comme nous avons été chargés de diriger et de coordonner les débats du colloque, il nous est revenu de le conclure. Je le fais avec émotion et gravité, parce que pour les étudiants de l'époque, dont j'étais, s'opposer à cette guerre, tout en restant solidaires des souffrances de leurs camarades, fut le combat politique et moral de leur génération, celui par lequel nous avons accédé à la citoyenneté et à la conscience politique. Dans cette conclusion, nous citons souvent les textes de communications au colloque parce qu'elles expriment et illustrent la nature et les drames de la guerre d'Algérie à travers le récit de chaque soldat : ce sont des « coups de projecteur » donnés sur la vie des appelés. Ce voyage à travers les récits que nos lecteurs ont déjà lus – à moins qu'ils n'aient commencé par la conclusion ! – illustre l'apport irremplaçable des témoignages publiés. On entend la voix des soldats, le récit de leur jeunesse confisquée, du temps long passé en Algérie.

Les « classes »

Les soldats qui vont partir en Algérie font d'abord leurs « classes » : ils apprennent le « métier » de soldat, en France ou en Allemagne – où, depuis 1945, se trouvent des troupes françaises. Conscrits de l'année ou sursitaires dont le départ a été différé, ils connaissent une période d'instruction. C'est l'un des apports de ce colloque d'avoir rappelé cette période, souvent mal vécue parce que la formation était rapide et intensive. Période importante : on apprend à tirer - à tuer -, on « crapahute » et on écoute les discours de la propagande officielle. Témoignages :

Jean Baudou : « C'est un régiment disciplinaire. On en a eu la preuve dès que l'on a commencé à y vivre, commandés par des gradés qui prenaient un malin plaisir à en faire baver aux bleus, jusqu'à l'ignominie : les marches de nuit dans la neige par -15° ou -20° ; ramper dans une trentaine de centimètres de boue liquide et glacée ; dormir à la belle étoile par -15° ; payer 400 francs de l'époque pour celui qui désirait partir en permission. »

Robert Duclos : « Quel choc que cette arrivée à Sathonay ! Les travaux obligatoires et inutiles ! L'obéissance totale à des supérieurs bornés ! L'exécution d'ordres complètement absurdes ! L'impression de perdre son temps alors qu'il y a tant à faire à la maison ; et surtout le contenu des conversations de la chambrée... »

Si le jeune appelé a « suivi le peloton », s'il a été sélectionné pour suivre la formation des élèves officiers de réserve (EOR), sa formation est plus complète et il peut choisir son affectation :

André Guillot : « J'ai été incorporé dans le peloton des tireurs sur chars, à La Valbonne, près de Lyon, au 8^e régiment de cuirassiers. Comme j'avais été dans les trois premiers du peloton, j'ai rejoint, avec les deux autres, l'école de l'Arme Blindée Cavalerie de Saumur [...] Après six mois de formation à Saumur, étant aspirant, j'avais droit à un certain choix. J'ai choisi le 6^e régiment de spahis marocains, qui était basé à Bordj Bou-Argeridj en Petite Kabylie entre Alger et Sétif. »

L'orientation du nouveau soldat vers son affectation n'est pas toujours très conforme aux compétences – ou celles-ci sont parfois mal appréciées.

Jean-Claude Champain : « J'ai fait du grec ancien, et le capitaine m'envoie suivre la formation de chiffreur. »

La découverte de la réalité algérienne

A son arrivée, le soldat découvre la réalité algérienne : un pays magnifique, le soleil, la mer et la lumière qui furent chères à Albert Camus, une végétation tantôt luxuriante et tantôt désertique, les montagnes pelées de l'intérieur ; au sud, le désert ; la réalité sociale des villes animées et des campagnes misérables, de vieux villages qui se confondent avec la montagne, mais aussi des gourbis informes et indignes ou des villages de regroupement peuplés de paysans déplacés. Il découvre la coexistence des « Français d'Algérie » et des « Musulmans », l'existence de ces deux communautés également attachées à « leur » terre. « Musulmans » : le terme est utilisé faute de mieux et l'incertitude du vocabulaire est caractéristique ; faut-il dire : « Français musulmans » ? « Musulmans » ? « Arabes » ? ou « Français de souche nord-africaine », comme le dit la terminologie officielle ?

Paul Ollier parle d'un « peuple mystérieux ». Entendons : difficile à comprendre – il y a en outre l'obstacle de la langue, tout le monde ne parle pas français. Les Algériens sont pris entre deux feux, engagés dans l'action d'un côté ou de l'autre – FLN ou harkis – ou attentistes, incertains en tout cas de leur avenir, soucieux de ne pas être l'objet de représailles : la prudence est de se taire. André Guillot note que les habitants du douar voisin les reçoivent bien, mais que, « la nuit », on ne sait pas à qui est le village ?

Surtout les soldats découvrent la guerre, une vraie guerre, dans ses multiples aspects : les attentats dans les villes, les opérations dans le djebel, la garde montée le long des barrages électrifiés, et aussi la vie quotidienne : les baraquements dans lesquels les soldats sont logés, l'ennui, la boisson dont on abuse parfois pour tenir le coup, les lettres que l'on attend et celles que l'on écrit : importance du courrier, d'ailleurs rapidement acheminé, le moral des soldats en dépend aussi. Paul Ollier évoque dans son témoignage « les thèmes majeurs qui nous ont tous concernés » et « ces sentiments éprouvés qui étaient notre pain quotidien » : la longueur du temps, l'ennui, le sentiment d'abandon et d'incompréhension de la métropole, la peur pendant les gardes de nuit ou le « crapahut, l'appréhension sur des routes non sécurisées, sans parler des conditions matérielles, de la

mesquinerie de la vie militaire, de la chaleur écrasante, du froid aussi. Et puis surtout le sentiment de plus en plus évident de l'inutilité et de l'absurdité de cette guerre ».

Les attentats urbains

Les appelés apportent des témoignages sur la guerre urbaine menée par le FLN et ses attentats. René Commère évoque, par exemple la « seconde bataille d'Alger » (mai-septembre 1957) :

René Commère : « Invité avec quelques amis le dimanche 26 mai 57 par mon commandant (un sympathique et dilettante rappelé), j'étais assis tout contre la scène de l'orchestre, sous laquelle devait exploser quinze jours plus tard la bombe à retardement qui a fait 10 morts et 85 blessés, déclenchant des ratonnades de colère aveugle dans les rues d'Alger : autant de semences fécondes pour de nouvelles haines ! »

Citons aussi Jean Baudou :

Jean Baudou : « Et, un dimanche, je me trouve chef de patrouille dans Tlemcen avec d'autres stagiaires, lorsque, du toit en terrasse d'un immeuble, un fellaga nous a jeté une grenade, qui est tombée une dizaine de mètres derrière moi. Personne de la patrouille n'a été touché, mais deux jeunes filles qui partaient se promener ont reçu la grenade devant leurs pieds, laquelle, en explosant, les a criblées d'éclats. C'était horrible, on les a emmenées sur le carrelage d'un bistrot en attendant l'ambulance. Elles étaient inconscientes mais en vie. Pour combien de temps ? Je ne sais pas. Nous sommes repartis patrouiller dans les rues pour rassurer la population. »

René Commère a dit : « autant de semences fécondes pour de nouvelles haines. » Le cycle résistance-répression-résistance est ainsi enclenché. Ces attentats - qui étaient condamnés avec horreur - ont beaucoup contribué à faire admettre dans l'opinion la nécessité de la répression et, parfois, de la torture elle-même - pour obtenir des renseignements. On ne comprend pas l'acceptation de la guerre d'Algérie si l'on n'a pas présente à l'esprit la nature d'une guerre urbaine faite d'attentats - en Algérie et en métropole. On ne comprend pas non plus la vague d'attentats de la « bataille d'Alger » si on ne sait pas qu'elle fut déclenchée par le FLN après que plusieurs de ses militants eurent été guillotins - et non pas fusillés - dans la cour de la prison d'Alger : non seulement ils avaient été exécutés mais décapités d'une façon jugée ignominieuse pour des combattants...

Les opérations

La guerre d'Algérie fut aussi le théâtre de véritables opérations, en 1957-1958, par exemple, ou pendant l'exécution du plan Challe dont les troupes balayèrent le territoire de l'Algérie en 1959. La guerre d'Algérie est donc une « vraie » guerre. Une guerre avec des opérations militaires, du matériel, et des morts. Paul Ollier, lorsqu'il arrive en Algérie, est particulièrement frappé par cet aspect de la situation, surtout à proximité du Barrage (la « ligne Morice »). Il écrit :

Paul Ollier :

Concernant le barrage, les alertes étaient fréquentes et le plus souvent de nuit pour les interventions. Nous étions prévenus par messages chiffrés lorsque le délai d'intervention le permettait, en clair quand l'urgence s'imposait. J'allais réveiller, papier à l'appui, l'officier de garde et le convoi se mettait en route dans le quart d'heure qui suivait : jeep du commandant et du capitaine opérationnel en tête, puis celle des transmissions, puis la troupe dans les camions. En route se joignaient à nous les compagnies qui avaient été prévenues. Il fallait se mettre en place sur le terrain dès la nuit, pour que l'action débute au lever du jour : on roulait alors tous feux éteints à la lueur de la lune, croquevillés dans les jeeps et les camions sur des pistes infernales, en espérant seulement que le convoi ne sera pas pris en embuscade et que les véhicules de tête ne sautent pas sur une mine.

Jean Baudou : « J'arrive à Tlemcen avec trois cents autres soldats le 30 mars 1957. Nous sommes affectés dans divers bataillons du 7^e régiment d'infanterie, puis éparpillés dans les compagnies. En ce qui me concerne, je me retrouve à la [...] compagnie opérationnelle du bataillon. Elle ne fera que des opérations (au mois de mai, nous avons fait vingt-trois opérations dont trois de deux jours). »

Daniel Pouget et Jean-Claude Champain retracent bien la vie du soldat en guerre et la multitude de ses tâches :

Daniel Pouget : « Le service s'est imposé à nous assez rapidement, les journées étaient ponctuées par les quatre obligations quotidiennes : les tours de garde, les patrouilles, le déminage de la piste d'accès, l'entretien du matériel.

Ces rituels étaient bien rôdés, et les attaques de nuit étaient fréquentes. Durant les gardes il était indispensable d'être vigilant car il fallait éviter de se faire tuer et de mettre en danger la vie des compagnons plongés dans le sommeil. »

Jean-Claude Champain : « Les jours passent avec patrouilles de nuit, escortes de jour, peu de sommeil et beaucoup de soleil. Puis la section doit assurer la protection de chantier d'un village de regroupement, le djebel Ouarsenis en toile de fond. [...] Avec notre boîte de ration et une gourde d'eau, on tiendra trois jours en mangeant les figues de Barbarie et l'eau boueuse de l'oued. Sur les vingt, tous se paieront des dysenteries et une déshydratation qui laissent des traces. »

Il faut « éviter de se faire tuer », écrit Daniel Pouget, et de « mettre en danger » la vie des copains, « éviter de se faire tuer » (Paul Ollier), « sauver sa peau », dira André Guillot à ses hommes dans son poste de Kabylie alors que la guerre se termine. On comprend que les anciens d'Algérie célèbrent très majoritairement le 19 mars 1962, date officielle de la fin des combats.

La guerre c'est aussi le règne de la peur, d'autant que l'ennemi est « invisible » :

Robert Duclos : « El Milia. Notre compagnie a en effet été envoyée dans cette zone très agitée du nord-est constantinois. Notre camp est établi dans une cuvette au milieu des montagnes où les « fellaghas » règnent en maîtres. Nous nous savons entourés de rebelles invisibles. Nous couchons sous des tentes et entendons souvent siffler des balles au-dessus de nos têtes. La peur s'installe. Nous prenons nos tours de garde avec une grande inquiétude. Nous avons l'impression que nous ne repartirons pas d'ici vivants. »

Les embuscades

La guerre est aussi - surtout ? - une guerre d'embuscades. Les embuscades qui sont tendues aux soldats et celles qu'ils tendent aux fellaghas :

Robert Duclos : « Mais, un certain matin de fin février 56, nous entendons une grande fusillade à deux kilomètres du camp, suivie d'une explosion et d'un champignon de fumée. Je comprends vite ce qui se passe. La section d'infanterie basée à dix kilomètres dans la montagne vient de tomber dans une embuscade. [...] Le bilan est dramatique : vingt-cinq morts ; un seul survivant [...] ; des corps calcinés dans le camion brûlé. L'embuscade était parfaitement organisée, et à notre barbe. »

Jean Baudou : « Une embuscade a eu lieu à deux ou trois kilomètres du camp, deux mois avant notre arrivée : vingt-six rappelés ont été tués dans des conditions horribles que je ne vais pas décrire car elles sont d'une sauvagerie incroyable. »

Jean Baudou a aussi raconté l'embuscade montée contre une « Européenne » qui était passée dans le camp du FLN et qui, tout en faisant son métier d'enseignante, ravitaillait en armes les combattants algériens. Les soldats tirent sur elle, elle est tuée. Ils s'approchent du corps criblé de balles :

Jean Baudou (extrait) : « Les cabas contenaient des grenades qu'elle livrait aux fellagas. Elle gît, face contre terre. Les soldats la retournent pour la fouiller et là, oh stupeur ! ce visage connu de tous, c'est celui de l'institutrice d'Aïn Fezza ²⁶. Elle passait quatre fois par jour devant le camp. On a été trahi par une Française. »

Ce récit, lu lors du colloque, a saisi l'assistance - et l'auteur - d'une émotion qui nous dépassait tous parce qu'avec lui nous éprouvions le *tragique* de cette guerre : le sentiment des soldats d'avoir été trahis, le choc psychologique de la mort qu'on a donnée (à une femme) mais aussi cette constatation presque inimaginable à l'époque : une petite minorité de Français « d'origine européenne » prennent parti pour la cause de l'indépendance de l'Algérie.

La torture et les méthodes de la guerre. Contradictions d'une guerre.

Paul Ollier a noté, avec beaucoup de finesse, les contradictions de la guerre d'Algérie : il fallait battre l'adversaire mais aussi gagner la population dont cet adversaire était issu :

Paul Ollier : « Pacification d'un côté avec écoles, soins et assistance aux populations avec les SAS, guerre à outrance de l'autre avec déplacement des villageois et mechtas incendiées.

Hospitalisation de certains prisonniers rebelles (j'ai eu à monter la garde arme au poing dans une cour de l'hôpital de Bougie sur laquelle donnaient les chambres des prisonniers soignés) et torture dans mon unité même où un DOP avait été instauré.

Exécutions sommaires sur le terrain où on remmenait les suspects après leur interrogatoire (c'était la « corvée de bois ») et comptes rendus militaires portant la mention « tentative de fuite. »

Incendies de forêt par « bidons spéciaux » largués par avion (on ne parlait surtout pas de napalm) pour rendre les bandes de rebelles plus facilement repérables et quelques kilomètres plus loin chantiers de reboisement. »

Dans les témoignages qui ont été donnés par les intervenants au colloque, la torture - thème central de l'affrontement moral qui se produisit dans l'opinion - a été peu abordé. Paul Ollier mentionne l'existence dans son unité même d'un DOP : dispositif opérationnel de protection. Les DOP étaient, en fait, les officines militaires de la torture.

La majorité des soldats a su « raison garder » dans ce déchaînement de violence. Jacques Barrot - membre du Conseil constitutionnel qui était en Algérie avec Paul Ollier - écrit dans la préface qu'il a donnée à l'ouvrage de celui-ci :

Jacques Barrot : « Grâce soit rendue au lieutenant colonel Leblond qui commandait notre bataillon. Il aimait à me redire qu'il fallait penser à l'avenir en traitant les hommes et les femmes de notre village de manière respectueuse, juste et humaine. Tous les officiers n'ont pas eu la même perspicacité ... »

L'ignorance de l'opinion

Parmi nos témoins, beaucoup de sursitaires qui, plus âgés que la moyenne des appelés, avaient plus de recul. Paul Ollier avait déjà réfléchi. Question : comment faire la guerre sans y croire et sans

²⁶ A Aïn Fezza avait été en poste un couple d'instituteurs, M. et M^{me} Minne qui, membres du PCA, prirent parti pour l'indépendance et furent expulsés d'Algérie en 1955. Leur fille Danièle (« Djamilia ») Minne fit ensuite partie à Alger des « Combattants de la Liberté » (le « bras armé » du PCA puis du FLN. M. et M^{me} Minne avaient-ils formé un groupe d'instituteurs favorables à la cause de l'indépendance algérienne à Aïn Fezza ?

l'aimer ? Comment faire la guerre en sachant que son sens n'apparaissait ni aux soldats, ni à la population française de métropole qui était dans l'incompréhension et l'ignorance du sort de ses soldats. Il écrit :

« Le voilà, le véritable drame : c'est de penser [...] que la France entière vit dans l'ignorance de l'état d'âme de 500 000 de ses enfants. Car je ne suis pas seul à éprouver cela [...] : Pourquoi suis-je ici ? Pourquoi me fait-on faire cela ? Pourquoi me prend-on deux années de ma vie ? Pourquoi arrive-t-on à trouver cela normal en France ? »

« La guerre psychologique »

Le témoignage de René Commère nous rappelle que le conflit a été aussi une « guerre psychologique ». Il fallait gagner les populations à la cause de la France. Un service d'action psychologique fut créé et René Commère lui fut affecté. Mais la guerre psychologique fut surtout une guerre de propagande, avec de vieilles recettes et une certaine naïveté.

René Commère : « A partir du 1^{er} octobre [1957], on m'a chargé de produire et enregistrer chaque matin pour « La voix du Bled » [...] un bref résumé des informations sur les opérations militaires de la veille ; pour cela j'assistais au briefing quotidien de Salan, dans le grand bureau où se faisait le point des opérations de la veille ; affichées sur un grand tableau, je les notais puis un officier m'indiquait celles dont il ne fallait pas parler ; quand il ne restait que des informations squelettiques, je faisais durer un peu plus la musique. »

On était loin des techniques politiques soi-disant inspirées de Mao Dze Dong (Mao Tse Toung) et de la guerre révolutionnaire qu'il avait menée et théorisée...

L'échec du putsch ou la gloire des soldats du contingent

A son retour de permission le 12 avril 1961, Paul Ollier est, comme chiffreur, au cœur des événements du putsch des généraux, passant ses nuits à décrypter « des informations secrètes les plus contradictoires et les messages chiffrés. »

Paul Ollier : « Mais pour nous l'important était la déclaration de de Gaulle, ordonnant « que tous les moyens soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là [les putschistes] » et interdisant « à tout Français et, d'abord, à tout soldat d'exécuter aucun de leurs ordres. » [...] « Nous devons obéir directement aux ordres du chef de l'Etat. » Les soldats imposèrent aux officiers hésitants l'obéissance à la République. « L'illustration la plus frappante fut celle de nos camarades du PC de la ZNEC ²⁷ à Bône qui avaient carrément mis aux arrêts les officiers dissidents. »

Qu'on imagine bien cette situation *extraordinaire*, inédite dans notre histoire : le chef de l'Etat ordonnant aux soldats de ne pas obéir aux officiers « félons ». Ce sera la gloire des jeunes soldats du contingent d'avoir contribué ainsi à sauver la République.

L'abandon des harkis

L'un des drames de la fin de la guerre fut, on le sait, l'abandon des harkis.

André Guillot : J'avais dans ce poste un certain nombre de harkis. Vers la fin, certains fichaient le camp avec les armes, d'autres se rebellaient, et essayaient de se dédouaner vis-à-vis du FLN en changeant de camp en tirant sur des appelés. Un jour, en 1962, avant le cessez-le-feu, le capitaine me fait appeler à l'escadron et me dit : « Demain, vous êtes le seul au courant, vous

²⁷ ZNEC : zone du nord-est constantinois.

avertissez seulement les sentinelles : l'escadron va monter désarmer les harkis. Le lendemain matin, il faisait encore nuit, à 5 heures du matin, ils sont montés, ils ont pris les harkis, les ont désarmés, et hop ! dehors, dans la nature... Que sont-ils devenus ? Cela a été ma plus grande souffrance pendant mon service en Algérie. »

Le même témoignage se retrouve dans les lettres et le témoignage de Paul Ollier qui a vécu depuis la fin de la guerre dans l'angoisse - et le remords ? - du sort qui fut réservé à ses harkis : des milliers d'entre eux furent massacrés. L'histoire et surtout le nombre des morts sont mal connus. Paul Ollier a su très récemment et avec joie que ses harkis avaient connu un sort favorable²⁸. Il raconte aussi le climat irrespirable de méfiance qui règne dans la troupe à la fin de la guerre : harkis et « FNSA » qui désertent pour donner des gages au FLN, méfiance des appelés vis-à-vis des officiers ou des légionnaires favorables à l'OAS qui sont issus des régiments dissous après le putsch de 1961...

L'amour de l'Algérie

Paul Ollier écrit dans la présentation de son texte : « Sans la guerre, j'aurais été d'emblée amoureux de l'Algérie : pour la diversité, la beauté et la richesse de ses sites, pour les qualités d'accueil aussi de ses habitants. » Et encore : « Je haïssais la guerre et les exactions des deux adversaires, non l'Algérie et son peuple. » « Algérie, mon amour » : nous retrouvons le titre du recueil de lettres qu'il publie. Texte caractéristique : comme l'Algérie était belle ! C'est que disent aussi les Français d'Algérie déracinés.

Le retour difficile en métropole. La vie a changé

Le retour fut difficile. André Guillot et Jean Baudou ont évoqué la méfiance qui les a poursuivis longtemps : la peur d'une lumière en pleine nuit, l'absence de l'arme qu'on tenait habituellement toujours sur soi. On rentrait au pays et on ne le reconnaissait plus : sensation d'étrangeté de tous les « exilés » : la guerre n'avait-elle pas été un exil ? Un exil hors de France et un exil à soi-même.

Robert Duclos : « Je trouve le pays bien changé en deux ans : beaucoup de mes copains sont encore à l'armée ou sont mariés. Plusieurs filles que j'avais "repérées" avant mon départ sont aussi mariées. Les loisirs du dimanche ne sont plus les mêmes. La mobylette a fait son apparition et les jeunes ne sortent plus ensemble, en vélo. La plupart des copains plus âgés sont partis travailler à l'usine et étalent leur argent devant ceux qui sont encore à la ferme. La présidence de la fédération JAC est encore vacante et la multiplication des départs à l'armée a désorganisé le mouvement. »

Jean Baudou termine, lui aussi, son témoignage en disant que, quels que soient les soldats, « il y a une question qui se pose toujours : Pourquoi cette guerre ? »

Ecrire une histoire commune

En publiant les Actes de ce colloque, nous avons contribué à rassembler des documents qui ne seront jamais assez nombreux. Toutes ces histoires sont, certes, individuelles. Mais leur confrontation permet de faire l'histoire. Cette histoire a été longtemps occultée ou a paru l'être. Il y avait « deux mémoires » : comment faire coïncider ces deux mémoires ?

Les Algériens ont célébré la victoire de « leur » guerre « de libération nationale ». Une histoire « officielle » s'est imposée. Les Algériens ont ensuite, FLN contre islamistes, connu une guerre qui a peut-être fait 100 000 morts dans les années 1990 et fait ressurgir les démons de la violence, inhérents à toute guerre civile.

²⁸ Témoignage de Paul Ollier à l'auteur.

Les Français ont eu plus de mal encore : comment célébrer ou commémorer une « défaite » ? Les soldats d'Algérie se sont divisés. Le 19 mars a été adopté par la plupart des anciens d'Algérie pour se souvenir de la fin d'une guerre à laquelle peu avaient cru. Le souvenir du 19 mars, c'était la « quille », la joie d'être vivants et de retrouver les siens, mais aussi le souvenir des copains morts dans les combats. Le 5 décembre, date officielle de la célébration nationale, a été adopté par refus de célébrer une « défaite ».

En outre, personne n'avait vraiment intérêt à célébrer l'événement : la droite et la gauche s'étaient divisées et chacune d'entre elles avait exercé le pouvoir pendant la guerre d'Algérie. Guy Mollet avait trahi ses idéaux anticolonialistes. De Gaulle était arrivé au pouvoir porté par l'armée et les Français d'Algérie puis s'était opposé à eux. Il y avait eu, à droite comme à gauche des opposants à la guerre. Les Français d'Algérie se repliaient dans leur nostalgie ou étaient passés à autre chose, soucieux de se construire une autre vie. Les anciens d'Algérie aussi, blessés d'être jugés responsables d'une guerre qu'ils avaient subie et de ses « bavures ». Ils ont cependant pris leur place dans la Nation, « troisième génération du feu », prenant la relève de leurs anciens, soucieux à juste titre de rappeler, en favorisant les études historiques, la mémoire de leurs camarades morts pour la France. Je les ai vus récemment (février 2012) donner leur témoignage devant des élèves attentifs lors de l'exposition présentée à la mairie de Montbrison.

Benjamin Stora a montré dans *La gangrène et l'oubli* comment les mémoires ont des deux côtés de la Méditerranée, refoulé, voire nié les événements tragiques des années 1954-1962 : du côté français, ce fut, jusqu'en 1999, la négation de l'existence même de la guerre, le refus obstiné de reconnaître la réalité de la torture et des exécutions sommaires ; du côté algérien, on a refoulé la violence de la guerre civile secrète qui opposa le FLN et le MNA, les enlèvements de pieds noirs en juillet 1962 et le massacre en masse des harkis à l'été 1962. Etablir la vérité : il faut dire à la fois que le FLN a fait des attentats aveugles qui ont tué des enfants et que l'armée française a usé massivement de la torture. Le système colonial - qui suppose des « dominants » et des « dominés » - a été générateur d'humiliation et de haine ; l'existence d'une communauté de Français d'Algérie - souvent installée depuis plusieurs générations - faisait de l'Algérie un cas à part. Le transfert à l'armée, en 1956, des pouvoirs de police et la suppression des droits individuels contenaient en germe toutes les dérives. L'intransigeance des deux camps a fait durer la guerre. Cette durée de la guerre - huit ans ! - l'aveuglement de l'OAS et les divisions du FLN en 1962 ont rendu difficile le retour à la paix, même après le cessez-le-feu. Il a manqué à l'Algérie d'entendre en 1956 la voix d'Albert Camus ou d'avoir en 1962 le Nelson Mandela dont elle aurait eu besoin.

Il faut souhaiter aujourd'hui que, non seulement, toutes les mémoires puissent être prises en compte par la communauté nationale mais aussi que, grâce au travail des historiens, une histoire commune puisse s'écrire entre la France et l'Algérie. Mohammed Harbi et Benjamin Stora ont commencé à écrire une histoire commune de la guerre d'Algérie. Le film consacré à la guerre d'Algérie par Gabriel Le Bomin et Benjamin Stora, diffusé il y a quelques jours sur France 2 (le 11 mars 2012) a été suivi d'une table ronde qui a permis un véritable échange : il était fascinant de voir dialoguer Benjamin Stora, historien, mais aussi juif pied-noir de Constantine arrivé en France à l'âge de dix ans en 1962, et Ali Haroun, l'ancien responsable du FLN en France (« la 7^e willaya »). Il était émouvant d'entendre les paroles de paix de Danielle Michel-Chich qui fut blessée à Alger à l'âge de six ans dans un attentat du FLN.

Puissent ces quelques remarques aider à répondre à la question qu'a posée Jean Baudou à la fin de son témoignage (« pourquoi cette guerre ? ») : on peut essayer de répondre à la question « Pourquoi cette guerre a-t-elle eu lieu ? » - c'est ce j'ai essayé de faire - et à la question : « Pourquoi a-t-elle duré aussi longtemps ? » Mais les réponses sont forcément insuffisantes si on la pose en pensant : « Pourquoi nos camarades sont-ils morts ? » et « Pourquoi nous a-t-on fait combattre ? »...

Puisse surtout l'ensemble des témoignages publiés ici contribuer aussi à une Histoire qui soit source de réconciliation.

Table

Introduction		page	3
Pascal Chambon	La guerre d'Algérie		4
Communications			
Robert Duclos	Ma guerre d'Algérie		8
René Commère	Souvenirs d'Algérie		12
Jean Baudou	Algérie		24
Daniel Pouget	Guerre d'Algérie, rencontres berbères		32
Gérard Aventurier	Souvenirs d'un appelé		39
Paul Ollier	Appelé en Algérie		47
Jean-Claude Champain	Appelé en Algérie		57
André Guillot	Témoignage d'un appelé, officier en Algérie		61
Postface			
Claude Latta	Lorsque les appelés ont la parole...		70

Cahiers de Village de Forez

n° 101, 1^{er} trimestre 2012

Site : villagedeforez.montbrison42.fr

Siège social : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison.

Directeur de la publication : Joseph Barou.

Rédaction : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

Les cahiers de Village de Forez sont publiés par le **Groupe d'histoire locale** du **Centre Social** de Montbrison.

Comité de coordination : Geneviève Adilon, Joseph Barou, Pascal Chambon, Maurice Damon, Pierre Drevet, André Guillot, Claude Latta, Paul Valette.

Comité de rédaction : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Joël Jallon, Marie Grange, Claude Latta, Gabriel Mas, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Paul Valette, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2012.

ISSN : 0241 - 6786

Impression : *Gravo-clés*, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.